

Numéro d'enregistrement de la ROP : 074-18  
Numéro de contrat SPAC : 35035-181804/001/CY  
Date d'octroi du contrat : 26 novembre 2018  
Date de livraison : 24 avril 2019  
Coût du contrat : 218 920 \$ (taxes en sus)

# Groupes de discussion – Hiver 2019

## Troisième cycle

---

### Rapport final

Rédigé par :  
**Corporate Research Associates Inc.**

Rédigé pour le compte du :  
**Bureau du Conseil privé**

*This report is also available in English.*

Pour de plus amples renseignements sur le rapport, écrivez à :  
[por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)



7071, Bayers Road, bureau 5001  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3L 2C2  
[www.cra.ca](http://www.cra.ca)  
1 888 414-1336

# Groupes de discussion – Hiver 2019 – Troisième cycle

Rapport final

## Préparé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Nom du fournisseur : Corporate Research Associates Inc.

Avril 2019

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de groupes de discussion menés par Corporate Research Associates Inc. au nom du Bureau du Conseil privé. Le troisième cycle de l'étude a compris en tout quatorze groupes de discussion composés de résidents du Canada de 18 à 74 ans et menés entre le 28 février et le 25 mars 2019.

This publication is also available under the title: National Focus Groups– Winter 2019 – Third cycle.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable du Bureau du Conseil privé. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec le Bureau du Conseil privé à l'adresse électronique [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca) ou à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa (Ontario) K1A 0A3

### Numéro de catalogue :

CP22-177/3-2019F-PDF

### Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-30737-4

### Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-074-18) :

Numéro de catalogue CP22-177/3-2019E-PDF (rapport final, anglais)

ISBN 978-0-660-30736-7

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2019

## Table des matières

### Page

Sommaire .....	1
Introduction.....	6
Méthodologie de recherche.....	7
Contexte de la recherche qualitative .....	8
Analyse détaillée .....	9
Rappel d'événements touchant le gouvernement .....	9
Logement.....	10
Compétences.....	14
Budget .....	18
Commerce .....	30
Environnement.....	32
Tourisme.....	38
Vision de l'énergie .....	40
Enjeux locaux.....	45
Bannières de Service Canada .....	52

#### Annexes :

Annexe A – Questionnaire de recrutement

Annexe B – Guide de l'animateur et exercices

Annexe C – Concepts de vision de l'énergie mis à l'essai

## Sommaire

Corporate Research Associates Inc.

Numéro de contrat : 35035-181804/001/CY

Numéro d'enregistrement de la ROP : 074-18

Date d'octroi du contrat : 26 novembre 2018

Coût du contrat : 218 920,00 \$ (taxes en sus)

### Contexte et objectifs

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a retenu les services de Corporate Research Associates Inc. (CRA) afin d'entreprendre une recherche sur l'opinion publique au moyen de méthodes qualitatives, laquelle avait pour but d'explorer le point de vue d'adultes canadiens relativement aux événements actuels touchant le gouvernement fédéral. Les résultats de la recherche serviront à élaborer des stratégies et des produits de communication efficaces afin de veiller à ce que les communications avec la population canadienne au sujet d'enjeux importants demeurent claires et faciles à comprendre. L'étude était composée de trois cycles de groupes de discussion, un en janvier, un en février et un en mars 2019. Ce rapport présente les constatations du troisième cycle de recherche. Plus précisément, les objectifs du troisième cycle de groupes de discussion consistaient à évaluer les opinions et les impressions relativement au commerce (à Kingston, Winnipeg, Halifax et Laval), au budget (à Kingston, Victoria, Laval et Halifax), à l'environnement (à Winnipeg et Barrie), au tourisme (à Winnipeg, Barrie et Joliette), aux compétences (à Winnipeg, Barrie et Joliette), aux options d'achat d'actions (à Kingston, Victoria et Halifax), au logement (à Winnipeg, Barrie et Joliette), à la vision de l'énergie (à Kingston, Victoria, Halifax et Laval) ainsi qu'aux enjeux locaux (à Victoria et Joliette).

Dans le cadre du troisième cycle, quatorze (14) groupes de discussion en personne ont été tenus du 28 février au 25 mars 2019. Deux séances ont eu lieu en français à Joliette (Québec) et à Laval (Québec), tandis que les autres étaient en anglais, au nombre de deux dans chacune des villes suivantes : Barrie (Ontario), Winnipeg (Manitoba), Kingston (Ontario), Victoria (C.-B.) et Halifax (N.-É.). Les participants étaient des résidents du Canada de 18 à 74 ans. À Joliette, les groupes étaient définis en fonction du sexe des participants, tandis que dans toutes les autres villes, les groupes étaient faits en fonction de la situation financière des participants. Ainsi, un groupe était considéré comme « *ayant des difficultés financières* » tandis que l'autre était « *à l'aise financièrement* ». À Joliette, il y a eu une séance avec uniquement des femmes et une autre avec uniquement des hommes. 136 participants ont participé en tout à ce cycle de l'étude, tous groupes confondus.

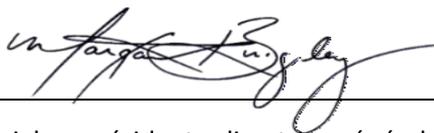
Le présent rapport présente les constatations de l'étude. Notons qu'il convient d'interpréter les résultats de la présente étude avec précaution, car les recherches qualitatives ne peuvent fournir qu'une idée générale d'une situation. Les résultats ne peuvent pas être extrapolés avec confiance à l'ensemble de la population étudiée.



## Preuve de neutralité politique

À titre de cadre supérieur de Corporate Research Associates Inc., j’atteste que les résultats livrés sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la **Politique sur les communications et l’image de marque** et la **Directive sur la gestion des communications**. Plus précisément, les résultats attendus n’incluent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou les cotes de performance d’un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature \_\_\_\_\_



Margaret Brigley, présidente-directrice générale et associée | Corporate Research Associates

Date : 24 avril 2019

## Principales constatations et conclusions

Vous trouverez dans la section suivante un résumé des principales constatations pour chacun des sujets ayant été abordés lors des **Groupes de discussion – Hiver 2019 – Troisième cycle**.

### Logement (Barrie, Winnipeg et Joliette)

Les participants ont manifesté de grandes préoccupations lorsqu’il était question de logement, notamment en ce qui a trait à l’abordabilité, à l’obtention d’une hypothèque et au soutien qu’offre le gouvernement aux personnes qui achètent une première maison. Le désir de propriété était fort, avec pour but principal d’accumuler de l’avoir. Cela dit, plusieurs obstacles à la propriété ont été mentionnés, notamment la disponibilité de logements abordables et la capacité d’économiser en vue d’une mise de fonds.

Les réactions étaient partagées quand on a mentionné l’idée que le gouvernement vienne appuyer ceux qui achètent leur première maison en partageant une petite partie des capitaux de la maison; plusieurs avaient des questions sur la logistique et les aspects juridiques de la proposition. La première préoccupation était l’impact qu’aurait ce partage sur la prise de décisions quant à l’utilisation de la propriété. Parmi les cinq noms proposés pour le programme, « Hypothèque à mise de fonds partagée » était le choix privilégié en français et « First-Time Buyers Benefit » en anglais.

### Compétences (Barrie, Winnipeg, Kingston, Victoria et Joliette)

Bien que l’expression « upskilling » (augmenter ses compétences) ne leur ait pas été très familière, les participants étaient fortement d’accord avec l’idée que les Canadiens doivent poursuivre leur apprentissage, d’une façon ou d’une autre, après leur entrée sur le marché du travail, en raison des progrès rapides de la technologie et de l’évolution constante du marché du travail. Malgré cela, plusieurs préoccupations et obstacles, dont principalement le coût, les obligations familiales et le manque de temps, viendraient nuire à ceux qui désireraient poursuivre leur formation ou mettre à niveau leurs compétences.



Les participants se sont dits favorables à la présence d'un programme financé par le gouvernement pour l'amélioration des connaissances, mais ont exprimé quelques craintes relativement à la logistique et à la sécurité d'emploi. Ce programme consisterait à offrir un montant forfaitaire aux travailleurs canadiens pour les aider à payer une partie du coût de la formation continue et de leurs frais de subsistance, et à leur offrir le temps nécessaire pour suivre ladite formation. Les participants à ce programme devraient eux aussi payer une partie du coût de la formation, tandis que les employeurs devront leur accorder le temps libre nécessaire. Bien que ce type d'initiative ait été considéré comme une étape importante pour préparer la main-d'œuvre canadienne pour l'avenir, plusieurs préoccupations ont été exprimées relativement à son impact sur les petites entreprises, tant au niveau du manque de main-d'œuvre que des coûts supplémentaires. Il a également été question de la capacité financière des participants de payer une partie du coût de la formation. Parmi les six noms proposés pour ce programme, « Crédit de soutien à la formation » et « Professional Development Leave » sont les deux qui ont été perçus comme les plus appropriés.

### **Budget (Kingston, Victoria, Halifax et Laval)**

Le niveau de connaissance du dernier budget fédéral variait à la fois en fonction de la ville et de la situation financière des participants; il était plus élevé chez ceux qui étaient financièrement à l'aise. Même s'ils n'en connaissaient pas nécessairement bien le contenu, presque tous les participants avaient entendu parler du budget fédéral dans les nouvelles, les sources les plus populaires étant les médias sociaux, les journaux et la radio. Dans l'ensemble, les participants ont surtout exprimé des préoccupations face au budget. Ils étaient nombreux à se demander quel serait l'impact de ces dépenses sur la dette nationale. Parmi toutes les initiatives qui ont été mentionnées, c'est celle à l'intention des personnes qui achètent leur première maison dont ils se souvenaient le mieux. La première réaction à cet égard était positive, et il en allait de même pour les points relatifs à l'enseignement. Les participants peu enthousiastes étaient d'avis que le budget ne semblait pas avoir d'objectif ou d'orientation clair, ou se préoccupaient de l'augmentation du déficit.

Entre les 13 initiatives du budget qui leur ont été mentionnées, deux ont été sélectionnées comme priorités principales pour le gouvernement : doubler les fonds d'infrastructure et investir dans des programmes pour améliorer la situation dans les réserves des Premières Nations. Quand on a tenu une discussion approfondie sur l'initiative destinée aux acheteurs d'une première maison, les réactions étaient partagées; plusieurs se sont dits préoccupés par la logistique du projet. Dans le même ordre d'idées, un certain scepticisme a été constaté à l'égard de l'Allocation canadienne pour la formation. Certains ont notamment affirmé s'inquiéter de l'impact que pourrait avoir ce programme sur les pratiques et la sécurité d'emploi. Enfin, les participants appuyaient modérément l'idée du changement des avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions, plusieurs ne voyant pas très bien en quoi ces changements seraient pertinents pour leur propre situation.

### **Commerce (Winnipeg, Kingston, Halifax et Laval)**

On a constaté un niveau élevé de connaissances et de préoccupations face aux enjeux commerciaux : les participants se sont dits intéressés par les négociations commerciales entre le Canada et les autres pays. Cela dit, ils ne connaissaient que peu les accords commerciaux du pays – mais ont pu se rappeler le



nouvel Accord Canada–États-Unis–Mexique, l’Accord de partenariat transpacifique global et progressiste et l’Accord économique et commercial global.

L’expression « diversification du commerce » n’était pas bien connue, mais les participants estimaient qu’elle signifiait l’occasion dont jouit le Canada de faire du commerce avec plusieurs pays différents et d’améliorer les occasions commerciales. Aux yeux des participants, l’indépendance économique accrue était le plus grand avantage qu’offrait la diversification du commerce et l’augmentation de la concurrence pour les entreprises locales, son plus grand désavantage. Les participants ont également affirmé croire que le gouvernement du Canada jouait un rôle dans ce domaine, notamment en aidant les entreprises privées à exporter leurs produits et services par l’entremise de missions commerciales, en renforçant le profil du pays à l’étranger et en fournissant de l’assistance financière.

### **Environnement (Barrie et Winnipeg)**

Plusieurs enjeux environnementaux sont venus rapidement à l’esprit des participants, y compris le réchauffement climatique, la fixation d’un prix à la pollution et le pipeline Trans Mountain. Pour ce qui est de la participation du gouvernement, ils ont mentionné comme priorités principales protéger les eaux contre la pollution plastique et investir dans le transport en commun. Ils étaient également très favorables au déploiement d’efforts accrus pour bannir les sacs en plastique, réduire les ordures et augmenter le recyclage des bouteilles en plastique, par exemple à l’aide d’un programme de mesures incitatives. Par opposition, ils n’avaient pas l’impression que le gouvernement jouait un rôle clé dans le soutien ou l’expansion du réseau pour les véhicules électriques.

Peu de participants connaissaient l’Incitatif à agir pour le climat, une initiative qu’ils ont accueilli avec scepticisme lors des discussions. Ils connaissaient un peu mieux le plan de fixer un prix à la pollution, mais avaient beaucoup de questions relativement à l’administration du programme ainsi qu’à sa capacité d’offrir des solutions à long terme pour améliorer la situation sur le plan des changements climatiques.

Les participants ont exprimé un fort désir de voir le Canada comme chef de file international de la protection de l’environnement et de la lutte contre les changements climatiques. En même temps, les gens sont conscients qu’il faudra apporter des changements à leur mode de vie pour que l’on puisse avoir un véritable impact sur les changements climatiques. Aux yeux de nombreux participants, les médias, la famille et les amis pouvaient donner l’exemple à cet égard.

### **Tourisme (Barrie, Winnipeg et Joliette)**

Les participants savaient généralement qu’il était possible de louer de l’hébergement de vacance par le biais de plateformes en ligne et n’étaient pas contre. La plupart d’entre eux se disaient heureux – ou au moins neutres – de l’émergence de cette possibilité pour le tourisme. Parmi ses avantages, ils ont mentionné le prix concurrentiel et le fait qu’il s’agissait de solutions d’hébergement uniques, différentes des hôtels.

Pour ce qui est des préoccupations, il a été question de l’impact possible sur les autres entreprises et sur les collectivités, ainsi que du changement d’intention des constructeurs et des propriétaires. Les



participants étaient d'avis que la TPS et la TVH devaient être ajoutées au prix des locations, mais que les conditions devaient être équitables.

### **Vision de l'énergie (Kingston, Victoria, Halifax et Laval)**

Les participants ont pu voir cinq concepts visant à communiquer la vision canadienne de l'énergie au grand public. On a constaté une forte réaction positive aux trois concepts proposés qui parlaient d'« énergie » et d'« avenir ». Plus précisément, c'est le concept **L'avenir de l'énergie au Canada commence aujourd'hui** qui a fait l'objet des réactions les plus puissantes, car il donnait lieu à un sentiment d'espoir et d'appartenance. Dans le même ordre d'idées, **Mon énergie dynamise l'avenir du Canada** est arrivé en deuxième place, très près du premier pour de nombreux participants.

Dans tous les concepts, certains mots spécifiques avaient un attrait certain, notamment « reliable », « sustainable », « affordable », « clean », « renewable » et « my energy is powering ». Par opposition, certaines expressions étaient source de confusion, notamment « electrifying the nation » et « full service oil and gas ».

### **Enjeux locaux (Victoria et Joliette)**

Les participants de Victoria et de Joliette ont abordé un grand nombre d'enjeux qui leur semblaient importants. À Victoria, les plus grands défis mentionnés étaient les voies cyclables, le logement abordable et l'itinérance. À Joliette, les gens ont parlé de l'augmentation de la population, qui aurait causé des problèmes en matière de sécurité routière et de circulation, ainsi que l'accès aux services. Dans l'ensemble, les participants n'étaient pas bien au courant de mesures spécifiques du gouvernement fédéral qui auraient eu pour but d'appuyer l'économie locale.

Dans la liste d'enjeux prédéterminés qui leur avait été fournie, les deux régions ont mentionné se préoccuper de l'accès à des services de soins de santé, du vieillissement de la population, de l'état des routes et des ponts, de la congestion routière et de la pauvreté. À Joliette, on a également mentionné l'accès au transport en commun, tandis qu'à Victoria, il a été question du rétrécissement de la classe moyenne, de la sécurité des pensions de retraite, du coût du logement, de l'itinérance, des surdoses et de la préservation d'un environnement sain. Notons que dans les deux villes, c'est l'accès à des services de soins de santé qui est arrivé en première place du classement.

### **Bannières de Service Canada (Joliette)**

Parmi les trois concepts de bannière Service Canada qui ont été mis à l'essai, c'est le blanc et rouge sans symboles qui a attiré le plus l'attention et qui a semblé le plus à l'image de Service Canada. Le concept qui comprenait des symboles colorés et celui qui comprenait des symboles mais en rouge et blanc ont chacun donné lieu à des réactions partagées, car les gens n'ont pas bien compris les symboles ni le but des icônes.

Pour ce qui est des préférences en matière de slogan, c'est « Au service des gens » qui a été choisi, car c'était une phrase chaleureuse et accueillante. Question URL, les participants ont préféré « Canada.ca », plus court et mémorable que « Canada.ca/servicecanada ».



## Introduction

Afin de mieux fournir conseils et soutien au gouvernement du Canada, au greffier du Bureau du Conseil privé (BCP) et aux ministères et organismes en ce qui a trait aux communications et aux consultations, le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a retenu les services de Corporate Research Associates Inc. (CRA) en vue d'entreprendre une recherche sur l'opinion publique au moyen de méthodes qualitatives.

Le principal objectif de cette recherche est d'explorer le point de vue d'adultes canadiens relativement aux événements actuels afin de déterminer quelle est l'opinion publique face à ces enjeux. Les résultats de la recherche serviront à élaborer des stratégies et des produits de communication efficaces afin de veiller à ce que les communications avec la population canadienne au sujet d'enjeux importants demeurent claires et faciles à comprendre.

Les objectifs de recherche suivants s'appliquent au troisième cycle de l'étude :

- évaluer les opinions globales au sujet du commerce au Canada ainsi que de l'état du budget actuel;
- examiner les opinions au sujet de l'environnement, notamment l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, et déterminer les points auxquels le gouvernement doit consacrer son attention – et l'opinion au sujet de cinq concepts de vision de l'énergie;
- évaluer les impressions des gens au sujet du tourisme, des compétences et des options d'achat d'actions;
- obtenir des commentaires au sujet du logement et cerner les secteurs prioritaires pour le gouvernement;
- aborder les défis propres aux régions.

Le présent rapport présente les constatations du troisième cycle de la recherche. On y retrouve un résumé global, la description de la méthodologie employée, les constatations détaillées tirées des groupes de discussion ainsi que les conclusions obtenues par l'analyse desdites constatations. Les documents de travail (questionnaire de recrutement et guide de l'animateur) sont joints en annexe.



## Méthodologie de recherche

### Publics cibles

Les participants étaient des résidents canadiens de 18 à 74 ans, classés en groupes selon leur sexe à Joliette et selon leur situation financière dans toutes les autres villes. Dans ces marchés, il y avait un groupe pour ceux qui disaient **avoir de la difficulté à payer/arriver tout juste** (appelé aux présentes le groupe « ayant des difficultés financières ») et ceux qui **réussissent/à l'aise financièrement** (le groupe « à l'aise financièrement »).

### Approche de recherche

En tout, quatorze (14) groupes de discussion classiques (en personne) ont été menés dans chacune des villes suivantes : Joliette, au Québec (le 28 février 2019), Barrie, en Ontario (le 4 mars 2019), Winnipeg, au Manitoba (le 13 mars 2019), Kingston, en Ontario (le 20 mars 2019), Victoria, en Colombie-Britannique (le 21 mars 2019), Laval, au Québec (le 25 mars 2019) et Halifax, en Nouvelle-Écosse (le 25 mars 2019). Les groupes à Joliette et à Laval ont été tenus en français, tandis que les discussions dans tous les autres lieux se sont déroulées en anglais.

En tout, 12 participants ont été recrutés pour chaque groupe de discussion; l'objectif était d'avoir entre 8 et 10 participants présents. Dans tous les sites confondus, 136 participants ont finalement participé aux discussions. Comme c'est habituellement le cas sur le marché, les participants ont reçu une rémunération de 100 \$ en guise de remerciement pour avoir donné de leur temps. Chacune des discussions de groupe a duré deux heures.

Voici un résumé de la participation dans chacune des villes :

Ville	Langue	Date	Public	Heure	Nombre de participants
Joliette (Québec)	Français	28 février 2019	Femmes	17 h 30	10
			Hommes	20 h	10
Barrie (Ontario)	Anglais	4 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	10
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	10
Winnipeg (Manitoba)	Anglais	13 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	10
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	8
Kingston (Ontario)	Anglais	20 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	10
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	10
Victoria (C.-B.)	Anglais	21 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	10
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	10
Halifax (N.-É.)	Anglais	25 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	10
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	10
Laval (Québec)	Français	25 mars 2019	Difficulté à payer/arrivent tout juste	17 h 30	8
			Réussissent/à l'aise financièrement	20 h	10
<b>Nombre total de participants :</b>					<b>136</b>



Le recrutement des participants a été effectué conformément aux lignes directrices de l'industrie et aux critères de recrutement du gouvernement du Canada. Il a été fait à l'aide de panels qualitatifs stockés sur des serveurs canadiens, avec des appels de suivi pour confirmer les détails fournis et pour garantir l'atteinte des quotas. Un appel de confirmation supplémentaire a été effectué environ une journée avant chacune des rencontres des groupes de discussion. Les participants devaient aussi signer un formulaire de consentement à leur arrivée dans le groupe de discussion. Dans chaque lieu de rencontre, les participants devaient présenter une pièce d'identité pour confirmer leur identité.

## Contexte de la recherche qualitative

Les discussions qualitatives consistent en des discussions informelles et non menaçantes dirigées par un animateur, et regroupent des participants présentant des caractéristiques, des habitudes et des attitudes jugées pertinentes dans le contexte du sujet traité. Les discussions qualitatives individuelles ou en groupe ont pour avantage principal de permettre la réalisation d'une enquête fouillée auprès des participants admissibles relativement aux habitudes comportementales, aux habitudes d'utilisation, aux perceptions et aux attitudes par rapport au sujet traité. La discussion de groupe offre toute la souplesse requise pour explorer d'autres aspects de la question qui peuvent être pertinents pour l'enquête. Une recherche qualitative permet une compréhension plus complète du segment, car les pensées ou les sentiments sont exprimés dans les propres mots des participants avec toute la passion qui les anime. Les techniques qualitatives sont utilisées pour des études de marché dans le but de fournir une orientation et une compréhension approfondies, plutôt que de fournir des données quantitatives précises ou absolues. Pour cette raison, leurs résultats ne servent qu'à donner une orientation et ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population étudiée.



## Analyse détaillée

La section suivante fournit un aperçu des constatations tirées des groupes de discussion.

### Rappel d'événements touchant le gouvernement

Pour commencer, on a demandé aux participants de toutes les villes de décrire brièvement ce qu'ils avaient vu, entendu ou lu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada. Dans toutes les villes, la nouvelle mentionnée la plus couramment était l'affaire SNC-Lavalin, suivie de plusieurs autres sujets, dont l'état des changements climatiques, la fixation d'un prix à la pollution (que les participants appelaient « taxe sur le carbone »), la réconciliation avec les Premières Nations (notamment la visite du premier ministre à Iqaluit) et le pipeline Trans Mountain.

Plusieurs autres sujets ont été abordés dans les différentes villes. À Joliette, plusieurs femmes ont dit avoir entendu des nouvelles touchant à la légalisation du cannabis, tandis que quelques hommes se souvenaient avoir entendu qu'il y avait des discussions entre les gouvernements fédéral et provincial au sujet de l'immigration.

À Winnipeg, en plus des sujets mentionnés plus haut, il a été question des exportations de graines de canola en Chine et des avions Max 8 récemment cloués au sol. Les tarifs et les embargos entre les États-Unis et le Canada ont aussi été abordés, de même que l'augmentation du Régime de pensions du Canada et l'affaire Huawei. Enfin, on a parlé de la baisse du dollar canadien, de la prochaine élection fédérale et de l'importance (ou du manque d'importance) accordée aux anciens combattants au Canada.

À Kingston, mis à part l'affaire SNC-Lavalin et le pipeline Trans Mountain, il a été question du dernier budget, plus précisément du soutien à la propriété d'une maison, ainsi que du remaniement ministériel et de la prochaine élection. On a également abordé l'élimination de la période de grâce des frais de scolarité et des relations avec les Premières Nations (surtout la visite du premier ministre à Iqaluit).

À Barrie, les autres sujets principaux mentionnés étaient les vieux sous-marins militaires, la poursuite déposée par un cadre de Huawei, l'immigration et les manifestations pour une stratégie nationale de l'autisme.

À Victoria, l'annonce du budget a été rapidement mentionnée. De plus, les deux groupes ont dit avoir une impression générale de tourmente au sein du gouvernement. D'autres enjeux importants ont aussi été abordés : la proposition d'un régime d'assurance-médicaments universel, les progrès en cybersécurité, les avions Max 8 cloués au sol, le nouvel ACEUM qui n'avait pas encore été ratifié, les tarifs sur le bois d'œuvre, le fer et l'acier, la Chine et Huawei, ainsi que l'annulation ou le remboursement de prêts aux Premières Nations dans le cadre des négociations sur les traités.

À Laval, le dernier budget a été rapidement mentionné, de même que l'affaire SNC-Lavalin, comme dans les autres villes. Les participants du groupe « à l'aise financièrement » se souvenaient également avoir



entendu parler de remaniement ministériel et du départ de plusieurs représentants importants du gouvernement.

À Halifax, il a principalement été question de SNC-Lavalin, du pipeline Trans Mountain, de la « taxe sur le carbone » et du système de paie Phénix. On a également mentionné la légalisation du cannabis, quelques généralités sur les relations gouvernementales, les discussions sur les compensations aux peuples autochtones et le soutien financier qu'offre le gouvernement fédéral aux réfugiés.

## Logement

À Winnipeg, Barrie et Joliette (où les groupes de discussion avaient été tenus avant le dépôt du budget), les participants devaient dire quelles étaient leurs préoccupations principales en matière de logement dans leur ville.

### Préoccupations principales

***Le manque de logements abordables et les obstacles à la propriété font partie des plus grandes préoccupations en matière de logement.***

Le manque de logements abordables et les importants obstacles auxquels font face les personnes qui désirent acheter leur première maison ont été rapidement mentionnés comme problèmes dans le domaine du logement, surtout dans les groupes « *ayant des difficultés financières* ». L'abordabilité des taux hypothécaires était également source de préoccupations; les participants auraient voulu que les intérêts sur l'hypothèque soient déductibles d'impôts pour venir en aide à ceux qui achètent une première maison.

À Joliette, les participants ont dit que le marché de la location était en situation de quasi-monopole, ce qui faisait en sorte que les loyers étaient élevés et que l'accès aux appartements était limité. De plus, la hausse des taxes foncières et le nombre limité de maisons unifamiliales ont été mentionnés par les participants du groupe « *à l'aise financièrement* ». Certaines personnes ont également prévu une hausse de la demande de logements pour personnes âgées, ce qui pourrait causer une situation problématique étant donné le manque d'options de logement abordables.

Les participants de Barrie ont mentionné que c'est dans leur ville qu'on retrouve le plus bas nombre d'appartements par habitant au Canada. De plus, les nouveaux lotissements construits sont principalement des condos, plutôt que des appartements abordables à louer. La planification du logement à Barrie était considérée comme inexistante.

### La location par rapport à la propriété

***Malgré un désir certain de posséder leur propre maison, les participants étaient d'avis que bien des gens (surtout les jeunes) continuaient à louer en raison de leurs circonstances financières et des exigences à respecter pour obtenir une hypothèque.***



De l'avis des participants, il était mieux d'être propriétaire que locataire, car cela permettait d'accumuler de l'avoir. Ceux de Winnipeg et de Barrie étaient encore plus susceptibles d'être de cet avis. Cela dit, les participants avaient l'impression que la hausse du coût de la propriété empêchait les jeunes d'acheter une maison. Par comparaison, les avis étaient plus partagés à Joliette : aux yeux des participants de cette ville, il n'était pas toujours mieux d'être propriétaire, car les coûts de la propriété et de l'entretien étaient souvent négligés quand on comparait les deux options. Tout de même, les participants estimaient qu'en plus de permettre d'accumuler de l'avoir, la propriété permettait un meilleur contrôle des coûts du logement, les locataires devant de leur côté faire face à des augmentations de loyer.

Malgré l'intérêt qu'ils avaient pour la propriété, les participants avaient des avis partagés quant à leur capacité d'entrer dans le marché du logement. Avec le prix excessif des maisons, les lourdes dettes, les taux hypothécaires élevés, l'économie incertaine et la difficulté de plus en plus grande d'obtenir du financement, les gens de Joliette et de Barrie ont tous indiqué qu'il était difficile de devenir propriétaire. Cette situation avait d'ailleurs été source d'anxiété pour plusieurs nouveaux acheteurs, notamment au sein du groupe « *ayant des difficultés financières* » de Winnipeg. Par comparaison, le groupe « *à l'aise financièrement* » pensait de son côté que les avantages de la propriété étaient supérieurs à ses inconvénients.

### Soutien du gouvernement

***Les réactions étaient partagées quand on a mentionné l'idée que le gouvernement vienne appuyer ceux qui achètent leur première maison en partageant une petite partie des capitaux de la maison; plusieurs avaient des questions sur la logistique et les aspects juridiques de la proposition.***

Les participants ont manifesté un intérêt faible à modéré face à l'idée d'un programme qui aiderait ceux qui achètent leur première maison à obtenir du financement en vue de faire leur mise de fonds, en partageant une petite partie des capitaux de la maison avec le gouvernement. À Joliette, les avis étaient partagés à cet égard, tandis qu'à Barrie et Winnipeg, les participants ne semblaient pas trouver l'idée intéressante.

L'un des avantages les plus évidents de cette proposition était le soutien qu'elle offrait aux jeunes désirant acheter une maison. Si les participants n'ont pas vraiment aimé l'idée, c'était parce qu'ils comprenaient qu'avec ce programme, le gouvernement serait copropriétaire du logement, ce qui lui donnerait le droit de prendre part aux décisions relatives à la maison et à la façon dont celle-ci est utilisée. Ainsi, quelques personnes se demandaient s'il aurait alors fallu demander l'approbation du gouvernement pour faire des rénovations ou respecter certaines conditions lors de la vente. Les participants se demandaient également si, à titre de copropriétaire, le gouvernement allait partager le coût des taxes foncières.

En outre, une autre conséquence possible de cette initiative serait l'augmentation des dettes : si le programme permettait à un acheteur de faire une plus grosse mise de fonds, celui-ci risquerait de demander une plus grande hypothèque qu'il ne pourrait en fait se permettre. En pensant à ce genre de



situation, les participants se demandaient ce qui se passerait si jamais une personne ne parvenait pas à rembourser son prêt du gouvernement. À Joliette, quelques personnes se demandaient si le gouvernement devait vraiment aider les gens à acheter une maison et quels seraient les avantages d'une telle initiative pour l'économie du pays dans son ensemble.

Tenant compte de tous les dangers possibles, les participants ont suggéré au gouvernement d'offrir des incitatifs fiscaux aux acheteurs d'une première maison pour les aider plutôt qu'un tel plan de partage de la propriété. De plus, pour réduire le prix du logement, le groupe de Barrie a suggéré de mettre en œuvre un système de taxes foncières qui récompense les résidents et pénalise les investisseurs étrangers, un peu comme ce qu'on retrouve en Colombie-Britannique.

### Choix de nom

***Parmi les différents noms qui leur ont été proposés pour le programme gouvernemental de soutien aux acheteurs d'une première maison, les participants ont préféré « Hypothèque à mise de fonds partagée » et « First-Time Buyers Benefit ».***

Les participants ont reçu une feuille sur laquelle se trouvaient cinq noms possibles pour le programme décrit plus haut. Il y avait :

- First-Time Buyers Benefit / Hypothèque à mise de fonds partagée
- Shared Equity Mortgage / Prestation pour l'achat d'une première maison
- Housing Affordability Assistance Plan / Plan de soutien pour des maisons abordables
- Housing Affordability Assistance Plan / Programme pour l'achat d'une première maison à prix abordable
- First Home Partnership / Partenariat pour l'achat d'une première maison

La section suivante donne un aperçu des réactions à chacun des noms en anglais :

***First-Time Buyers Benefit*** : Dans l'ensemble, c'est ce nom qui a le plus plu aux participants, car il parvenait bien à interpeller les nouveaux acheteurs. Effectivement, le nom identifiait clairement ce public (« First-Time Buyers »), ne parlait pas d'aide sociale et ne mentionnait pas clairement qu'il s'agissait d'une initiative gouvernementale (cela dit, certains estimaient qu'il était peut-être mieux de le dire explicitement).

***Shared Equity Mortgage*** : Ce nom a semblé plus direct que les autres et résumait bien l'objectif du programme. Toutefois, étant donné les réactions négatives qu'ont eues les gens face au concept de partage de la propriété, ce nom n'est pas ressorti comme l'un des meilleurs, et encore moins à Barrie.

***Housing Affordability Assistance Plan*** : Les avis étaient partagés pour ce nom. Les participants ont aimé le mot « affordability », compte tenu de leur préoccupation comme quoi une personne pourrait acheter une maison au-delà de ses moyens. Par contre, le mot « assistance » avait une connotation négative faisant référence aux personnes à faible revenu. Ce nom sous-entendait également que le programme



serait offert à tous les acheteurs et pas simplement à ceux qui achètent une maison pour la première fois.

**Affordable First Home Program** : Les participants ont trouvé que ce nom suggérait clairement la notion d'abordabilité, tout en soulignant quel était le public cible du programme. Ils l'ont dans l'ensemble trouvé clair et descriptif. Ce nom a été particulièrement apprécié au sein du groupe « à l'aise financièrement » de Barrie, tandis que dans le groupe « ayant des difficultés financières » de la même ville, personne ne l'a choisi comme préféré.

**First Home Partnership** : Bien que ce nom parvenait à décrire clairement le programme, le mot « partnership » évoquait la propriété partagée et toutes les connotations négatives qui y étaient associées. Par conséquent, les participants étaient d'avis que ce nom pourrait décourager les gens d'y participer.

Les participants ont également suggéré d'autres noms : Shared Equity Partnership, First-Time Buyers' Plan et First-Time Buyers Benefit Plan.

La section suivante donne un aperçu des réactions à chacun des noms en français :

**Hypothèque à mise de fonds partagée** : Ce nom est celui qui a été choisi le plus souvent dans le groupe d'hommes de Joliette, et quelques femmes l'ont également aimé. Les participants ont apprécié son caractère « officiel », qui identifiait en plus clairement le rôle du gouvernement comme prêteur.

**Prestation pour l'achat d'une première maison** : Ce nom était le plus populaire chez les femmes et quelques hommes aussi l'ont aimé. Ceux qui l'ont aimé trouvaient qu'il mentionnait clairement l'objectif du programme, à savoir qu'on pouvait recevoir une certaine somme d'argent en vue de l'achat d'une première maison. Les réactions négatives portaient principalement sur l'emploi du mot « prestation » qui sous-entendait une aide financière continue au lieu d'un montant forfaitaire. Les participants ont recommandé de le remplacer par « soutien ».

**Plan de soutien pour des maisons abordables** : Ce nom est celui qui a été le moins aimé. La plupart des gens ont trouvé que le terme « abordables » pouvait induire en erreur, car le concept d'abordabilité est en fait subjectif. De plus, le nom ne précisait pas qu'il s'agissait d'un programme réservé aux personnes qui achetaient leur première maison.

**Programme pour l'achat d'une première maison à prix abordable** : Aucun des deux groupes n'a eu de réactions positives à ce nom. Cette fois aussi, la référence au « prix abordable » était source de confusion et en plus, le nom proposé a semblé trop long pour être mémorable.

**Partenariat pour l'achat d'une première maison** : Ce nom a fait l'objet de réactions positives dans chacun des groupes. Cela dit, les participants ont estimé que le mot « partenariat » laissait entendre que le gouvernement pouvait prendre part à la prise de décisions pour les affaires de la maison au lieu d'être



un simple prêteur. À cet effet, ils ont suggéré de remplacer ce mot par « prêt » dans le but d'éviter ce genre de mauvaise interprétation.

Les participants ont également suggéré un autre nom : « Soutien pour l'achat d'une première maison ».

## Compétences

À Winnipeg, Barrie et Joliette, les participants ont été invités à discuter de la formation des personnes sur le marché du travail, laquelle a pour but d'améliorer leurs compétences professionnelles.

### Terminologie

***Les participants étaient ouverts à l'utilisation d'une terminologie variée pour décrire l'amélioration de leurs compétences professionnelles.***

À Winnipeg et à Barrie, les participants ont indiqué employer des expressions comme « continuing education », « professional development » et « upgrading skills » pour décrire les formations visant à améliorer les compétences professionnelles. Ceux de Winnipeg avaient également entendu d'autres expressions pour décrire ce concept, notamment « self-improvement », « specialized skills », « refresher » et « continuous learning ». Le terme « upskill » a également été mentionné par plusieurs personnes. D'autres utilisaient l'expression « continuing learning/education », mais celle-ci était parfois considérée comme vague. De plus, bien que certains aient mentionné le terme « re-skill », celui-ci n'a pas semblé adéquat pour décrire le type de formation dont il était question, car il sous-entendait l'apprentissage de nouvelles choses au lieu de l'amélioration des compétences.

À Joliette, plusieurs noms ont été mentionnés, mais aucun d'entre eux ne semblait couramment utilisé (ou connu) pour décrire ce type de formation. Voici les suggestions qui ont été formulées : « formation continue », « cours de perfectionnement », « mise à jour », « spécialisation », « mise à niveau », « formation complémentaire », « stage », « perfectionnement » et « développement des compétences ».

### La formation et l'augmentation des compétences

***Les participants étaient d'avis que les Canadiens devaient augmenter leurs compétences pour rester compétitifs dans le marché du travail, et ce, malgré les obstacles qu'ils devaient relever.***

Dans l'ensemble, les participants avaient l'impression qu'il devenait de plus en plus important pour les Canadiens d'améliorer leurs compétences, surtout compte tenu des changements qui touchaient le marché du travail. Plus précisément, ils ont mentionné les justifications suivantes : l'utilisation accrue de la technologie, de la robotique et de l'automatisation, le rythme accéléré de l'environnement et les attentes des employeurs face à la main-d'œuvre relativement à sa capacité d'adaptation.



Bien qu'ils considéraient disposer d'un bon nombre d'occasions de formation, les gens ont tout de même signalé plusieurs obstacles importants à la formation, surtout le prix et le temps nécessaire. Il y a également eu d'autres mentions d'éléments pouvant nuire à la formation professionnelle continue : le manque de motivation, la sous-appréciation de la formation par les employeurs, les obligations familiales et les priorités au travail. Certains étaient aussi d'avis qu'il était parfois difficile de déterminer de quelle formation on avait besoin pour aujourd'hui ou pour l'avenir. Enfin, l'accès à l'enseignement a été mentionné comme obstacle possible, surtout pour ceux qui vivent hors des grands centres urbains.

### **Programme de dons jumelés et de financement**

***Les participants se sont dits favorables à la présence d'un programme financé par le gouvernement pour l'amélioration des connaissances, mais ont exprimé quelques craintes relativement à la logistique et à la sécurité d'emploi.***

On a mentionné aux participants la possibilité qu'un programme fédéral offre aux travailleurs du Canada un montant forfaitaire visant à payer une partie du coût de la formation continue ainsi que de leurs frais de subsistance, et à leur offrir le temps nécessaire pour suivre la formation en question. Ainsi, une personne qui dépenserait 200 \$ en formation recevrait un don jumelé du gouvernement, ce qui lui permettrait de couvrir la somme de 400 \$.

Dans l'ensemble, les participants étaient favorables à cette idée, car elle permettrait d'atténuer certains des obstacles principaux à la formation continue (les dépenses et la crainte de perdre son emploi). Cela dit, ils ont également exprimé quelques préoccupations. Ils pensaient par exemple que le programme pourrait nuire aux petites entreprises, car il les ferait manquer de personnel ou leur causerait des dépenses supplémentaires pendant certaines périodes. Pour cette raison, les participants se demandaient si les employeurs seraient favorables à ce programme et accorderaient à leurs employés le temps d'y prendre part. Quelques personnes ont également remis en question la capacité du gouvernement de financer un programme d'une telle ampleur.

On a affirmé aux participants que le programme proposé permettrait une formation ouverte, c'est-à-dire que chaque travailleur pourrait choisir le type de formation qu'il désire, qu'il soit pertinent ou non compte tenu de son emploi actuel. En apprenant cela, ils ont trouvé l'approche intéressante, mais ont précisé qu'il serait possible d'en abuser. Ils ont notamment demandé à ce que ce programme soit réglementé pour que l'on puisse s'assurer que les formations suivies soient dans des industries en pleine croissance ou sur des sujets pertinents dans le marché du travail d'aujourd'hui et de demain (p. ex., compétences relationnelles). De plus, pour que le programme profite vraiment à l'économie canadienne, les participants auraient voulu qu'il y ait comme exigence que les personnes travaillent au Canada ou pour des entreprises canadiennes après avoir terminé la formation.



## Nom du programme de formation

***Les noms « Crédit de soutien à la formation » et « Professional Development Leave » étaient considérés comme les plus appropriés pour un programme d'amélioration des compétences.***

Les participants ont reçu une feuille sur laquelle se trouvaient six noms possibles pour le programme qui leur a été décrit. Il y avait :

- Professional Development Leave / Congé pour perfectionnement professionnel
- Learning Account / Compte apprentissage
- New Skills Savings Account / Compte d'épargne pour nouvelles compétences
- Training for Good Jobs Benefit / Allocation de formation pour un bon emploi
- Training Support Credit / Crédit de soutien à la formation
- Lifelong Training Passport / Passeport pour la formation continue

À Barrie et à Winnipeg, c'est « Professional Development Leave » que les participants ont le plus aimé, tandis qu'à Joliette, l'option privilégiée était « Crédit de soutien à la formation ». Vous trouverez ci-dessous un résumé détaillé des réactions à chacun des six noms.

Pour commencer, vous verrez les réactions des participants de Winnipeg et Barrie aux noms anglais. Comme vous pourrez le constater, les noms qui incluaient le mot « account » ou l'expression « savings account » donnaient l'impression qu'il s'agissait d'un programme de banque ou d'institution financière, plutôt qu'un programme de formation parrainé par le gouvernement.

**Professional Development Leave :** Les participants ont aimé l'inclusion du mot « professional » dans ce nom, car il permettait de comprendre facilement que l'on visait les personnes qui désiraient améliorer leur situation d'emploi (et donc pas les jeunes ou les étudiants). Ainsi, il évoquait que la formation permettait de se bâtir de nouvelles compétences ou de les améliorer, ceci en se fondant sur des fondations déjà existantes. Certains participants ont comparé ce programme aux autres types de congé que l'on peut prendre sans risquer de perdre son emploi, par exemple les congés parentaux. Cela dit, aux yeux de quelques résidents de Winnipeg, le mot « leave » sous-entendait qu'il fallait quitter son emploi pour suivre la formation. Notons aussi que selon quelques participants, le mot « professional » laissait entendre que le programme était réservé à un sous-ensemble de travailleurs, c'est-à-dire ceux qui possédaient des compétences ou des qualifications spécialisées.

**Learning Account :** Ce nom n'a pas été très bien reçu. Les participants n'ont pas vraiment vu le lien avec la formation; le concept leur semblait également trop obscur. En outre, ils l'ont comparé à un compte bancaire ou à un compte d'épargne auquel ils devraient eux-mêmes cotiser.

**New Skills Savings Account :** Ce nom a paru inefficace, car il évoquait un compte bancaire et laissait entendre que la formation était pour changer d'emploi plutôt que pour améliorer ses compétences.

**Training for Good Jobs Benefit :** Les réactions à ce nom étaient partagées. Certains ont trouvé qu'il exprimait de façon claire et concise les résultats désirés du programme, à savoir un meilleur emploi ou



un meilleur salaire. D'autres, surtout à Winnipeg, l'ont trouvé vague, un peu comme s'il s'agissait d'une mauvaise traduction (surtout avec les mots « good jobs »). Notons que quelques personnes ont jugé que l'expression « good jobs » laissait entendre une promesse face aux résultats de la formation, ou alors sous-entendait que les personnes suivant la formation n'avaient pas déjà un bon emploi.

**Training Support Credit** : Les participants ont jugé que ce nom transmettait bien l'intention du programme, mais qu'il ressemblait trop à ce qu'on verrait comme ligne sur une déclaration d'impôts. Il ne leur faisait pas assez penser à un programme de formation.

**Lifelong Training Passport** : Bien que les participants étaient d'accord que la formation est quelque chose qui peut nous être utile pendant toute notre vie, certains ont jugé que le mot « lifelong » ne décrivait pas adéquatement le programme, car il laissait entendre qu'il s'agissait de tout ce qu'on peut apprendre dans la vie (et donc pas seulement la formation professionnelle). De plus, la plupart des gens associaient le mot « passport » au voyage, pas à la formation; ce mot ne convenait donc pas dans ce contexte.

Voici quelques-uns des autres noms qui ont été suggérés :

- Skills Benefit Fund
- Professional Development Plan
- Personal Development Plan
- Professional Development incentive
- Passport for skills
- New skills credit
- Career advancement incentive
- New skills incentive
- Training support program
- Skills and development support
- New Skills Job Benefit
- Professional Skills Development Support
- Training Support Program
- Professional Development Account
- Training Support Benefit
- Lifelong Learning Account/Credit/Benefit

La section suivante donne un aperçu des réactions des participants de Joliette à chacun des noms en français :

**Congé pour perfectionnement professionnel** : Dans chaque groupe, quelques participants ont choisi ce nom, car il exprimait clairement que le programme permet aux employés de prendre congé dans le but de suivre une formation. Dans le même ordre d'idées, ces quelques participants trouvaient que l'expression « perfectionnement professionnel » exprimait clairement l'objectif du programme. Cela dit, certains ont mentionné que le mot « congé » pouvait donner l'impression qu'on parlait de vacances, et



que le mot « perfectionnement » laissait entendre une amélioration de nos compétences, plus que le développement de nouvelles.

**Compte apprentissage** : Personne n’a aimé ce nom : aux yeux des participants, il ne voulait rien dire et, pour certains, il ne se disait pas bien.

**Compte d’épargne pour nouvelles compétences** : La plupart des participants trouvaient que ce nom n’expliquait pas adéquatement le programme. Ils associaient le mot « compte » à un compte bancaire, un compte d’épargnes par exemple, et trouvaient qu’il illustrait mal le concept de mettre de l’argent de côté en vue d’une formation. Puisqu’ils avaient l’impression que le programme allait permettre à certains de perfectionner leurs compétences, les participants n’aimaient pas l’expression « nouvelles compétences », qui sous-entendait plutôt l’apprentissage de nouvelles choses.

**Allocation de formation pour un bon emploi** : Dans l’ensemble, les participants n’ont pas aimé ce nom, car « allocation » leur donnait l’impression qu’il allait y avoir des versements réguliers ou continus au lieu d’un montant forfaitaire. De plus, en sous-entendant que la formation permettrait de décrocher un « bon emploi », on risquait de faire une promesse trompeuse ou exagérée.

**Crédit de soutien à la formation** : C’est ce nom qui a été préféré par les participants des deux groupes, et de loin. Aux yeux des participants, c’était le seul qui exprimait clairement l’objectif du programme (« soutien » et « formation ») sans faire de promesse exagérée. Cela dit, le mot « crédit » leur a fait penser à un crédit d’impôt plutôt qu’au versement d’un montant forfaitaire.

**Passeport pour la formation continue** : Personne n’a aimé ce nom dans les deux groupes, car il ne clarifiait pas le type d’aide ou de soutien que l’initiative offre. De plus, la référence au « passeport » était trop vague.

Voici quelques-uns des autres noms qui ont été suggérés :

- Soutien pour le perfectionnement professionnel
- Plan de carrière
- Allocation de soutien à la formation

## Budget

Le budget fédéral a été déposé le 19 mars 2019. Les groupes qui ont été tenus dans l’espace de la semaine qui s’est ensuivie (c.-à-d. ceux de Kingston, Victoria, Laval et Halifax) ont dû fournir des commentaires à ce sujet.

### Impressions générales

*Le niveau de connaissances au sujet du budget variait d’une personne à l’autre et certains se sont dits préoccupés de son impact sur la dette nationale.*



Dans l'ensemble, le niveau de familiarité au budget fédéral variait d'un participant à l'autre. Dans les groupes « *ayant des difficultés financières* », ils étaient nombreux à ne pas savoir que le budget avait été présenté ou à en ignorer le contenu, car ils ne suivaient généralement pas la politique ou les affaires gouvernementales. Par comparaison, la plupart des participants des groupes « *à l'aise financièrement* » savaient que le budget avait été déposé, mais ils ne connaissaient pas tous son contenu. Voici quelques-unes des différentes initiatives du budget dont les gens se souvenaient : le plan à l'intention des personnes achetant une nouvelle maison, les investissements dans les infrastructures municipales, le financement pour les peuples autochtones, l'exemption des gains du Supplément de revenu garanti dans le but d'accroître le potentiel de revenu des Canadiens et Canadiennes à la retraite, le programme national d'assurance-médicaments et le financement de la formation professionnelle continue.

Dans l'ensemble, la réaction des participants au budget fédéral était prudente, avec beaucoup de remise en question, surtout compte tenu du fait qu'ils ne connaissaient pas très bien les initiatives proposées. L'une des préoccupations principales était à l'égard de la possibilité que les dépenses mènent à une augmentation du déficit. De plus, quelques participants ont exprimé un certain scepticisme face aux chances que les initiatives annoncées soient véritablement mises en œuvre, ce qui faisait en sorte qu'ils n'étaient que peu intéressés par le budget.

À Laval et à Kingston, les participants ont souvent confondu le budget fédéral et les affaires provinciales. Ainsi, à Laval, ils étaient nombreux à faire référence à des points abordés dans le budget provincial, lequel avait été déposé deux jours avant le fédéral. À Kingston, les participants ont précisé que la majeure partie de l'information qu'ils avaient entendue était au sujet du gouvernement provincial et donc qu'ils ne connaissaient pas très bien le budget fédéral.

### Sources d'information

***Dans les différentes villes, la plus grande source d'information au sujet du budget fédéral pour les participants était les nouvelles, y compris à la télévision, à la radio, en ligne (fils de nouvelles) et dans les médias sociaux.***

Dans la plupart des cas, les participants avaient eu de l'information sur le budget fédéral par l'entremise de plusieurs médias traditionnels et médias sociaux, y compris Radio-Canada (radio, télévision et en ligne), Facebook, la télévision (en général), les nouvelles à la radio, les journaux et Reddit. Un participant de Kingston a également mentionné que sa banque lui avait donné un résumé de 8 pages du budget.

Notons qu'à Halifax, les personnes qui ont exprimé un certain niveau de familiarité à l'égard des initiatives du budget en avaient surtout entendu parler dans le cadre de leur emploi, ou alors par leur conjoint (qui lui-même en avait entendu parler dans le cadre de son emploi). Les personnes en question travaillaient habituellement dans des secteurs susceptibles d'être touchés par les initiatives du budget (p. ex., immobilier, finances, comptabilité, etc.).



## Réactions positives et préoccupations

***Les annonces relatives à l'initiative pour les acheteurs d'une première maison et au programme d'amélioration des compétences ont donné lieu à des réactions positives à l'égard du budget, tandis que les craintes étaient principalement relatives à la hausse du déficit et à l'absence d'investissement en santé ou pour les vétérans.***

Les sentiments positifs à l'égard du budget fédéral découlaient principalement de l'appréciation de certaines des initiatives qui y figuraient. Plus précisément, l'initiative pour les acheteurs d'une première maison a reçu un accueil favorable, malgré des craintes comme quoi le budget n'accordait pas assez d'attention à l'abordabilité du logement. De plus, quelques participants se sont demandé à quel point les dépenses associées à cette initiative allaient mener à une augmentation du déficit. Une autre initiative annoncée a donné lieu à des réactions positives : le programme pour l'amélioration des compétences. Les participants ont effectivement apprécié l'idée d'un compte pour l'apprentissage et la possibilité offerte aux adultes de suivre de nouvelles formations. Ces deux initiatives ont été mentionnées plus souvent que les autres, mais quelques participants, surtout dans les groupes « à l'aise financièrement », ont également mentionné des dépenses qui leur plaisaient, y compris l'achat de deux brise-glace pour la Garde côtière canadienne, les initiatives de création d'emploi et l'intention du gouvernement d'investir davantage en immigration.

Les réactions négatives, pour leur part, portaient principalement sur l'impression que le budget allait mener à une augmentation du déficit, ou alors sur le fait qu'ils ne connaissaient pas le plan du gouvernement pour atteindre l'équilibre budgétaire. D'autres personnes se sont dites inquiètes de ne pas voir d'investissement dans la santé et seulement peu de programmes pour les vétérans.

Au-delà de ces quelques points, les participants s'entendaient généralement pour dire qu'il n'y avait rien dans le budget qui avait vraiment attiré leur attention, ou alors rien qui les touchait personnellement.

## Initiatives du budget

***Bien que la plupart des initiatives énoncées aient reçu un accueil favorable, deux ont été particulièrement appréciées : doubler les fonds d'infrastructure et investir dans des programmes pour améliorer la situation dans les réserves des Premières Nations. La création de l'Agence canadienne des médicaments arrivait en troisième place, non loin derrière.***

Les participants de Kingston, de Victoria, d'Halifax et de Laval ont dû répondre à un exercice dans le cadre duquel on leur a remis la liste des 13 initiatives incluses dans le budget :

- Créer 84 000 nouveaux stages d'étudiants pour donner une expérience de travail aux jeunes.
- Élaborer la première stratégie nationale au Canada pour affronter la démence afin d'aider les personnes atteintes et leurs soignants.



- Créer l'Allocation canadienne pour la formation, qui donne aux gens 1 000 \$ tous les quatre ans pour les aider à couvrir le coût de la formation professionnelle et leur permettre de prendre congé pour suivre des cours.
- Mettre sur pied l'Agence canadienne des médicaments qui achètera les médicaments en vrac, afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance.
- Créer un incitatif pour l'achat d'une première propriété, afin de rendre plus abordable l'acquisition d'une première maison.
- Doubler les fonds d'infrastructure versés aux municipalités cette année afin d'améliorer les routes, le transport en commun, les centres communautaires et les projets d'infrastructure.
- Assurer l'accès à l'Internet haute vitesse à large bande pour tous les foyers du Canada d'ici 2030.
- Mettre en place un régime national d'assurance-médicaments.
- Augmenter l'exemption au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui travaillent à temps partiel, de sorte que leurs prestations ne soient pas réduites.
- Investir dans des programmes pour garantir la pureté de l'eau et améliorer la santé et l'éducation dans les réserves des Premières nations.
- Limiter les avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions pour les personnes les plus fortunées dans les entreprises solidement établies.
- Baisser le taux d'intérêt sur les prêts étudiants.
- Financer la sécurité des groupes victimes de crimes haineux et la stratégie de lutte contre le racisme.

Avant de commencer les discussions en groupe, les participants ont dû inscrire chacun de leur côté les initiatives auxquelles ils étaient favorables ainsi que celles qui, à leur avis, auraient un impact direct sur leur situation ou celle de leur famille. On leur a ensuite demandé de sélectionner les deux ou trois initiatives les plus importantes pour le gouvernement à leurs yeux.

La plupart des initiatives ont été bien reçues par les participants. Cela dit, deux d'entre elles se sont avérées plus pertinentes que les autres dans l'ensemble des villes, à savoir **doubler les fonds d'infrastructure versés aux municipalités cette année afin d'améliorer les routes, le transport en commun, les centres communautaires et les projets d'infrastructure** et **investir dans des programmes pour garantir la pureté de l'eau et améliorer la santé et l'éducation dans les réserves des Premières nations**.

Vous trouverez ci-dessous un survol des réactions à chacune des treize initiatives abordées dans le cadre des discussions. Les initiatives y sont présentées en ordre d'importance aux yeux des participants.

**Initiative du budget : Doubler les fonds d'infrastructure versés aux municipalités cette année afin d'améliorer les routes, le transport en commun, les centres communautaires et les projets d'infrastructure.**

Dans toutes les villes (et encore plus à Victoria), les investissements dans l'infrastructure ont été sélectionnés comme initiative la plus importante. Aux yeux des participants, c'est quelque chose qui aurait dû être fait depuis longtemps déjà ainsi qu'une question importante de sécurité.



À Victoria, ils ont précisé que la visibilité des projets d'infrastructure était un rappel tangible et positif des dépenses du gouvernement fédéral. À Halifax, les participants ont fait part de leur grande frustration à l'égard de l'état horrible (« horrific ») des routes; ils estimaient qu'en finançant l'infrastructure, il serait possible de remédier aux problèmes plus rapidement. Les participants de Joliette étaient eux aussi du même avis.

Notons que même si l'idée d'améliorer l'infrastructure était certes intéressante, plusieurs personnes se sont demandé comment le gouvernement fédéral pourrait prendre part à des questions d'ordre municipal sans causer de frictions. En outre, quelques-uns s'inquiétaient des dépenses exagérées que pourrait représenter ce dédoublement des fonds, tandis que d'autres se demandaient si le gouvernement investirait vraiment autant d'argent.

***Initiative du budget : Investir dans des programmes pour garantir la pureté de l'eau et améliorer la santé et l'éducation dans les réserves des Premières nations.***

Cette initiative a reçu un très bon accueil de la part des participants, qui considéraient qu'il aurait fallu qu'elle ait lieu depuis longtemps déjà et qu'il s'agissait d'une question de droits de la personne de base. Bien qu'elle n'ait pas touché personnellement les participants, c'est elle qui est arrivée en deuxième place du classement des initiatives les plus importantes.

Cela dit, bien qu'ils aient été très favorables à ce projet, les participants de Kingston et de Laval se demandaient si le gouvernement allait vraiment être capable de régler le problème, car d'autres initiatives du même genre avaient déjà eu lieu auparavant. Plusieurs personnes ont affirmé avoir honte de la situation, car elles estimaient qu'il était essentiel d'avoir accès à l'eau potable, quelque chose qui devrait pourtant être facile au Canada. Dans le même ordre d'idées, les participants de Halifax estimaient qu'il fallait mettre fin à la négligence systémique des réserves des Premières Nations; ils se sont dits frustrés de voir qu'il s'agissait encore aujourd'hui d'un problème. Quoi qu'il en soit, quelques personnes de Victoria ont de leur côté affirmé que la portée de l'initiative devait être agrandie de manière à inclure l'ensemble de la population canadienne.

***Initiative du budget : Mettre sur pied l'Agence canadienne des médicaments qui achètera les médicaments en vrac, afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance.***

Cette initiative a été très bien reçue; plusieurs personnes se demandaient même pourquoi rien de tel n'avait déjà été mis en œuvre. De nombreux participants, surtout à Kingston, estimaient que cette initiative aurait un impact direct sur eux.

Si cette initiative a tant intéressé les gens, c'était en raison du coût élevé des médicaments et de leur importance grandissante compte tenu du vieillissement de la population. Toutefois, puisqu'ils ne disposaient que de très peu d'information, les participants ont exprimé plusieurs préoccupations. Ainsi, ils se demandaient si tous les médicaments seraient inclus dans cette couverture, si diverses interventions seraient elles aussi incluses et si l'achat en vrac aurait une incidence sur la qualité des produits. Pour cette raison, ils se demandaient comment on ferait pour mesurer et contrôler la qualité.



Plusieurs questions ont été posées au sujet des limitations en matière de produits : certains craignaient notamment que les médicaments spécialisés et chers risqueraient de ne pas être couverts. D'autres ont affirmé que si tous les médicaments étaient achetés auprès d'une seule société, cela pourrait causer des problèmes au niveau de l'approvisionnement (ce qu'ils ont comparé à la pénurie d'EpiPen).

***Initiative du budget : Élaborer la première stratégie nationale au Canada pour affronter la démence afin d'aider les personnes atteintes et leurs soignants.***

Presque tous les participants ont estimé qu'il s'agissait là d'une importante stratégie, surtout ceux des groupes « à l'aise financièrement » d'Halifax, de Kingston et de Victoria. Cela dit, dans la majeure partie des cas, il ne s'agissait pas d'une initiative qui les touchait au niveau personnel pour l'instant. Plusieurs participants ont toutefois affirmé avoir un lien personnel avec la démence (avec de la famille ou des amis touchés) et estimaient que la situation était urgente. Face au vieillissement de la population, ils estimaient qu'il était important de renforcer les services de santé, entre autres en offrant du soutien aux soignants. De plus, ils reconnaissaient que la démence touchait leurs compatriotes à un plus jeune âge qu'avant. Ils estimaient que le travail des amis et membres de la famille qui jouaient le rôle de soignants était important et étaient conscients que ceux-ci devaient souvent s'absenter du travail pour prendre soin de leur proche atteint de démence. Ils reconnaissaient que les soignants aussi avaient besoin de soutien. Le coût de la prestation des soins a lui aussi été abordé. Les participants étaient d'avis qu'une initiative de ce genre aiderait à atténuer la pression sur le système de soins de santé, car elle encouragerait les patients à rester chez eux plus longtemps.

Les seules préoccupations à cet égard concernaient la logistique de mise en œuvre. Quelques participants se demandaient notamment comment il serait possible de profiter de cette stratégie nationale dans les collectivités urbaines et rurales.

***Initiative du budget : Créer un incitatif pour l'achat d'une première propriété, afin de rendre plus abordable l'acquisition d'une première maison.***

Cette initiative s'est avérée très populaire, car les gens avaient l'impression que les jeunes ne pouvaient pas se permettre d'acheter une maison. Ils estimaient toutefois que la portée de l'initiative se limiterait aux personnes capables de faire une mise de fonds. À Kingston, quelques participants se sont demandé s'il existait déjà un plan ou un programme pour faciliter l'achat d'une maison. Cette initiative est abordée davantage plus loin dans le rapport.

***Initiative du budget : Mettre en place un régime national d'assurance-médicaments.***

Les participants de toutes les villes étaient généralement favorables à l'initiative, étant donné le coût élevé des médicaments. Ils étaient nombreux à penser qu'un système d'assurance-maladie devait logiquement inclure une assurance-médicaments. Malgré l'attrait de cette idée pour la plupart des gens, plusieurs préoccupations ont été mentionnées. Plus précisément, les participants se demandaient quels seraient les coûts du programme, si tous les médicaments seraient couverts et quelles en seraient les limites.



À Laval, les participants ont mentionné qu'à l'heure actuelle, tous les résidents du Québec profitent d'une assurance-médicaments, soit par l'entremise de régimes d'assurance privés, soit par le gouvernement provincial. Pour cette raison, ils se demandaient quel serait l'impact pour eux d'un système parallèle.

***Initiative du budget : Baisser le taux d'intérêt sur les prêts étudiants.***

Cette initiative a donné lieu à des réactions positives chez presque tous les participants, à l'exception près de la moitié du groupe « à l'aise financièrement » de Victoria. Ceux qui étaient contre l'idée jugeaient que cela ne les touchait pas, qu'il ne s'agissait pas d'une priorité ou qu'il fallait éliminer le taux d'intérêt, pas juste le baisser.

À Halifax, les participants étaient d'avis qu'en baissant les taux d'intérêt, on permettrait de rembourser les prêts plus rapidement. À Kingston, les personnes favorables à l'initiative estimaient que cette stratégie suivait les mêmes principes que ***créer un incitatif pour l'achat d'une première propriété***, car elle viendrait soulager le fardeau de dettes des jeunes. Quelques participants se demandaient également dans quelle mesure le taux d'intérêt baisserait.

***Initiative du budget : Créer 84 000 nouveaux stages d'étudiants pour donner une expérience de travail aux jeunes.***

Dans tous les groupes, les participants ont eu une impression positive de cette initiative : selon presque chacun d'entre eux, il s'agissait d'un point qui méritait l'attention du gouvernement. Ils étaient d'avis qu'il est essentiel d'avoir de l'expérience de travail pour obtenir un emploi et que les jeunes avaient parfois de la difficulté à trouver un poste étant donné leur manque d'expérience. Pour cette raison, il s'agissait d'une initiative qu'ils jugeaient précieuse, car elle aiderait les jeunes à entrer dans le marché du travail et à décrocher un meilleur emploi.

Les avis étaient partagés quant à la rémunération des postes en question (qui pourraient aussi être bénévoles). Les participants jugeaient que les employeurs auraient plus de facilité à accepter des postes bénévoles, mais que des postes rémunérés appuieraient l'emploi des jeunes. Certains craignaient aussi que cette initiative élimine d'autres emplois ou, au contraire, que 84 000 ne soit pas suffisant à l'échelle du Canada. Ceux qui ont affirmé qu'ils seraient touchés personnellement par l'initiative ont mentionné avoir des enfants jeunes adultes ou d'autres proches qui pourraient en profiter.

***Initiative du budget : Créer l'Allocation canadienne pour la formation, qui donne aux gens 1 000 \$ tous les quatre ans pour les aider à couvrir le coût de la formation professionnelle et leur permettre de prendre congé pour suivre des cours.***

Dans l'ensemble, cette initiative a été bien reçue dans les différentes villes. Les participants ont aimé qu'elle encouragerait la formation dans des métiers spécialisés et qu'elle aiderait les travailleurs à mieux se préparer à la nature changeante du travail. Cela dit, ils avaient plusieurs questions au sujet de cette stratégie et ne pensaient pas nécessairement que le montant et le temps précisés combleraient les



besoins de l'emploi et de la formation. Plus précisément, certains ont précisé que la plupart des programmes de formation durent plus de quatre semaines et coûtent bien plus que 1 000 \$. Certains se demandaient également si les employeurs seraient prêts à donner aux employés le temps de suivre la formation. Quelques-uns ont souligné des problèmes possibles face à l'obtention de l'aide financière pendant la formation, surtout étant donné les retards associés à l'examen et à l'approbation des demandes d'assurance-emploi (AE). En outre, quelques participants estimaient que le montant des prestations d'AE ne suffisait pas à couvrir les dépenses de vie habituelles si elles n'étaient pas accompagnées d'un supplément de l'employeur.

***Initiative du budget : Assurer l'accès à l'Internet haute vitesse à large bande pour tous les foyers du Canada d'ici 2030.***

Parmi les 13 initiatives présentées, c'est celle qui a été considérée comme la moins importante pour l'instant pour le gouvernement du Canada. À Kingston, Halifax et Victoria, les participants estimaient que le gouvernement fédéral n'avait pas à jouer de rôle dans l'accès à Internet haute vitesse, notamment en raison des dépenses qu'il faudrait engager pour rejoindre les régions rurales et éloignées du pays. Par comparaison, les gens de Laval estimaient qu'il s'agissait d'une initiative de grande importance vu le rôle que joue la technologie dans le milieu de travail d'aujourd'hui et la nécessité de renforcer le réseau pour permettre le télétravail. Ils estimaient également que ce genre d'initiative encouragerait les travailleurs indépendants à vivre dans les régions rurales, ce qui pourrait y améliorer la situation économique. Cela dit, certains ont remis en question cet objectif, car avec la vitesse à laquelle évolue la technologie, Internet pourrait très bien ne plus être utile dans dix ans.

Le prix élevé que doivent payer les Canadiens pour les télécommunications a également été mentionné comme source de préoccupations : les participants se demandaient quel serait l'impact d'un investissement dans l'infrastructure réseau sur les frais payés par l'utilisateur. Ils voyaient effectivement un lien entre l'augmentation des dépenses sur les réseaux et la hausse des frais pour l'utilisateur.

À Halifax, quelques personnes ont estimé qu'il pourrait suffire d'offrir un accès centralisé (p. ex., dans un centre communautaire) dans les régions rurales. D'autres estimaient que pour que le Canada puisse être concurrentiel au sein de l'économie mondiale, il fallait qu'Internet haute vitesse soit facilement disponible, quoique pas nécessairement dans chaque foyer.

***Initiative du budget : Augmenter l'exemption au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui travaillent à temps partiel, de sorte que leurs prestations ne soient pas réduites.***

Cette initiative a été bien reçue, car elle permettrait d'assurer un revenu adéquat pour les personnes âgées du pays. Les participants estimaient qu'en encourageant les aînés à travailler plus longtemps, on favoriserait leur santé à long terme, car cela les pousserait à rester actifs physiquement et mentalement. Ils pensaient aussi que les personnes âgées qui travaillaient ne devraient pas être punies. À Laval, on a mentionné que la présence prolongée de personnes âgées dans la main-d'œuvre présentait des avantages économiques, surtout étant donné la pénurie de main-d'œuvre à laquelle on peut s'attendre



face à la faible croissance de la population. Les participants croyaient également que cette approche faciliterait le transfert des connaissances des employés chevronnés aux nouveaux employés.

***Initiative du budget : Financer la sécurité des groupes victimes de crimes haineux et la stratégie de lutte contre le racisme.***

Les avis face à cette initiative étaient partagés; certains participants auraient voulu en savoir davantage, y compris sur le sens de « financer ». Les participants qui y étaient favorables ont affirmé que la sécurité était un enjeu de première importance, le monde devenant de plus en plus polarisé.

À Victoria, la moitié des membres du groupe « *ayant des difficultés financières* » étaient contre ce projet et pensaient que l'argent aurait pu être mieux dépensé ailleurs. À leurs yeux, il ne s'agissait pas d'une initiative devant être entreprise par le gouvernement.

À Halifax, les participants étaient d'avis que les deux sujets abordés (les victimes de crimes haineux et la lutte contre le racisme) étaient très différents et qu'il ne fallait donc pas les regrouper en une même initiative. Plus précisément, c'étaient là deux enjeux importants devant chacun être abordés séparément.

À Kingston, les gens se sont demandé à qui profiterait cette initiative; certains ont suggéré que les campagnes d'éducation publique contre le racisme devaient revêtir la même priorité. Dans le même ordre d'idées, à Laval, quelques participants du groupe « *ayant des difficultés financières* » ont jugé qu'une campagne d'éducation publique encourageant le multiculturalisme aurait une influence plus positive et plus durable qu'un investissement dans la sécurité des victimes.

***Initiative du budget : Limiter les avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions pour les personnes les plus fortunées dans les entreprises solidement établies.***

Le soutien à cette initiative était plutôt modéré; c'est aussi l'énoncé qui s'est avéré le moins pertinent pour la situation personnelle des participants dans toutes les villes. À Laval, près de la moitié des gens ont estimé qu'il ne devait pas s'agir d'une priorité pour le gouvernement. Les participants de Kingston ont indiqué que les riches ne payaient pas assez d'impôts et qu'il fallait donc les imposer davantage. Cette initiative est abordée davantage plus loin dans le rapport.

### **Discussion sur l'Incitatif à l'achat d'une première propriété**

***Les participants ont manifesté une certaine confusion relativement à la logistique et aux aspects juridiques du programme à l'intention des personnes qui achètent une première maison, sauf à Laval, où les avis étaient généralement positifs.***

L'animateur a donné aux participants quelques renseignements supplémentaires au sujet de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Les voici :



Le gouvernement a créé l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. En vertu de ce programme, vous pouvez obtenir un prêt sans intérêt de la SCHL pour couvrir 5 % du coût de votre première maison, ou 10 % s'il s'agit d'une nouvelle construction, afin d'encourager les promoteurs à construire plus de maisons. Cela signifie que les acheteurs d'une première propriété n'auraient pas besoin d'un prêt hypothécaire aussi important, ce qui réduirait leurs paiements. À titre d'exemple, pour une maison de 500 000 \$, les versements hypothécaires mensuels pourraient se trouver réduits de plus de 225 \$ par mois. Lorsque vous vendrez votre maison, la SCHL récupèrera 5 % du prix de vente de la maison, à titre de remboursement de ce prêt.

Après avoir entendu cela, les participants étaient partagés. Nombre d'entre eux ont estimé qu'il leur faudrait de plus amples renseignements avant de pouvoir s'exprimer à ce sujet. À Laval, certains ont affirmé qu'ils pensaient que la Société canadienne d'hypothèques et de logement offrait déjà un tel incitatif.

Dans l'ensemble, les participants étaient d'avis que l'incitatif visait principalement les grands centres urbains, là où le prix des maisons est très élevé. Plusieurs personnes n'étaient pas très ouvertes à l'idée d'un partage avec le gouvernement. Certains ont affirmé craindre que l'initiative encouragerait de jeunes adultes à faire l'achat d'une propriété au-delà de leurs moyens. D'autres pensaient que les conditions de remboursement risquaient de se compliquer étant donné la présence d'un nouveau partenaire de partage (le gouvernement, en plus du propriétaire et de l'institution financière). Quelques participants se sont demandé si le gouvernement paierait une partie des taxes foncières de la maison, étant donné qu'il en serait partiellement propriétaire.

Dans le groupe « *à l'aise financièrement* » de Kingston, plusieurs participants qui étaient déjà propriétaires ont pensé qu'une telle initiative pourrait rendre le marché du logement plus attrayant, car il y aurait ainsi un nombre accru d'acheteurs.

Les participants de Laval étaient pour leur part très favorables à cette initiative. Quelques personnes ont mentionné que si le programme était en vigueur, ils envisageraient d'acheter une propriété. Les propriétaires, pour leur part, avaient l'impression que l'initiative ferait augmenter le prix de leur maison (car le marché serait encore plus actif), et étaient donc eux aussi favorables à cette approche. Dans l'ensemble, les participants estimaient que cette initiative offrirait du soutien aux jeunes, mais aussi aux familles qui ont de jeunes enfants et qui veulent devenir propriétaires.

### **Discussion budgétaire sur l'Allocation canadienne pour la formation**

***Les participants devaient répondre à un certain nombre de questions sur la logistique liée à cette idée; les principales préoccupations étaient les coûts et la sécurité d'emploi.***

On a fourni aux participants les renseignements supplémentaires suivants sur l'Allocation canadienne pour la formation :



Le gouvernement a mis en place l'Allocation canadienne pour la formation. Elle offre à chaque travailleur canadien âgé de 25 à 64 ans un solde de crédit de 250 \$ par année qu'il peut accumuler et utiliser pour la formation professionnelle ou l'éducation permanente. Le gouvernement exigerait également que les employeurs laissent les employés prendre jusqu'à quatre semaines de congé tous les quatre ans, en percevant l'assurance-emploi, pour profiter de ces programmes s'ils le souhaitent. Considérez cela comme une version du congé parental, mais pour la formation professionnelle.

À titre d'exemple, dans quatre ans, vous pourriez prendre quatre semaines de congé pour suivre un cours afin d'acquérir de nouvelles compétences, et le gouvernement vous verserait des prestations d'assurance-emploi pendant que vous ne travaillez pas, et vous fournirait 1 000 \$ sur le coût de ces cours. Il serait possible de s'en servir pour acquérir des compétences afin de mieux faire son travail actuel et d'obtenir une promotion au sein de son entreprise, ou pour acquérir de nouvelles compétences si on estime qu'il faut changer de secteur.

Ces renseignements supplémentaires ont suscité plus de questions sur le programme chez les participants à Kingston, Halifax et Victoria. Certains participants avaient l'impression que la formation ou l'éducation permanente nécessiterait plus de temps et d'argent que ce qu'offre cette allocation. D'autre part, les participants croyaient que les établissements d'enseignement pourraient adapter leurs propositions de cours de sorte à concorder avec ce programme.

Les participants à Kingston et Halifax ont demandé si l'initiative pouvait avoir une incidence négative sur les entreprises, puisque les employeurs auraient à remplacer les employés absents ou pourraient perdre des employés à la suite de formations en raison de meilleures occasions professionnelles. En même temps, certains participants estimaient que leurs employeurs donnaient déjà une formation satisfaisante; ils ne seraient donc pas intéressés par ce programme. Cela dit, certains participants ont reconnu que le programme vient promouvoir une culture axée sur l'apprentissage continu et le besoin d'adaptation continue de la main-d'œuvre.

À Kingston et Victoria, certains participants trouvaient que, malgré les généreuses mesures incitatives offertes par le programme, ils ne pourraient pas se permettre d'y participer, soit en raison des allocations d'assurance-emploi insuffisantes ou de leur incapacité de payer les coûts de formation.

À Laval, les participants voyaient le programme d'un œil plus favorable. Les participants des deux groupes percevaient l'initiative comme un moyen d'aider les employés à s'adapter à la nature changeante du milieu du travail. D'ailleurs, ils croyaient qu'il était courant dans le monde professionnel d'aujourd'hui de changer de carrière ou d'employeur, et qu'une telle initiative aiderait les travailleurs à gérer ces situations.

Les participants ont soulevé quelques questions relatives à l'admissibilité, notamment si la formation devra être suivie au Canada, si les travailleurs autonomes auront accès au programme et ce qui se



passerait dans les cas où les employeurs rémunèrent déjà leurs employés en cours de formation. On a également mentionné que quatre semaines ne suffissent pas pour quelqu'un cherchant à suivre une formation dans un différent domaine, et qu'une période d'un an serait plus adéquate. Alors que les participants croyaient que cette initiative offrirait aux entreprises des employés plus hautement qualifiés, ils se demandaient s'il y aura une limite quant au nombre d'employés pouvant utiliser le programme à un moment donné.

### Discussion budgétaire sur les options d'achat d'actions

***En général, les participants appuyaient un avantage fiscal lié aux options d'achat d'actions, et ce, malgré une compréhension limitée de l'option proposée et la faible pertinence sur le plan personnel.***

Ensuite, on a présenté aux participants les renseignements suivants sur les avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions :

Comme vous le savez peut-être, les options d'achat d'actions des employés leur donnent le droit d'acquérir les actions de leur entreprise à titre de rémunération. Nombre de petites entreprises en démarrage s'en servent comme moyen d'attirer et de retenir les talents. Les options d'achat d'actions des employés sont imposées à la moitié du taux des autres formes de revenu, mais, actuellement, 85 % de la valeur totale des options d'achat d'actions pour les employés au Canada sont versés à des particuliers qui gagnent plus de 500 000 \$ par année.

Dans le budget, le gouvernement a annoncé une imposition de ces options d'achat d'actions au taux normal. Toutefois, une exemption est prévue pour les entreprises en démarrage et pour les particuliers qui détiennent moins de 200 000 \$ en options d'achat d'actions. Ainsi, la nouvelle retenue d'impôt sur les options d'achat d'actions ne s'appliquerait qu'aux sociétés établies dont les options d'achat annuelles dépassent 200 000 \$. De cette manière, les entreprises en démarrage pourraient encore utiliser des options d'achat d'actions pour attirer des talents, et les sociétés pourraient toujours offrir ces options aux employés dont les salaires sont moins élevés comme un avantage. Mais les grandes options d'achat d'actions pour les PDG seraient imposées au même taux que le salaire.

Possiblement en raison de l'incompréhension du concept, dans toutes les villes, les participants croyaient que, en théorie, l'initiative aiderait les travailleurs à faibles revenus à accéder aux options d'achat d'actions, assurant ainsi à plus de personnes un meilleur accès à la propriété d'entreprises. La plupart des participants (à l'exception de quelques participants du groupe « à l'aise financièrement » à Halifax) appuyaient l'initiative en raison d'une impression générale que les Canadiens bien nantis devraient payer plus d'impôts pour refléter leur revenu plus élevé. Les participants croyaient également que ce type d'initiative pourrait encourager l'innovation et les entreprises en démarrage. Cependant,



peu de participants croyaient que leur situation financière leur permettrait de participer à un tel programme ou qu'ils auraient l'occasion de travailler pour une organisation offrant de tels avantages.

Quelques participants ont mentionné que le programme pourrait rendre le Canada moins attrayant aux yeux des grandes organisations; ces dernières pourraient se délocaliser à l'étranger si les options d'achat d'options forment une composante importante de la rémunération de leur équipe de haute direction. Par ailleurs, quelques participants estimaient qu'un tel changement ferait simplement en sorte que les particuliers bien nantis trouvent d'autres manières créatives d'éviter l'imposition de leurs options d'achat d'options au taux normal.

## Commerce

### Sensibilisation

***Les participants possédaient des connaissances générales en matière de nouvelles liées aux échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, ainsi qu'à la relation entre le Canada et la Chine. Le niveau de connaissances des détails était toutefois modéré.***

À Kingston, Winnipeg, Halifax et Laval, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du commerce international. Les participants dans toutes les villes ont discuté d'enjeux liés à la relation entre le Canada et la Chine, particulièrement les exportations de semence de canola et les considérations entourant l'utilisation de la technologie 5G de Huawei. D'autres histoires liées au commerce international comprenaient des références à un nouvel accord de libre-échange nord-américain. Les participants ont mentionné les nouvelles limites en matière d'exemption de droits, la hausse des frais de courtage (que les participants ont remarqué pour les biens personnels importés) et les tarifs américains sur les importations d'acier et d'aluminium du Canada.

Les participants étaient nombreux à croire que les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada, suivi de la Chine, de l'Union européenne et du Mexique. À Halifax, les participants ont aussi nommé l'Inde comme un important partenaire commercial. Quand on leur a posé des questions sur les accords de libre-échange actuels du Canada, les participants ont mentionné le nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), ainsi que l'Accord économique et commercial global (AECG), lequel est moins connu.

### Diversification du commerce

***Alors que les participants connaissaient moins le terme « diversification du commerce », en général, ils reconnaissaient qu'il se rapporte à faire du commerce avec un plus grand nombre de pays. Les participants estimaient qu'une indépendance économique accrue est le principal avantage de la diversification du commerce; en revanche, ils estimaient que la concurrence accrue touchant les entreprises locales constitue le principal inconvénient.***

On a demandé aux participants de décrire leur interprétation du terme « diversification du commerce ». La plupart des participants ne connaissaient pas ce terme, mais ils présumaient qu'il suppose être moins



dépendant du commerce avec les États-Unis, et la diversification à la fois des partenaires commerciaux et des types de biens échangés. En général, les participants estimaient que la diversification du commerce signifie entretenir des relations commerciales avec un plus grand nombre de pays de manière à élargir les possibilités dans plusieurs entités gouvernementales.

L'animateur a ensuite présenté une courte explication de la diversification du commerce : « La diversification du commerce passe essentiellement par la signature d'accords commerciaux avec le plus grand nombre possible de pays ou de régions. » Il a ensuite demandé aux participants de nommer ce qu'ils perçoivent comme les avantages et les inconvénients de ce concept. En général, la diversification du commerce était perçue comme quelque chose à laquelle le gouvernement du Canada doit accorder la priorité; les participants présentaient toutefois des opinions partagées quant à la nature hautement prioritaire ou moyennement prioritaire du concept.

Les avantages perçus de la diversification du commerce comprenaient les suivants : diminution de la dépendance sur les États-Unis; offre d'une plus grande diversité de produits et de meilleurs prix aux consommateurs canadiens; capacité de négocier à la baisse les coûts des exportations canadiennes; accès à davantage de marchés pour les produits et services canadiens; diminution de la dépendance d'un autre pays; aide aux pays de plus petite taille; augmentation du nombre d'emplois en raison de la hausse de la production découlant de l'accroissement des exportations; et engagement d'un plus grand nombre de partenaires commerciaux.

Malgré la perception que la diversification du commerce est bénéfique pour l'économie canadienne, les participants croyaient qu'elle a des répercussions négatives sur les fabricants canadiens. Notamment, les participants estimaient que l'ouverture du marché canadien exerce une pression sur les fabricants canadiens pour réduire leurs coûts de production et les prix au détail afin de demeurer concurrentiels. Ils craignaient que la diversification endommage les économies locales ou nuisent au maintien des produits locaux, donnant lieu à la perte d'emplois dans le secteur manufacturier du Canada.

Aussi, on pensait qu'avoir de nombreux partenaires commerciaux pouvait affaiblir certaines de ces relations. Par exemple, si deux partenaires commerciaux ont un différend, le fait que le Canada fasse affaire avec ces deux pays pourrait être perçu par l'un d'eux comme une trahison. Les participants estimaient également qu'entretenir des relations commerciales avec de nombreux pays vient complexifier les relations commerciales et pourrait miner les négociations du Canada avec un ou plusieurs de ces pays. En particulier, le Canada pourrait sembler moins fidèle envers l'un ou l'autre de ces partenaires commerciaux, ce qui viendrait miner son pouvoir de négociation.

Si l'objectif de la diversification du commerce est d'accroître le commerce international, certains participants se disaient préoccupés de la possibilité que le Canada néglige la qualité des produits, ou les normes relatives aux droits de la personne, à l'éthique ou à la sécurité au travail, pour concrétiser des accords. Par ailleurs, quelques participants se disaient préoccupés des enjeux de sécurité qui pourraient découler d'une plus grande participation dans les systèmes d'échange d'autres pays.



## Participation du gouvernement du Canada à l'égard de la diversification du commerce

***On estimait que le gouvernement du Canada joue un rôle dans la diversification du commerce en appuyant les initiatives d'exportation des entreprises du secteur privé.***

Lorsqu'on a demandé aux participants ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour promouvoir la diversification du commerce, ces derniers ont nommé de nombreuses idées qui pourraient aider à trouver plus de débouchés. Voici quelques-unes de ces idées :

- Organiser des missions commerciales (en mettant davantage l'accent sur la participation des principaux représentants, comme les ambassadeurs);
- Mener des discussions avec d'autres pays;
- Renforcer la confiance internationale envers la qualité des produits canadiens;
- Approuver les pipelines (pour permettre l'exportation de pétrole et de gaz à l'étranger);
- Investir dans la technologie et l'innovation pour aider les fabricants canadiens à être concurrentiels;
- Renforcer le dollar canadien;
- Aider les entreprises relativement aux coûts d'expédition;
- Simplifier le processus administratif d'exportation de produits;
- Protéger les ressources naturelles du Canada des acheteurs étrangers;
- Accorder des allègements fiscaux aux entrepreneurs.

Concernant la négociation d'accords commerciaux par le Canada, tous les participants ne partageaient pas le même avis (particulièrement à Halifax) sur la quantité d'information à fournir au grand public avant la signature d'une entente (certains estimaient que le gouvernement devrait fournir plus de détails, alors que d'autres croyaient que les négociations devraient se faire à huis clos).

## Environnement

À Barrie et Winnipeg, on a demandé aux participants d'émettre des commentaires sur différents thèmes liés à l'environnement.

### Enjeux environnementaux les plus présents à l'esprit

***La tarification de la pollution et le réchauffement climatique étaient les enjeux environnementaux les plus présents à l'esprit des participants dans toutes les villes.***

On a demandé aux participants à Barrie et Winnipeg de décrire ce qu'ils se rappelaient avoir vu, entendu ou lu à propos de l'environnement dernièrement, le cas échéant.

Dans les deux villes, les participants ont nommé le réchauffement climatique, la tarification de la pollution (appelée la « taxe sur le carbone »), les changements climatiques et le pipeline Trans Mountain comme principales histoires liées à l'environnement. Les participants ont mentionné les changements



climatiques, comme le vortex polaire touchant les provinces des Prairies, les changements de température et la montée des océans. À Winnipeg, les participants ont aussi discuté de l'incidence de l'industrie de la mode sur l'environnement, notamment la pollution des eaux et la contamination chimique dans les pays où sont fabriqués les vêtements.

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu spécifiquement lié au gouvernement du Canada et à l'environnement, les participants dans les deux villes ont mentionné la tarification de la pollution et l'incidence de ce programme sur les entreprises comparativement à la façon dont d'autres pays abordent le problème de la pollution atmosphérique. Ils ont aussi mentionné le débat entourant le pipeline Trans Mountain, y compris l'incidence environnementale potentielle d'un pipeline comparativement à la sécurité et à l'incidence du transport routier ou ferroviaire du pétrole.

Ils ont également discuté du désir d'avoir un plan d'ensemble, plutôt qu'une série de plus petites mesures, et que le gouvernement du Canada démontre la manière dont ce plan contribue à améliorer l'environnement.

### **Priorités environnementales du gouvernement**

***Les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devrait avoir comme priorités environnementales d'investir dans le transport en commun et de réduire au minimum la pollution plastique.***

Chacun des participants à Barrie a reçu une liste de dix mesures que le gouvernement du Canada met actuellement en œuvre ou pourrait envisager pour le futur : Ce thème n'a pas été abordé à Winnipeg. Ces mesures comprenaient notamment les suivantes :

- Bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun (trains légers sur rail, autobus, stations, gares, métro, etc.) pour aider les Canadiens dans leurs déplacements.
- Doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays.
- Encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain.
- Financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques.
- Aider les collectivités et les familles à s'adapter aux climats extrêmes.
- Aider les familles et les entreprises à économiser de l'argent grâce à l'efficacité énergétique.
- Améliorer l'efficacité énergétique dans les nouveaux logements pour personnes à faibles revenus.
- Introduire un prix à la pollution de sorte que ce ne soit plus gratuit de polluer.
- Investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, pour un air plus pur et une meilleure santé.
- Protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique.

***Mesures les moins importantes (ce que le gouvernement ne devrait pas faire) :***

Parmi les différentes mesures environnementales énumérées, les participants à Barrie ont ciblé une



principale mesure comme quelque chose que le gouvernement ne devrait pas faire : **financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques**. La plupart des participants estimaient qu'il existe de meilleures manières pour le gouvernement de dépenser son argent, plutôt que de financer des bornes de recharge de véhicules accessibles à un nombre limité de personnes et hors de prix pour la majorité des Canadiens. Les participants croyaient plutôt que le financement de telles bornes devrait relever des entreprises du secteur privé. D'autres participants disaient ne pas être convaincus que les véhicules électriques soient forcément meilleurs pour l'environnement et qu'il est facile en ce moment de trouver de telles bornes dans la région de Barrie.

La mesure **Introduire un prix à la pollution** ne faisait pas non plus l'unanimité chez les participants, principalement parce que ces derniers percevaient cette mesure comme une mesure temporaire, plutôt qu'une solution au problème.

Certains participants croyaient que **bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun** n'est pas une priorité, principalement parce que ce nombre limité de projets ne répondrait pas convenablement au problème à l'échelle nationale, ou parce qu'ils jugeaient que le réseau de transport en commun à Barrie répond convenablement et efficacement à leurs besoins.

#### **Mesures prioritaires :**

Parmi les mesures énumérées, certaines étaient systématiquement perçues comme les plus importantes. En premier lieu, les participants estimaient qu'il est essentiel de **protéger nos cours d'eau contre la pollution plastique**. Ils croyaient qu'il faut déployer plus d'efforts pour interdire les sacs de plastique, réduire les déchets ou inciter au recyclage des bouteilles de plastique. Plusieurs participants ont proposé d'adopter une approche axée sur les distributeurs automatiques, où les consommateurs pourraient simplement déposer leurs bouteilles de plastique et se voir remettre immédiatement la consigne.

Pour d'autres participants, la priorité était plutôt de **bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun**; ces participants estimaient que l'infrastructure actuelle n'est pas suffisante et qu'elle oblige les résidents à dépendre des véhicules motorisés. Ils jugeaient qu'un réseau de transport en commun novateur et efficace (comme dans de nombreuses villes européennes) est essentiel pour réduire la dépendance des consommateurs par rapport aux véhicules et la pollution.

Certains participants estimaient qu'**encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain** est une priorité, principalement parce que cette mesure souligne l'importance de bâtir une économie forte.

De plus, alors que certains croyaient que le Canada dispose de suffisamment de zones protégées, d'autres jugeaient important de **doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays**, dans le but de stopper la déforestation et protéger les espèces fauniques.



Les participants à Barrie ont formulé peu de suggestions sur les autres mesures environnementales manquant à la liste. Les principales suggestions comprenaient l'augmentation des parcs existants, la protection de la ceinture de verdure (où se fait la culture de l'approvisionnement alimentaire), la construction en hauteur plutôt qu'en largeur, et l'éducation du grand public relativement au besoin de réduire la consommation (consumérisme).

### Changements climatiques et incidence sur les résidents

***Les participants reconnaissent les changements climatiques qui touchent personnellement les Canadiens.***

À Barrie, les résidents ont nommé un large éventail de changements climatiques. Ce thème n'a pas été abordé à Winnipeg.

Plus particulièrement, les participants à Barrie ont mentionné des événements météorologiques beaucoup plus extrêmes, y compris d'importantes variations de température au sein d'une même saison. Un certain nombre de participants disaient avoir vu plus de ciels jaunes/verts (comme les tornades à Barrie). Aussi, on avait remarqué une diminution du nombre d'oiseaux et de papillons. Enfin, en ce qui a trait aux importantes variations de température, on avait l'impression que la distinction entre les quatre saisons n'est plus aussi claire ou présente qu'avant.

En général, les participants estimaient que les répercussions sur le plan personnel sont limitées à avoir moins de « bébelles » d'hiver (en raison du manque de prévisibilité quant à la chute de neige), à l'augmentation des dommages aux domiciles et aux biens en raison des tempêtes et à l'interruption du carnaval hivernal municipal.

### Incitatif à agir pour le climat

***Les participants ne connaissent pas très bien l'incitatif à agir pour le climat et, de prime abord, étaient sceptiques à l'égard des initiatives.***

À Barrie et Winnipeg, parmi les participants à qui on a demandé s'ils avaient entendu parler de l'incitatif à agir pour le climat, quelques-uns ont indiqué qu'ils en avaient déjà entendu parler (surtout ceux qui avaient déjà produit leur déclaration de revenus de 2018). Cependant, la majorité des participants n'avaient jamais entendu parler de l'incitatif à agir pour le climat.

Dans les deux villes, les participants étaient très sceptiques lorsqu'on leur a dit que huit familles sur dix recevraient un paiement supérieur à ce qu'elles ont payé pour la pollution. De nombreux participants estimaient que cet incitatif ne serait pas viable et que le premier versement se fait dans le but unique de rassurer la population à court terme. Les participants se sont montrés critiques à l'égard du programme en raison de la perception d'une absence de solution au problème. Les participants jugeaient que les données statistiques (huit familles sur dix) n'étaient pas crédibles; de nombreux participants croyaient qu'ils compteraient parmi les familles du 20 % minoritaire qui recevront moins qu'ils déboursent.



## Leadership du Canada

***Les participants étaient grandement en faveur que le gouvernement du Canada poursuive et maintienne un rôle de chef de file à l'échelle internationale en ce qui a trait à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques.***

À Barrie, on a demandé aux participants s'ils croyaient que le gouvernement du Canada devrait jouer un rôle de chef de file mondial en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques. Cette question n'a pas été posée à Winnipeg.

Tous les participants à Barrie étaient d'accord que le Canada devrait jouer un rôle de chef de file à l'échelle internationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Ils estimaient que le Canada est défini par ses espaces libres et ses arbres, et qu'il s'agit d'un pays qui pollue peu comparativement à d'autres nations.

La plupart des participants croyaient que le Canada joue actuellement un rôle de chef de file et donne l'exemple. On a indiqué qu'être un chef de file signifie donner l'exemple, notamment en mettant au point des technologies axées sur la lutte contre la pollution (les participants estimaient que ce point est de la plus haute importance). Les participants ne croyaient pas que la mise en place de tarifs punitifs démontre un rôle efficace en matière de leadership. Ils privilégiaient plutôt l'éducation, la recherche et la sensibilisation.

## Prix sur la pollution

***Les participants connaissaient quelque peu le plan de fixer un prix à la pollution. La majorité des participants étaient généralement d'accord avec ce plan, mais ils avaient des préoccupations et ils souhaitaient mieux comprendre le plan.***

À Barrie et Winnipeg, quand on a demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à fixer un prix à la pollution, certains ont répondu oui et d'autres non. Même si certains savaient qu'il y avait un plan, rares étaient ceux qui en savaient davantage et ils appelaient le plan une « taxe sur le carbone ».

Lorsqu'on leur a demandé de décrire le plan, les participants ont indiqué que, en général, il s'agit d'un plan visant à diminuer la pollution en taxant les grandes entreprises, et une mesure qui chercherait à changer les comportements en rendant la pollution plus coûteuse. Cela dit, quelques participants croyaient que le plan est une mesure inutilement répressive pour les entreprises des secteurs manufacturiers ou de transport, et qu'il aurait une incidence négative sur la compétitivité.

Par ailleurs, ceux qui connaissaient le plan ont décrit l'initiative comme un outil pour mesurer la pollution produite par les entreprises polluantes et pour imposer lesdites entreprises selon leur production de pollution. Bien que, en général, les participants appuyaient le concept de la réduction des émissions de carbone, ils estimaient que la mise en place d'un tel prix sur la pollution n'est qu'une autre



taxe qui finira par coûter de l'argent aux consommateurs. Certains participants estimaient que le plan ferait grimper le prix de l'essence et occasionnerait ainsi une diminution des déplacements en automobile et des achats de véhicules de grande taille. Quelques participants se questionnaient sur les répercussions qu'aurait la mesure, compte tenu des émissions de carbone relativement faibles du Canada à l'échelle planétaire.

Les participants dans les deux villes croyaient que le Canada est trop dépendant des combustibles fossiles et qu'il est donc irréaliste de penser qu'il puisse y avoir des changements radicaux avant la mise au point d'autres sources d'énergie. Par conséquent, ils croyaient que, actuellement, le prix sur la pollution ne s'attaque pas à la cause fondamentale des changements climatiques. Bien que certains estimaient que la mise en place d'un prix sur la pollution forcerait les entreprises à agir, les participants croyaient que cette initiative, à elle seule, serait inefficace pour réduire la pollution. De plus, ils ont exprimé une préférence générale pour une approche axée sur les récompenses plutôt que sur les réprimandes (approche de la carotte et du bâton).

Les participants à Winnipeg ont souligné que le plan donnerait lieu à une augmentation des coûts pour de nombreux consommateurs, puisque les prix imposés aux entreprises polluantes seraient simplement transférés aux consommateurs. Aussi, les participants se sont montrés très sceptiques à l'idée que le paiement de l'incitatif à agir pour le climat viendrait presque compenser l'augmentation des coûts subie par les consommateurs.

Les questions sur le plan portaient principalement sur son incidence sur l'environnement, puisqu'on percevait le plan comme une simple redistribution des fonds qui demanderait beaucoup de gestion. Les participants ont demandé pourquoi les fonds recueillis ne sont pas alloués à des mesures environnementales comme la recherche et le développement, ou encore investis dans les technologies durables sur le plan environnemental. Les participants se demandaient aussi pourquoi le système porte l'accent sur la pénalisation des pollueurs, plutôt que sur la récompense de ceux qui agissent de manière responsable envers l'environnement. On a aussi demandé comment serait géré le programme et comment seraient déterminés les prix.

En général, les participants à Barrie classaient le Canada comme supérieur à la moyenne en ce qui a trait à la quantité de pollution produite par personne. Cette opinion se fondait principalement sur l'opulence qui caractérise le style de vie des Canadiens, comparativement aux pays en développement; les participants ont nommé notamment notre mode de vie basé sur la consommation et notre dépendance sur les combustibles fossiles (y compris la nécessité de systèmes de chauffage domestiques en raison de notre climat plus froid). Cette question n'a pas été posée à Winnipeg.

### Changements au mode de vie

***Les participants étaient motivés à modifier leur mode de vie et estimaient qu'ils participent à un changement positif.***



À Barrie, on a discuté des changements au mode de vie liés au climat et à l'environnement. Les participants étaient fortement d'accord que si les Canadiens souhaitent réellement réduire les émissions, ils doivent apporter des changements à leur mode de vie. Les participants se sont montrés grandement critiques à l'égard de la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement et le désir des Canadiens de consommer ou acheter des quantités exorbitantes d'articles.

Les participants exprimaient systématiquement qu'ils changeaient leur mode de vie pour tenter d'amener des changements positifs. Plus particulièrement, ils ont nommé l'augmentation de l'importance accordée à la réduction, à la réutilisation et au recyclage (p. ex., la donation de vêtements, l'abandon des sacs de plastique, l'installation de thermostats programmables et de lumières à DEL, l'utilisation de robinets économiseurs d'eau), et aux moyens de transport de rechange (le transport en commun, le vélo et la marche, plutôt que les véhicules motorisés). On a dit que les changements sont principalement motivés par une préoccupation croissante pour l'environnement découlant d'un accroissement des activités d'éducation et de sensibilisation auprès du public. De plus, l'argent ou les économies étaient une autre motivation considérable pour la plupart des participants.

En revanche, les facteurs qui décourageaient les gens d'apporter des changements comprennent les contraintes de temps, les coûts et les inconvénients. Certains participants reconnaissaient que la société d'aujourd'hui est une société de gaspillage excessivement axée sur le matérialisme.

En réponse à la question sur qui influence leurs opinions liées à la réalisation de changements au mode de vie en ce qui a trait aux changements climatiques, les participants ont mentionné les médias ainsi que la famille et les amis. Il convient de noter que les participants ont souligné que, compte tenu de la grande présence de téléphones intelligents, les médias sont souvent choisis selon les opinions existantes des personnes. Ainsi, souvent, les gens n'entendent que ce qu'ils veulent entendre (pièges à clics); l'information reçue est donc plus souvent partielle. Plusieurs participants se disaient préoccupés que, dans les écoles, on n'enseigne pas suffisamment aux élèves le besoin d'apporter des changements au mode de vie.

## Tourisme

À Barrie, Winnipeg et Joliette, on a posé des questions aux participants sur leurs connaissances au sujet des hébergements locatifs ou de vacances offerts à partir de plateformes en ligne.

### Connaissances et opinions sur les plateformes en ligne d'hébergements locatifs ou de vacances

***Les participants présentaient un degré élevé de connaissances quant aux plateformes en ligne d'hébergements locatifs ou de vacances; le niveau d'acceptation de ce modèle était élevé.***

Tous les participants à Winnipeg et Barrie connaissaient les plateformes en ligne d'hébergements de vacances comme Airbnb, VRBO et Home Away; la grande majorité des participants avaient déjà utilisé



ces services. Le niveau de connaissance et d'utilisation était moindre à Joliette; mais quelques participants avaient déjà utilisé ces services.

Ceux qui avaient déjà utilisé l'un de ces services avaient vécu des expériences positives et avaient une perception positive des services comme solution de rechange abordable lors d'un voyage, comparativement aux hôtels, et une option qui vient soutenir la diversification du marché. Les participants percevaient les systèmes d'évaluation comme un avantage. La plupart des participants ont décrit ces hébergements locatifs (soit des propriétés ou des maisons privées) comme des options plus abordables. On les percevait aussi comme une solution de rechange efficace pour les hôtels dans la mesure où ils proposent plus d'espace, plus de commodités et des prix moins élevés. À Joliette, les participants percevaient ces hébergements locatifs comme un bon moyen pour une personne d'augmenter son revenu en offrant sa demeure en location à court terme.

Seuls quelques participants se disaient préoccupés que les services de location en ligne représentent un défi pour les entreprises d'hébergement comme les hôtels. Cependant, les participants croyaient également que ces services constituent un avantage pour les voyageurs et que la concurrence oblige les hôtels à améliorer leurs services et la prestation de ceux-ci, et à réviser leurs prix. Par ailleurs, ce type d'hébergement était perçu comme un avantage pour les voyageurs à faibles revenus dans les régions rurales ou les petites collectivités où l'offre en matière d'hôtels satisfaisants est restreinte. La seule préoccupation soulevée était liée à l'incidence de ces services sur les collectivités ou l'incidence de la construction de nouvelles propriétés strictement à cette fin, plutôt que la fourniture de plus de logements locatifs abordables.

Quelques participants croyaient que ces plateformes font grimper le coût des condos et le prix d'achat des habitations, et qu'ils font baisser la disponibilité des logements locatifs, puisque les propriétaires choisissent d'offrir leur propriété comme logement locatif de vacances. Aussi, dans toutes les villes, quelques participants se disaient préoccupés de l'absence de normes ou de contrôles de qualité pour l'ensemble des propriétés de location de vacances.

### Application de la TPS/TVH

***Les participants croyaient que la perception de la TPS/TVH doit se faire pour les hébergements locatifs, et ce, en établissant des conditions pour assurer l'équité.***

Lorsqu'on a demandé aux participants si, selon eux, on devait percevoir la TPS/TVH pour les hébergements locatifs, en général, les participants ont répondu que oui, par souci d'équité envers les autres entreprises. Cependant, de nombreux participants croyaient qu'il faut établir un seuil de recettes et que ceux affichant des recettes en deçà du seuil ne devraient pas à percevoir ces taxes. On craignait que, si le régime fiscal devient trop complexe, les petits acteurs soient découragés de suivre leur élan entrepreneurial et d'offrir ce type d'hébergement, ou que les coûts d'hébergement augmentent pour les voyageurs. Les participants se préoccupaient de la mise en place de règles égales pour tous. Certains participants croyaient que les logements locatifs de vacances doivent être traités comme les gîtes touristiques.



## Vision de l'énergie

### Test des concepts

***Les participants croyaient que le concept « L'avenir de l'énergie au Canada commence aujourd'hui » représente le mieux la vision énergétique du gouvernement du Canada; nombreux des participants ont mentionné la simplicité et la clarté du message et de l'idée.***

À Kingston, Victoria, Laval et Halifax, on a dit aux participants que le gouvernement du Canada avait consulté les Canadiens au sujet de l'avenir énergétique qu'ils souhaitaient pour le pays. On a ensuite dit aux participants que le gouvernement du Canada s'emploie à la mise au point d'une vision énergétique qui reflète ces commentaires et qui comprend les cinq principaux groupes d'initiatives suivants :

- Amélioration de l'efficacité énergétique, comme les programmes d'incitatifs pour les propriétaires de maisons et la mise à niveau des codes du bâtiment.
- Transition du charbon ou du gaz vers l'énergie solaire/hydroélectrique/éolienne/nucléaire et augmentation du fonctionnement à l'électricité pour les véhicules, les maisons et l'industrie.
- Utilisation de plus de déchets provenant de l'agriculture et de la foresterie pour produire des carburants renouvelables comme le biodiésel.
- Production plus efficace de pétrole et de gaz, augmentation de l'utilisation de l'électricité et adoption des technologies propres comme le captage et le stockage du carbone.
- Attraction des investissements pour accroître la capacité de production d'électricité propre et construire des pipelines pour acheminer nos ressources vers des marchés à l'extérieur des États-Unis, afin de diversifier nos exportations.

On a présenté aux participants cinq concepts relatifs à la vision énergétique au moyen d'un visuel comportant des mots et des images. Vous trouverez ci-dessous les cinq concepts (chaque concept se trouve dans l'annexe C) ainsi qu'un résumé des réactions des participants à chaque concept.

Parmi les cinq concepts à l'étude, les participants considéraient que le concept « *L'avenir de l'énergie au Canada commence aujourd'hui* » communique mieux l'idée d'espoir et d'inspiration pour l'avenir énergétique du Canada, suivi d'assez près du concept « *Mon énergie dynamise l'avenir du Canada* ». Les participants disaient que la formule « avenir du Canada » leur donne le sentiment de pouvoir faire une différence et leur procure un sentiment de fierté. L'utilisation du mot « Canada » dans les deux concepts était également importante.

Voici une description détaillée des commentaires reçus pour chacun des cinq concepts testés.

#### **L'avenir de l'énergie au Canada commence aujourd'hui**

La formule « L'avenir de l'énergie au Canada commence aujourd'hui », présentée à la figure 1, comporte l'image d'un cadran à cinq secteurs clés : « Économisez plus d'énergie », « Adoptez les carburants renouvelables », « Créez du pétrole et du gaz plus propres », « Électrifiez la nation » et



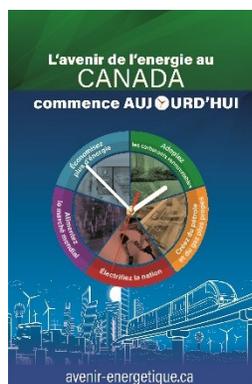


Figure 1

« Alimentez le marché mondial ». Différentes images de situations liées à l'énergie sont présentées dans le cadran. Au bas de la page, il y a l'image d'un paysage urbain moderne comportant des gratte-ciel, des éoliennes et un train. L'URL « [avenir-energetique.ca](http://avenir-energetique.ca) » figure dessous.

Parmi les cinq concepts présentés, celui-ci a été le plus populaire auprès des participants. Ces derniers croyaient que le cadran représente clairement un appel à l'action et évoque l'urgence d'agir. Ils estimaient que la formule est concise, claire et percutante. Les couleurs vives ont attiré leur attention. Toutefois, quelques participants à Laval croyaient qu'on utilise trop d'encre pour pouvoir imprimer le fichier de manière écoresponsable.

Les participants estimaient que ce concept est parmi ceux qui communiquent le mieux l'idée d'espoir et d'inspiration à l'égard de l'avenir énergétique du Canada. L'image du bas communiquait clairement les concepts liés à l'avenir, à l'innovation et à l'énergie propre. Cependant, quelques participants croyaient qu'il manque de l'information. À Kingston, certains ont pris le cadran pour une jauge à essence, ce qui laissait croire qu'on diffuse un message sur le pétrole et le gaz.

### Mon énergie dynamise l'avenir du Canada



Figure 2

Ce concept, présenté à la figure 2, porte le titre « Mon énergie dynamise l'avenir du Canada » et l'URL « [avenirenergetiquecanada.ca](http://avenirenergetiquecanada.ca) ». Il présente deux personnes qui se regardent, puis cinq secteurs clés figurant entre les deux personnes : « Utilisation intelligente de l'énergie », « Électricité propre », « Pétrole et gaz propres », « Carburants faibles en carbone » et « Marchés et investissements ». Images estompées d'une route, d'une maison, de pompes à essence et de tours en arrière-plan. Au bas de

chaque page se trouve l'image de profil de cinq personnes, chacune avec un énoncé précis au-dessus de la tête : « Mon énergie est Efficace », « Mon énergie est Électrique », « Mon énergie est Propre », « Mon énergie est Renouvelable » et « Mon énergie est Mondiale ».

Ce concept a lui-aussi été bien reçu par les participants; ces derniers l'ont trouvé plutôt mémorable. L'utilisation d'adjectifs pour qualifier l'énergie (efficace, électrique, etc.) a contribué à communiquer de manière simple l'importance de l'énergie propre; certains participants ont aimé la diversité raciale représentée par les personnes. Bien que le concept ait suscité, en général, des commentaires positifs, certains participants ont mentionné qu'il transmet des stéréotypes en matière de rôles sexospécifiques : l'énergie propre est associée à une femme, puis le pétrole et le gaz sont associés à un homme.

Par ailleurs, certains participants (particulièrement à Laval et Victoria) y ont vu un élément d'opposition en raison des personnes qui se retrouvent en « face-à-face ». Aussi, quelques participants à Halifax croyaient que les cinq personnes au bas de la page devraient être tournées dans la même direction (au lieu d'en avoir qui font face à l'extérieur), puis quelques participants estimaient qu'il n'y a pas une bonne représentation de tous les groupes d'âge. Par ailleurs, les participants à Laval croyaient qu'on met



trop l'accent sur les personnes, plutôt que l'environnement; de plus, ils trouvaient que, en général, l'absence de référence visuelle claire à l'énergie, particulièrement à l'énergie propre, rend plus difficile la compréhension de l'intention des éléments visuels. Quelques participants estimaient que le concept suggère l'utilisation de carburants polluants, puisqu'ils percevaient que certaines images présentent des cheminées ou de l'équipement lié au pétrole et au gaz.

Les participants ont souligné l'importance d'une URL facile à retenir.

Dans toutes les villes, les participants ont mentionné l'importance d'inclure suffisamment de contenu pour communiquer clairement le concept; autrement, l'affiche/image serait simplement ignorée par manque de contexte.

À Kingston, les participants ont suggéré d'utiliser l'image du haut du concept « L'avenir énergétique du Canada » avec les images du bas de ce concept pour améliorer le concept final.

### L'avenir énergétique du Canada



Figure 3

Le concept à la figure 3 porte le titre « L'avenir énergétique du Canada! ». Il présente un collage de représentations graphiques mettant en vedette un planchiste sur un lac dans un milieu montagneux, une sphère ou une structure en forme de dôme et des gratte-ciel. Sous l'image, on retrouve les mots « fiable », « abordable » et « durable », puis cinq blocs comportant chacune une image et un sous-titre : « Énergie intelligente », « Électrifions la nation », « Pétrole et gaz Service complet », « Carburant de l'avenir » et « Nouveaux marchés et au-delà ». L'URL « avenir-energetique-canada.ca » figure sous les blocs.

Les participants ont aimé ce concept et l'ont trouvé mémorable. Ils ont aussi aimé les images du planchiste et des montagnes. Cependant, les icônes au bas de l'image étaient souvent source de confusion chez les participants en raison du choix de mots et de la lisibilité. Plus particulièrement, les participants ont mentionné que les énoncés « Électrifions la nation » et « Pétrole et gaz Service complet » sont difficiles à comprendre. Les couleurs étaient semblables au concept précédent. Les participants les ont aimées, mais certains ont mentionné que l'image de la sphère leur rappelle le parc thématique Epcot ou Expo 67. Les participants à Victoria, particulièrement, ont aimé cette image; ils ont affirmé qu'elle leur rappelle le paysage naturel de la Colombie-Britannique. À Laval, ceux qui ont aimé cette idée trouvaient qu'elle présente clairement le lien entre la nature et les technologies, ainsi que l'importance équivalente des deux en ce qui a trait à l'examen de l'énergie propre pour l'avenir.



## Robot



Figure 4

Ce concept, présenté à la figure 4, porte le titre « Quel rôle jouerez-vous? » et comprend les renseignements suivants : « Le robot présente la situation actuelle en matière d'énergie au Canada. Actuellement, il joue bien son rôle, mais il fonctionnerait beaucoup mieux muni de nouvelles composantes. Chaque nouvelle composante représente 1 des 5 solutions énergétiques. » On retrouve ensuite deux images d'un robot, l'une à côté de l'autre, l'une étiquetée « Situation actuelle », l'autre « Situation

potentielle ». On explique ensuite les cinq solutions énergétiques : « 1. Moins de perte d'énergie – ABDOMEN : Avez-vous la capacité d'aider les autres à moins gaspiller? », « 2. Choisir une énergie plus propre – PANNEAU SOLAIRE : Serez-vous l'énergie derrière la transition? », « 3. Plus de carburants renouvelables – RÉSERVOIR DE CARBURANT : Inspirerez-vous la notion de durabilité auprès des Canadiens? », « 4. Pétrole et gaz plus propres – ÉQUIPEMENT INTERNE : Aurez-vous des idées novatrices pour assainir nos émissions? » et « 5. Accès aux marchés et investissements – ROUES : Saurez-vous guider les marchés sur la bonne voie? »

Le concept du **Robot** a été perçu comme le moins clair. De nombreux participants ont mentionné qu'il y a trop de contenu textuel, ce qui fait qu'ils ne lisent pas tout. En général, les participants estimaient que ce concept n'est pas attrayant sur le plan visuel et trop encombré. Certains croyaient que le concept et les images sont trop enfantins, alors que d'autres croyaient que le concept est trop encombré et prête à confusion. Le texte écrit ne semblait pas clair pour les participants; ces derniers ont posé des questions sur la signification des questions individuelles directes qui se trouvent à même la liste des cinq solutions énergétiques. Cela dit, quelques participants trouvaient l'idée informative et originale dans la mesure où les robots sous-entendent l'innovation et l'avenir.

## Voies à suivre



Figure 5

Le concept à la figure 5 porte le titre « Les voies à suivre pour une transition énergétique ». Il propose un collage d'images carrées de différentes tailles présentant différents visages, des collectivités rurales, des milieux urbains et des terres agricoles. On y retrouve également des cases de couleurs intercalées entre certaines images. Au bas de la page, il y a cinq repères de différentes couleurs, un pour chaque secteur clé : « Économies d'énergie », « Électricité propre », « Carburants renouvelables », « Pétrole et gaz plus propres » et « Marchés et investissements ». L'URL « VoiesàSuivre-canada.ca » figure sous les repères.

L'idée a semblé peu attrayante aux yeux des participants; ces derniers estimaient que le lien avec l'énergie n'est pas clair et qu'il s'agit de l'idée la moins mémorable des cinq concepts. Bien qu'on ait reconnu la diversité en matière de culture, d'âge et de sexe présentée par l'idée, on estimait que le lien entre les différents visages et l'idée de l'énergie ne sont pas clairs. Certains participants croyaient que les images mettent trop l'accent sur les milieux ruraux, ce qui n'introduit pas l'élément visuel de l'avenir ou des technologies. Les participants anglophones



n'aimaient pas le terme « pathways »; ce dernier rappelait à nombreux d'entre-eux la page couverture d'un programme éducatif. À Laval, les participants estimaient que l'URL est trop longue et complexe en raison du trait d'union.

### Mots attrayants

Les participants ont nommé systématiquement les mêmes mots dans tous les concepts comme les mots qui leur plaisent le plus et qui attirent leur attention. Ces mots comprenaient les suivants :

#### Mots ou expressions en anglais :

- Reliable
- Sustainable
- Affordable
- Clean
- Renewable
- My energy is powering

#### Mots ou expressions en français :

- Fiable
- Durable
- Abordable
- Renouvelable
- Avenir
- Utilisation intelligente
- Quel rôle jouez-vous?
- Commence aujourd'hui
- Mon énergie dynamise l'énergie du Canada

En revanche, les mots ou termes jugés problématiques comprenaient les suivants :

#### Mots ou expressions en anglais :

- Electrifying the nation (L'accent sur l'électricité est perçu de manière négative; nombreux sont ceux qui croient que l'on tend à s'éloigner de l'énergie électrique.)
- Full service oil and gas (On dirait qu'on fait le plein d'essence.)
- Global (Cela donne l'impression que notre énergie n'est pas mondiale; nous ne devrions pas encourager l'utilisation du pétrole et du gaz dans le monde) (Kingston)
- Économiser de l'énergie ou diminuer son utilisation

#### Mots ou expressions en français :

- Carburant (sous-entend la pollution)
- Carburant faible en carbone
- Marché investissement
- Gaz propre
- Pétrole et gaz service complet
- Poser une question dont je ne connais pas la réponse dans le concept du robot



## Enjeux locaux

À Victoria et Joliette, on a demandé aux participants d'exprimer leurs réflexions sur les enjeux locaux les plus importants dans leur région.

### Victoria

***Les participants estimaient que les voies cyclables, le logement abordable et l'itinérance sont les enjeux les plus importants à Victoria.***

Lorsqu'on leur a demandé de nommer les enjeux les plus importants à Victoria, les participants de cette région ont nommé les enjeux suivants :

- Les voies cyclables
- Les routes / l'infrastructure / les nids-de-poule
- Le logement abordable et la disponibilité de logements locatifs
- La pauvreté et l'itinérance (villages de tentes)
- Le coût de déplacement à la Colombie-Britannique continentale
- La toxicomanie et les surdoses de fentanyl
- Les changements climatiques
- Les établissements de santé mentale et le logement
- Le stationnement le dimanche
- Les enjeux de l'administration municipale
- Les enjeux du gouvernement provincial
- La gestion des déchets
- La capacité d'hospitalisation
- La vitesse de développement (trop rapide)
- La fusion
- Les contraintes régionales en matière de maintien de l'ordre
- Le soutien aux familles dont les enfants ont des besoins particuliers
- Les coûts et la pénurie de services de garde d'enfant; le soutien aux parents travaillant à domicile
- Le coût de l'essence
- Le manque d'occasions d'emploi

À Victoria, on a mené une discussion précise sur plusieurs enjeux clés, notamment les voies cyclables, le logement abordable, la pauvreté, l'itinérance, le soutien aux programmes sociaux et une disposition sur le salaire de subsistance, particulièrement pour les intervenants des services à l'enfance. Des renseignements plus détaillés sur chaque enjeu sont présentés ci-dessous.

**Les voies cyclables :** À la lumière de la récente mise en œuvre de voies cyclables à Victoria, on a exprimé des préoccupations sur la manière dont s'est faite la mise en œuvre, particulièrement parce que cela a



touché les places de stationnement disponibles sur rue et a rendu la traverse de piétons plus dangereuse pour les personnes âgées.

**Le logement abordable :** On a mentionné que le coût de la vie est une préoccupation, plus particulièrement les loyers élevés au centre-ville, ce qui fait qu'il est difficile pour les gens d'habiter près de leur travail. L'une des solutions soulevées est de construire plus de logements abordables, en y intégrant le transport en commun, afin d'assurer que les gens puissent profiter d'un logement abordable et se rendre facilement au travail; de rezoner certaines zones afin d'assurer que les gens puissent vivre à proximité de leur travail; puis d'offrir aux constructeurs des mesures incitatives pour créer des communautés abordables.

**La pauvreté, l'itinérance et le soutien aux programmes sociaux :** Les participants estimaient qu'il y a un manque de services en santé mentale, ce qui occasionne la hausse de l'itinérance (qu'ils jugent déjà plus élevée qu'ailleurs au pays en raison des hivers doux à Victoria). Les participants désiraient qu'on investisse davantage dans le logement et les services de soutien pour les personnes itinérantes devant composer avec les problèmes connexes de la toxicomanie et du manque d'emplois.

### Joliette

***À Joliette, les participants estimaient que l'augmentation de la population a causé des problèmes en matière de sécurité routière, de circulation et d'accès aux services.***

À Joliette, les participants ont nommé les enjeux locaux suivants :

- La croissance de la population
- L'étalement urbain qui vient réduire le nombre de terres agricoles et augmenter la circulation sur les autoroutes entre Joliette et Montréal.
- L'augmentation de l'immigration et les problèmes d'intégration
- L'augmentation des temps d'attente pour obtenir des services de soins de la santé
- Le peu d'options offertes aux jeunes en matière de sports et de divertissement
- L'accès ou la disponibilité du transport en commun
- Le nombre moins élevé de subventions pour le développement de petites entreprises
- L'accès aux soins de santé

Principalement, on a mentionné que, à la suite de l'étalement urbain en périphérie de Montréal, Joliette est tranquillement devenue une banlieue-dortoir pour ceux qui travaillent à Montréal. Ainsi, la région a connu une croissance de la population, ce qui a créé des problèmes comme ceux liés aux routes et à la circulation, à l'accessibilité des services municipaux et à l'accès aux soins de santé.

### Infrastructure

***Les participants estimaient que des améliorations à l'infrastructure sont nécessaires à Victoria et Joliette; cependant, les priorités diffèrent d'une ville à l'autre.***



On a demandé aux participants de nommer les besoins de leur région en matière d'infrastructure et d'indiquer leurs plus grandes préoccupations et leurs plus grands défis.

À Victoria, les participants ont mentionné les routes, le transport en commun, le logement abordable, les hôpitaux, les services d'incendie et le manque de stationnements. Nombreux des enjeux liés au transport en commun étaient liés à la congestion de la circulation vers et depuis les banlieues en périodes de pointe; les participants estimaient qu'un train ou plus d'autobus urbains pourraient atténuer le problème. Tous les participants étaient d'accord qu'il faut mettre un plus grand accent sur le transport en commun. Un autre enjeu connexe était l'inabordabilité du traversier vers Vancouver. En ce qui concerne les hôpitaux, les participants reconnaissaient que, à l'avenir, les besoins seraient encore plus grands et que les hôpitaux devraient planifier pour l'avenir.

À Joliette, les participants croyaient que la priorité est l'amélioration des routes en raison de l'augmentation de la circulation. Effectivement, les participants croyaient qu'un plus grand pourcentage de résidents font la navette entre Joliette et Montréal pour le travail, ce qui exerce une pression accrue sur le réseau routier. Les participants estimaient que l'augmentation de la circulation endommage les routes plus rapidement et vient augmenter le risque de sécurité pour les conducteurs. On croyait également que la région de Joliette a besoin de nouvelles écoles pour répondre à l'augmentation de la population, et d'un complexe sportif pour les familles et les jeunes.

### Mesures gouvernementales

***Les participants présentaient peu de connaissances sur les mesures précises du gouvernement fédéral pour appuyer les économies locales.***

On a demandé aux participants de nommer ce que le gouvernement fédéral a fait au cours de la dernière année qui a eu la plus grande incidence positive sur leur région.

Les participants à Joliette ont eu de la difficulté à nommer quelque initiative gouvernementale que ce soit et étaient plus susceptibles de parler d'investissements généraux qu'ils avaient observés, dont les améliorations aux routes, le prolongement du train navette de Montréal, le financement d'améliorations à une usine de traitement des eaux usées, plus de prêts étudiants et l'augmentation des allocations familiales.

À Victoria, les participants reconnaissaient que le gouvernement fédéral a apporté un financement au cours de la dernière année pour les améliorations à l'échangeur McKenzie, les sous-marins et l'infrastructure de voies cyclables. Quelques commentaires ont également été formulés à l'égard d'améliorations au terminal pour navires de croisière.

À l'inverse, à Joliette, très peu de participants ont réussi à nommer quoi que ce soit que le gouvernement fédéral ait pu faire au cours de la dernière année qui aurait eu une incidence négative sur la région. Quelques participants ont mentionné que le gouvernement fédéral n'a pas agi pour empêcher la fermeture d'une usine d'Electrolux il y a quelques années. Outre cela, aucune autre initiative ne leur



est venue à l'esprit. À Victoria, les participants ont mentionné la légalisation du cannabis en tant qu'action potentiellement négative, puisque le cannabis serait une drogue d'entrée; les plans du pipeline de GNL qui menacent les épaulards; ainsi que la gestion inefficace des déchets, particulièrement en matière de recyclage.

Les participants n'estimaient pas qu'une seule industrie est plus importante que les autres au sein de l'économie de Joliette. Les participants ont plutôt nommé des entreprises ou des usines de fabrication précises à titre de grands employeurs dans la région, notamment Firestone, Kruger, Videotron, Demix-Beton et CHR Canada. Personne ne se rappelait de mesures gouvernementales récentes visant à soutenir ces industries.

À Victoria, les participants ont nommé les technologies comme une industrie importante dans la région; ils ont également nommé le tourisme, le gouvernement, la santé et l'éducation.

### Préoccupations majeures de la collectivité

***Les soins de santé, le logement et l'infrastructure de déplacements étaient les principales préoccupations des participants.***

À Victoria et Joliette, on a présenté aux participants une liste de points et on leur a demandé de choisir ceux qui, à leur avis, constituent les préoccupations majeures dans leur collectivité, et d'encercler les deux ou trois points qui sont les plus préoccupants. Dans les deux villes, la disponibilité des services de soins de santé, le vieillissement de la population, la qualité des routes et des ponts, la congestion de la circulation et la pauvreté figuraient parmi les préoccupations les plus courantes. À Joliette, les participants ont également nommé la disponibilité du transport en commun. À Victoria, on a mentionné le rétrécissement de la classe moyenne, la sécurité de la retraite, le coût du logement, l'itinérance, les surdoses de stupéfiants et la préservation d'un environnement propre comme problèmes touchant leur collectivité.

Vous trouverez ci-dessous un court sommaire de chaque point et leur classement parmi les trois principales préoccupations. Certains thèmes ont été discutés de manière plus approfondie dans certaines villes.

***Accessibilité des services de soins de santé :*** Lorsqu'on a demandé aux participants d'encercler leurs trois principales préoccupations, ce point constituait le point le plus populaire dans les deux villes. Il a également été sélectionné le plus souvent à titre de préoccupation majeure, avec le point suivant. À Joliette, les participants croyaient qu'il est de plus en plus difficile d'accéder aux services de soins de santé dans leur région. Plus particulièrement, ils croyaient qu'il y a moins de spécialistes et que les temps d'attente sont plus longs pour différents services de soins de santé, dont les services d'urgence. Quelques participants ont mentionné qu'il n'est pas rare pour eux de se déplacer en voiture à l'extérieur de leur collectivité pour se rendre à un autre hôpital pour accéder à des services d'urgence qui affichent possiblement des temps d'attente moins longs que leur hôpital local, ou pour accéder aux services d'un



spécialiste. Par ailleurs, le nombre limité de médecins de famille fait en sorte qu'il est difficile pour de nombreux participants de trouver un médecin de famille.

À Victoria, les participants ont aussi mentionné cet important enjeu; ils ont précisé que le manque de médecins et d'infirmières praticiennes donne lieu à de longs temps d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous. Les participants ont aussi indiqué qu'il faut mettre davantage l'accent sur les soins préventifs. De plus, les participants ont mentionné le coût élevé de l'assurance-maladie complémentaire et des soins de santé parallèles ou complémentaires.

***Vieillessement de la population*** : Dans les deux villes, ce point a été retenu par un grand nombre de participants à titre de préoccupation majeure. Un faible nombre de participants l'ont retenu parmi leurs trois principales préoccupations.

***Qualité des routes et des ponts*** : Ce point a été retenu parmi les trois principales préoccupations à Joliette; à Victoria, il a été retenu à titre de préoccupation. À Joliette, les participants croyaient que la qualité des routes est mauvaise et que la situation s'aggraverait. Plus particulièrement, l'augmentation de la circulation routière et de la circulation des camions dans la région a donné lieu à des routes endommagées. Les participants croyaient aussi que le problème est accentué par le manque d'entretien et d'investissements au cours des dernières années, ce qui se traduit en un réseau routier fortement endommagé. Ils estimaient qu'il y a des lacunes en matière de planification de l'infrastructure à long terme qui viennent aggraver la situation.

***Congestion de la circulation*** : Ce point figurait au deuxième rang parmi les trois principales préoccupations; par ailleurs, il a été retenu par de nombreux participants à titre de préoccupation majeure, et ce, dans les deux villes. À Joliette, les participants ont mentionné que la congestion se veut une préoccupation grandissante en raison de la croissance de la population, principalement attribuable aux résidents faisant la navette entre Joliette et Montréal. D'ailleurs, les améliorations à l'infrastructure routière ne suivent pas la cadence de la croissance de la population, ce qui cause de la congestion routière. Les participants croyaient que la situation s'était aggravée au cours des dernières années et qu'elle continuerait fort probablement à s'aggraver au fil du temps. À Victoria, les participants ont mentionné que la congestion de la circulation s'est aggravée au cours des dernières années, particulièrement pour ceux faisant la navette entre Victoria et Colwood et les environs.

***Pauvreté*** : Bien que la grande majorité des participants aient nommé la pauvreté comme une préoccupation majeure, seul un petit nombre de participants ont retenu ce point parmi leurs trois préoccupations prioritaires. À Joliette, les participants ont nommé le logement abordable comme un enjeu local. La croissance récente de la population a occasionné une pénurie d'habitations, ce qui fait grimper le coût du logement et, ultimement, rend cela difficile pour les personnes et les familles à faibles revenus d'obtenir un logement à prix abordable. Ainsi, les participants estimaient que la pauvreté est en hausse dans la région. Les participants ont mentionné que la construction de nouveaux logements est limitée et qu'il y a de longues périodes d'attente pour accéder aux logements sociaux. À Victoria, la question de la pauvreté est liée à l'itinérance, aux surdoses de stupéfiants et au logement abordable; ces points forment une série d'enjeux interreliés qui s'aggravent.



**Coût du logement :** À Victoria, les participants ont classé le coût du logement parmi leurs trois principales préoccupations; ce point a également été retenu par de nombreux participants à titre de préoccupation majeure à Joliette. Ce point a été retenu parmi les trois principales préoccupations beaucoup plus souvent par les participants du groupe « *ayant des difficultés financières* ». Le coût du logement a été mentionné par de nombreux participants comme un problème qui est de plus en plus difficile à gérer à Joliette. De la même manière, à Victoria, les participants ont mentionné le coût élevé du logement dans la région, ce qui fait en sorte qu'il est presque inabordable d'y vivre. Certains participants ont affirmé que, même si l'on a un bon emploi et un bon salaire, il est tout simplement trop dispendieux de vivre dans la ville. L'une des principales suggestions était de construire des options de logements abordables.

**Rétrécissement de la classe moyenne :** Ce point était de la plus grande importance pour les participants du groupe « *ayant des difficultés financières* » à Victoria; cependant, en général, il n'était pas une grande préoccupation dans les autres groupes. Dans le groupe « *ayant des difficultés financières* » à Victoria, nombreux sont ceux qui estimaient qu'il est maintenant plus difficile de gérer les dépenses, et ce, même avec un salaire décent. Ils croyaient que l'augmentation des salaires ne suit pas la croissance du coût de la vie à Victoria. Certains participants disaient avoir de bons emplois et de ne pas être en mesure d'économiser pour l'avenir; ils se disaient donc préoccupés de leur avenir.

**Accessibilité du transport en commun :** La majorité des participants à Joliette, et presque tous les participants du groupe « *à l'aise financièrement* » à Victoria, ont retenu ce point à titre de préoccupation majeure. Par contre, aucun participant du groupe « *ayant des difficultés financières* » à Victoria n'a retenu ce point comme une préoccupation. Bien que le transport en commun soit disponible à Victoria, les participants ont mentionné qu'elle est insuffisante; plus de personnes doivent donc se déplacer en voiture, ce qui vient accroître la densité de la circulation.

**Itinérance :** La plupart des participants à Victoria ont retenu ce point à titre de préoccupation majeure; aussi, les participants l'ont souvent retenu parmi leurs trois principales préoccupations. De façon générale, ce point ne préoccupait pas les participants à Joliette. À Victoria, les participants avaient remarqué une augmentation du nombre d'itinérants; ils croyaient que cela est attribuable au climat doux et à l'arrivée de personnes provenant d'ailleurs au pays. Ils ont des préoccupations liées à la sécurité et la criminalité, ainsi qu'aux surdoses de stupéfiants et à la toxicomanie, qu'ils jugeaient liées à l'itinérance.

**Préservation d'un environnement propre :** La majorité des participants à Victoria estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure. Cependant, relativement peu des participants à Joliette ou Victoria l'ont classé parmi leurs trois plus grandes préoccupations.

**Sécurité de la retraite :** Presque tous les participants qui percevaient ce point comme une préoccupation majeure se trouvaient à Victoria. Seulement un petit nombre de participants ont retenu ce point parmi leurs trois plus grandes préoccupations.



***Surdosages de stupéfiants*** : À Victoria, environ la moitié des participants estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure. Par contre, à Joliette, quasi personne n'a sélectionné ce point à titre de préoccupation majeure. Comme nous l'avons mentionné, à Victoria, les participants percevaient les surdosages de stupéfiants, l'itinérance et la criminalité comme des problèmes interreliés qui doivent être abordés. Ils réclamaient qu'on augmente les services de réadaptation et en toxicomanie.

***Capacité des entreprises et des industries locales à réussir*** : Une faible proportion de participants estimait qu'il s'agit d'une préoccupation majeure; presque aucun des participants n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations. À Victoria, certains participants croyaient qu'il s'agit d'un problème touchant les petites entreprises. Les suggestions des participants pour régler le problème comprenaient notamment aider les entreprises locales à réussir et offrir des mesures incitatives aux particuliers pour adopter les entreprises locales.

***Disponibilité d'options de garde d'enfants abordables*** : Un faible nombre de participants estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure. Parmi ceux-ci, presque tous se trouvaient à Victoria, où les participants croyaient que le coût élevé des services de garde d'enfants fait en sorte qu'il n'est pas avantageux de retourner au travail après l'accouchement. Cependant, presque aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations, et ce, dans les deux villes.

***Criminalité*** : Une minorité de participants dans chaque groupe des deux villes estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure. Cependant, presque aucun participant ne l'a retenu parmi les trois plus grandes préoccupations.

***Niveau des prestations d'assurance-emploi pour les personnes qui ne trouvent pas de travail*** : Seul un petit nombre de participants croyaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure et presque aucun participant ne l'a retenu parmi les trois plus grandes préoccupations.

***Accessibilité de l'Internet à large bande*** : Très peu de participants estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure et presque aucun participant ne l'a retenu parmi les trois plus grandes préoccupations.

***Disponibilité des emplois*** : Certains participants du groupe « à l'aise financièrement » à Victoria se préoccupaient de cet enjeu. Lors d'une courte discussion, les participants ont mentionné qu'ils préciseraient qu'il s'agit de la disponibilité d'emplois bien rémunérés qui permettraient aux gens de vivre à Victoria. Cependant, pratiquement aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.

***Départ des jeunes à l'extérieur pour trouver d'autres débouchés*** : Seul un petit nombre de participants, principalement à Victoria, estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure; pratiquement aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.



**Intégration des immigrants dans la collectivité** : Seulement quelques participants estimaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure; pratiquement aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.

**Faible taux de diplomation à l'école secondaire** : Quelques participants croyaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure, mais pratiquement aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.

**Disponibilité des services** : Cette préoccupation a été soulevée principalement par le groupe de femmes à Joliette. Cependant, pratiquement aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.

**Accessibilité du service de téléphonie cellulaire** : Quelques participants croyaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure, mais aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations.

**Contrôle des armes à feu** : Aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations; quelques participants croyaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure.

**Violence des gangs** : Aucun participant n'a retenu ce point parmi les trois plus grandes préoccupations; quelques participants croyaient qu'il s'agit d'une préoccupation majeure.

Lorsqu'on a demandé aux participants si, selon eux, il manquait quelque chose à la liste de préoccupations présentée, les participants à Joliette ont nommé l'aide financière supplémentaire aux familles et l'amélioration des offres culturelles. À Victoria, les participants ont mentionné l'enjeu du coût des déplacements vers et depuis l'île de Vancouver (le coût des traversiers), la disponibilité de salaires de subsistance raisonnables et le développement rapide de projets de condo et de nouvelles zones d'habitation sans infrastructure (transport en commun, établissements de soins de santé et magasins) permettant aux gens d'habiter les endroits où se construisent ces projets d'habitation.

## Bannières de Service Canada

À Joliette, on a demandé aux participants de dire ce qu'ils pensent de trois concepts qui pourraient être utilisés pour une bannière de Service Canada.

### Impressions initiales et préférences

**Les participants estimaient que les concepts A (blanc et rouge, aucun symbole) et B (coloré, avec des symboles) attirent plus le regard; en revanche, ils croient que les concepts A et C (blanc/rouge, avec des symboles) concordent plus avec Service Canada.**

Les participants ont eu l'occasion de voir trois concepts qui pourraient être employés pour embellir les bannières que l'on peut voir dans les centres de Service Canada, dans ses sites temporaires de



différentes collectivités, aux salons de l'emploi ainsi qu'à d'autres activités semblables tenues de part et d'autre du pays. On leur a affirmé que ces bannières serviraient à indiquer au public où se trouvent les représentants de Service Canada afin qu'on puisse leur poser des questions ou leur demander de l'aide au sujet des programmes et services du gouvernement du Canada. Les trois versions illustrées seront présentées ici sous le nom de « concept A » (rouge et blanc avec un grand bloc de couleur, mais sans images ni symboles), « concept B » (plusieurs symboles de différentes couleurs) et « concept C » (rouge et blanc avec quelques symboles).

Les participants ont d'abord dû dire lequel des trois concepts les attirait le plus du premier coup d'œil. Le concept A a suscité le plus d'intérêt de la part des participants. Les impressions initiales étaient que la simplicité, le contraste des couleurs et la clarté du concept attirent efficacement l'attention. Les participants estimaient que la police de grande taille, le logo Service Canada et le repère bien connu attirent l'attention. Seulement quelques participants dans les deux groupes trouvaient attrayant le concept B en raison de ses couleurs vives. Un seul participant trouvait que le concept C attire l'attention au premier coup d'œil.

Une fois que les participants ont eu le temps d'examiner les trois concepts un peu plus longtemps et de partager leurs opinions avec le reste du groupe, on leur a demandé de choisir celui des trois qu'ils aimaient le plus. Cette fois, les opinions étaient plus partagées et aucun des concepts n'est ressorti comme nettement meilleur que les autres.

Quand on leur a demandé lequel des concepts représentait le mieux la mission de Service Canada, le concept A (rouge et blanc sans symboles) a été mentionné le plus souvent, car il était professionnel, « neutre », simple et d'allure « gouvernementale », et à ce titre plus représentatif d'un ministère. Quelques participants ont dit que le concept C reflète mieux Service Canada, pour les mêmes raisons. En revanche, les participants estimaient que le concept B ressemble davantage à une affiche d'événement sportif ou de tourisme en raison de sa représentation colorée de symboles et d'icônes canadiens.

### Évaluation des concepts

***Les trois concepts ont plu aux participants, et ce, pour différentes raisons; cependant, le concept A a suscité le plus de commentaires positifs.***

Les participants trouvaient que le concept A (rouge et blanc sans symboles) est simple et attrayant, et qu'il affiche un style épuré et quelque peu moderne, de grands caractères et un superbe contraste de couleurs. Ils croyaient que le message est clair et simple, ce qui convient à une bannière d'emplacement.

Le concept B (couleurs et symboles), avec ses multiples couleurs et symboles associés au Canada, à ses habitants et à sa culture, a semblé attrayant et ludique. On s'attendait toutefois que les symboles indiquent les services et les programmes offerts par Service Canada. Aussi, les concepts de la diversité et de l'inclusion semblaient bien communiqués par ce concept. Cela dit, certains participants trouvaient que le concept est encombré et qu'il porte à confusion, ce qui détourne l'attention de l'objectif principal



de la bannière, soit d'indiquer que le personnel de Service Canada est disponible pour donner des renseignements.

Moins de participants estimaient que le concept C (rouge et blanc avec symboles) attire l'attention; toutefois, certains participants aimaient son style épuré et simple. Ces participants croyaient que le fait d'utiliser moins de symboles crée une touche fantaisiste, et ce, sans faire obstacle à l'objectif principal de la bannière. Aussi, l'utilisation d'un repère leur a plu et leur a semblé claire. Cela dit, quelques participants estimaient que les symboles sont trop petits pour bien communiquer un message.

## Symboles

***Quelques-uns des symboles présentés ont été source de confusion; les participants ne comprenaient pas toujours le lien que l'on pouvait tracer entre ceux-ci et les services offerts par Service Canada.***

On a demandé aux participants ce qu'ils pensaient des symboles employés dans le concept B (multiples couleurs) et le concept C (rouge et blanc). Plusieurs icônes ont été mal comprises dans chacune des options comportant des icônes : la tuque (pas claire aux yeux de nombreux participants), la silhouette de Toronto devant les montagnes (prise pour la tour Eiffel par certains), le drapeau métis (souvent perçu comme un symbole de l'infini) et l'image du castor. Ceux qui ont reconnu la silhouette de la ville de Toronto se sont demandé pourquoi il s'agissait de la seule ville canadienne représentée. Malgré le fait que certains symboles aient semé la confusion, les participants ont aimé la tentative de représenter toutes les provinces et d'inclure les symboles liés aux Autochtones.

De nombreux participants ayant préféré chacun des trois concepts se sont demandé s'il était vraiment utile d'afficher des symboles sur une bannière de Service Canada. Certains ont dit qu'il serait plus pertinent d'illustrer les services offerts par Service Canada au lieu de simplement faire référence au pays et à sa population. Ils étaient d'avis qu'il était important d'illustrer les publics visés par les services gouvernementaux (p. ex., familles, personnes âgées, etc.).

## Au service des gens ou Ici pour vous

***Les participants ont aimé un peu plus l'expression « Au service des gens » en raison de son ton chaleureux, accueillant et clair, indiquant que le personnel est disponible pour aider.***

Les participants devaient indiquer laquelle des deux phrases, entre « Au service des gens » et « Ici pour vous », ils préféreraient (le cas échéant). Il y avait une légère préférence pour l'expression « Au service des gens » en raison de son ton chaleureux et accueillant, indiquant clairement que le personnel est sur place pour offrir de l'aide. Effectivement, l'expression « au service » laisse entendre que le personnel est disponible et qu'il souhaite aider. En général, l'expression met l'accent sur le volet humain.

Moins de participants ont aimé l'expression « Ici pour vous »; celle-ci a toutefois plu aux participants en raison de sa formule courte, claire et simple. De plus, les participants ont trouvé que cette expression



communiquent bien que le personnel est sur place pour aider. Ils ont aimé l'utilisation du mot « vous », car il interpelle le public et donne une touche personnelle au message.

### Adresse URL

***Les participants ont préféré l'adresse URL « Canada.ca », une solution simple et mémorable. La plupart d'entre eux auraient toutefois recours à un moteur de recherche pour trouver l'information nécessaire.***

On a demandé aux participants laquelle des deux adresses URL, « Canada.ca » et « Canada.ca/servicecanada », ils auraient préféré voir sur les bannières. C'est la plus courte qui a été préférée, et de loin, car elle était plus mémorable. De nombreux participants ont mentionné que s'ils cherchaient de l'information en ligne, ils auraient peu de chances d'avoir recours à l'adresse URL : ils utiliseraient plutôt un moteur de recherche pour trouver ce qu'ils cherchaient. Pour cette raison, à leurs yeux, l'adresse exacte ne changeait pas grand-chose.



**Annexe A:**  
**Questionnaire de recrutement**

## QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT FINAL

Nom : \_\_\_\_\_

Tél. (résidence) : \_\_\_\_\_ Tél. (travail) : \_\_\_\_\_ Tél. (cellulaire) : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### GROUPES DE DISCUSSION :

<b>Joliette, QC (FRANÇAIS)</b>			
<b>Date:</b>	28 février 2019	<b>Endroit :</b>	Chateau Joliette
<b>Heure :</b>	Groupe 23 : 17h30 - Femmes Groupe 24 : 20h00 - Hommes		450 rue Saint Thomas Joliette, QC

SOMMAIRE DES EXIGENCES	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• un groupe avec les hommes et un groupe avec les femmes.</li> <li>• Tous sont des citoyens canadiens entre 18 et 74 ans (mélange d'âges selon les quotas)</li> <li>• Tous habitent dans leur marché respectif depuis au moins 2 ans</li> <li>• Mélange de parents d'enfants de 18 ans ou moins à la maison et de non-parents (4-6 avec enfants et 4-6 sans enfants).</li> <li>• Ne doit pas personnellement, ou avoir quelqu'un du foyer qui travaille ou est à la retraite d'une industrie identifiée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mélange d'occupation, d'éducation et de revenu du ménage.</li> <li>• Max 6 personnes par groupe qui ont déjà participé à des groupes de discussion.</li> <li>• Ne doivent pas avoir pris part à un groupe de discussion au cours des six derniers mois.</li> <li>• Ne doit pas avoir pris part à 5 groupes de discussion ou plus au cours des 5 dernières années.</li> <li>• Capacité à participer à des exercices écrits ou visuels en anglais ou en français (selon l'endroit)</li> <li>• Recruter 12 personnes par groupe</li> <li>• Récompense : 100 \$</li> </ul>

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_ et je travaille pour Corporate Research Associates, une société d'étude de marché, et je vous appelle aujourd'hui au nom du gouvernement du Canada. Nous menons actuellement une série de discussions en petits groupes et nous sommes à la recherche de personnes âgées d'au moins 18 ans ou plus qui désireraient y participer. Seriez-vous intéressé ou y a-t-il quelqu'un d'autre à qui je pourrais parler? **RÉPÉTER L'INTRODUCTION SI NÉCESSAIRE**

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? Would you prefer that I continue in English or in French? **[SI ANGLAIS, POURSUIVEZ EN ANGLAIS OU ORGANISEZ UN RAPPEL AVEC UN INTERVIEWEUR ANGLOPHONE : We will call you back in order to give this interview in English. Thank you. Goodbye.]**

L'objectif des petits groupes de discussion est d'explorer diverses questions importantes pour l'ensemble du pays. Ces groupes de discussion auront lieu le <DATE>, seront d'une durée de deux heures, et les participants recevront 100 \$ en guise de remerciement pour leur temps. Puis-je vous poser quelques petites questions maintenant pour vérifier si vous êtes admissible à participer à cette étude? Cela devrait prendre 6 ou 7 minutes.

Les renseignements que vous nous fournissez demeureront strictement confidentiels et vous avez toute liberté de refuser de participer en tout temps. Ceci n'est pas un appel de sollicitation. Merci.

**SI UNE RÉFÉRENCE EST REQUISE AFIN D’AUTHENTIFIER L’ÉTUDE, DONNER L’INFORMATION SUIVANTE : Isabelle Côté, Bureau du Conseil privé – Tél : 960-4031 / Courriel : Isabelle.Cote@pco-bcp.gc.ca**

**REMERCIER ET TERMINER L’ENTREVUE AU MOMENT REQUIS DU QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT : Malheureusement, nous ne serons pas en mesure de vous inclure dans cette étude. Nous avons déjà un nombre suffisant de participants possédant un profil semblable au vôtre. Je vous remercie du temps que vous nous avez accordé aujourd’hui.**

### QUESTIONS DE QUALIFICATION

4. Est-ce que vous ou un membre de votre foyer travaillez présentement ou êtes à la retraite dans l’un des secteurs suivants : **LIRE LES RÉPONSES**

Marketing ou études de marché.....	1
Relations publiques, communications, design graphique ou agence de création.....	2
Publicité ou médias (télévision, radio, journaux).....	3
Parti politique.....	4
Gouvernement fédéral ou provincial.....	5

**SI LA RÉPONSE À L’UNE DES OPTIONS CI-DESSUS EST « OUI », REMERCIER LA PERSONNE ET TERMINER L’ENTREVUE**

5. Êtes-vous un citoyen canadien âgé d’au moins 18 ans qui habite habituellement dans la région de **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

Oui..... 1 **CONTINUER**  
 Non..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L’ENTREVUE**

6. Depuis combien de temps vivez-vous à **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

**RÉPONSE :** \_\_\_\_\_ **TERMINER SI MOINS DE 2 ANS**

7. Avez-vous déjà participé à une discussion de groupe ou à une entrevue approfondie pour laquelle vous avez été rémunéré?

Oui..... 1 **CONTINUER – MAX 6 PARTICIPANTS PAR GROUPE**  
 Non ..... 2 **PASSEZ AUX QUESTIONS DE PROFILAGE**

8. Quand avez-vous participé à un groupe de discussion ou à une entrevue pour la dernière fois?

\_\_\_\_\_

**SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À UN GROUPE DE DISCUSSION/UNE ENTREVUE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, LE REMERCIER ET TERMINER L’ENTREVUE.**

9. À combien de groupes de discussion ou entrevues avez-vous participé au cours des cinq dernières années? \_\_\_\_\_

**SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À CINQ GROUPE DE DISCUSSION OU PLUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LE REMERCIER ET TERMINER L’ENTREVUE.**

## QUESTIONS DE PROFILAGE

10. Êtes-vous...

Une femme; ou ..... 1 **CONSIDÉRER POUR LE GROUPE 23**

Un homme..... 2 **CONSIDÉRER POUR LE GROUPE 24**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Autre/refuse de répondre..... 3 **DEMANDER AVEC QUEL GROUPE ILS S'ASSOCIENT**

11. Dans laquelle des catégories d'âge suivantes vous situez-vous? Arrêtez-moi lorsque j'arrive à votre âge. Avez-vous **[LIRE]**?

Moins de 18 ans .....1 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

De 18 à 24 ans .....2

De 25 à 34 ans .....3

De 35 à 44 ans .....4

De 45 à 54 ans.....5

De 55 à 64 ans .....6

De 65 à 74 ans .....7

75 ans ou plus .....8 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Refuse de répondre.....9 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

**VOIR LES QUOTAS CI-DESSOUS**

### **QUOTAS PAR ÂGE:**

Recruter un minimum de 3 participants qui ont entre 18 et 34 ans; minimum 3 participants entre 35 et 54 ans et un maximum de 4 participants entre 55 et 74 ans

12. Avez-vous actuellement des enfants âgés de moins de 18 ans qui habitent avec vous?

Oui..... 1 **RECRUTER 4-6**

Non..... 2 **RECRUTER 4-6**

13. Combien d'enfants de plus de 18 ans habitent dans votre maison?

Un ..... 1

Plus d'un ..... 2

14. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

Moins que les études secondaires .....1

Études secondaires ou formation professionnelle non terminées..2

Études secondaires terminées .....3

Études collégiales ou formation technique non terminées .....4

**COMBINAISON**

Études collégiales ou formation technique terminées .....5

**GROUPE**

Études universitaires non terminées .....6

Études universitaires terminées.....7

**VISER UNE**

**DANS CHAQUE**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Refus.....8

15. Êtes-vous actuellement **[LIRE]**?

Employé à temps plein..... 1

Employé à temps partiel ..... 2

Travailleur autonome..... 3

Personne au foyer ..... 4

Sans emploi ..... 6

Un étudiant ..... 7

**MAXIMUM 3 PAR GROUPE**

16. **[SI LE RÉPONDANT A UN EMPLOI, DEMANDER]** Quelle est votre profession actuelle? \_\_\_\_  
**[SI LE RÉPONDANT EST À LA RETRAITE, DEMANDER]** Quelle était votre dernière profession? \_\_\_\_

**TERMINER L'ENTREVUE S'IL S'AGIT D'UN EMPLOI SEMBLABLE À CEUX DE LA QUESTION 1 - RECRUTER DES PERSONNES DE PROFESSIONS DIFFÉRENTES**

17. Parmi les fourchettes suivantes, laquelle représente mieux le revenu total de votre ménage avant impôts? C'est-à-dire, le revenu total combiné de toutes les personnes de votre foyer, avant impôts?

Moins de 20 000 \$..... 1

20 000 \$ à un peu moins de 40 000 \$ ..... 2

40 000 \$ à un peu moins de 60 000 \$ ..... 3

60 000 \$ à un peu moins de 80 000 \$ ..... 4

80 000 \$ à un peu moins de 100 000 \$ ..... 5

100 000 \$ à un peu moins de 150 000 \$ ..... 6

150 000 \$ et plus..... 7

**Assurer une bonne variété :****Recruter 2 personnes de moins de 40 000 \$.****Recruter 3 personnes de 40 000 \$ à 80 000 \$.****Recruter 5 personnes de plus de 80 000 \$.****RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Ne sait pas/refus ..... 8

18. Si vous gagniez un million de dollars, quelles seraient les deux premières choses que vous feriez avec l'argent? **(DOIT AVOIR DEUX RÉPONSES POUR ACCEPTER. TERMINER SI LE RÉPONDANT RÉPOND D'UNE FAÇON DÉSIGNOLTE, D'UNE FAÇON COMBATIVE OU S'IL A DE LA DIFFICULTÉ À RÉPONDRE.)**

**TERMINER SI LA PERSONNE QUI RÉPOND FAIT PART D'UNE RAISON TELLE QU'UN PROBLÈME D'OUÏE, DE VUE OU DE LANGAGE ÉCRIT OU VERBAL, D'UNE CRAINTE DE NE POUVOIR ÊTRE CAPABLE DE COMMUNIQUER EFFICACEMENT, OU SI VOUS-MÊME AVEZ UNE PRÉOCCUPATION AU SUJET DE L'INTERVIEWÉ.**

**INVITATION**

Selon vos réponses, votre profil semble correspondre à ce que nous recherchons. J'aimerais vous inviter à participer à un groupe de discussion que nous organisons à **[INSÉRER L'HEURE]** le **[INSÉRER LA DATE]**. Comme vous le savez peut-être, les groupes de discussion servent à recueillir des renseignements sur un sujet précis. Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit de diverses questions

importantes pour l'ensemble du pays. Environ 10 personnes participeront à la discussion, qui sera très informelle. Les renseignements qui sont partagés par les participants lors des groupes de discussion demeureront anonymes et confidentiels.

19. La discussion durera deux heures; elle débutera à [HEURE] et se terminera à [HEURE]. Des rafraîchissements seront servis et vous recevrez 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Aimeriez-vous y participer?

Oui ..... 1

Non ..... 2

**REMERCIER ET TERMINER**

**L'ENTREVUE**

20. La discussion à laquelle vous participerez sera enregistrée en format audio et vidéo aux fins d'une utilisation par l'équipe de recherche uniquement. Soyez assuré que vos commentaires et réponses demeureront strictement confidentiels. Êtes-vous à l'aise avec le fait que la discussion soit enregistrée?

Oui ..... 1

Non ..... 2

**REMERCIER ET TERMINER**

**L'ENTREVUE**

21. Les participants devront lire des textes et écrire des réponses par eux-mêmes pendant la discussion de groupe. Sera-t-il possible pour vous de prendre part à ces activités en [français/anglais – selon l'endroit] sans aide?

Oui ..... 1

Non ..... 2

**REMERCIER ET TERMINER**

**L'ENTREVUE**

22. **[SI UNE SALLE DE GROUPE DE DISCUSSION EST UTILISÉE]** La discussion aura lieu dans une pièce dotée d'un miroir sans tain (qui permet de voir d'un seul côté).

**[SI UNE SALLE DE RÉUNION D'UN HÔTEL EST UTILISÉE]** La discussion aura lieu dans une salle équipée d'une caméra à circuit fermé reliées à un téléviseur dans une salle adjacente.

**[TOUS]** Des employés du gouvernement du Canada pourront ainsi observer la discussion sans la déranger. Votre participation sera anonyme et seul votre prénom sera communiqué à ces personnes. Est-ce que cela vous convient?

Oui ..... 1

Non ..... 2

**REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

Dans le cadre de nos mesures de contrôle de la qualité, nous demandons à tous les participants du groupe de discussion de se munir d'une pièce d'identité, avec photo si possible. Vous devrez peut-être présenter votre pièce d'identité.

Puisqu'il s'agit de petits groupes, l'absence d'une seule personne peut nuire au bon fonctionnement de la discussion. C'est pourquoi je vous demande, si vous avez décidé de participer, de faire tout votre possible pour y assister. Si jamais vous étiez dans l'impossibilité de participer, veuillez communiquer avec \_\_\_\_\_ (appel à frais virés) au \_\_\_\_\_ dès que possible afin que nous puissions trouver un autre participant pour vous remplacer.

Aussi, nous vous prions d'arriver 15 minutes avant l'heure de début. **La discussion commencera à [HEURE] précises.** Si vous arrivez après **[HEURE]**, vous ne pourrez PAS prendre part à la discussion et vous ne recevrez PAS la récompense de 100 \$.

N'oubliez pas vos lunettes de lecture ainsi que tout ce dont vous pourriez avoir besoin pour lire ou pour participer à la discussion.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous témoignez à notre étude. Nous avons hâte de vous rencontrer et de connaître vos pensées et votre opinion.

#### **AVIS AUX RECRUTEURS**

1. Recruter **12** participants par groupe.
2. VÉRIFIER LES QUOTAS.
3. S'assurer que chaque participant a de bonnes habiletés d'expression orale et écrite (dans le doute, **NE PAS INVITER**).
4. Ne pas inscrire les noms sur la feuille de profils à moins d'avoir obtenu un engagement ferme.
5. Confirmer la date, l'heure et l'endroit avant de raccrocher.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants l'heure de début et de fin de la discussion.

#### **CONFIRMATION**

1. Confirmer en début de journée, la veille de la discussion.
2. Vérifier les questions d'admissibilité
3. Confirmer en personne – ne pas laisser de message.
4. Confirmer l'heure et l'endroit (demander aux participants s'ils connaissent l'endroit).
5. Rappeler aux participants d'apporter des lunettes de lecture si nécessaire.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants d'apporter leurs pièces d'identité.

**QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT FINAL**

Nom : \_\_\_\_\_

Tél. (résidence) : \_\_\_\_\_ Tél. (travail) : \_\_\_\_\_ Tél. (cellulaire) : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Groupe 1 2 3 4 5 6 7 8

**GROUPES DE DISCUSSION :****Barrie, ON (ANGLAIS)****Date :** Lundi 4 mars 2019**Heure :** Groupe 25 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 26 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **Holiday Inn Barrie Hotel**  
20 rue Fairview**Winnipeg, MB (ANGLAIS)****Date :** Mercredi 13 mars 2019**Heure :** Groupe 27 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 28 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **NRG Research**  
213 avenue Notre Dame  
Bureau 804**Kingston, ON (ANGLAIS)****Date :** Mercredi 20 mars 2019**Heure :** Groupe 29 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 30 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **Holiday Inn Kingston Waterfront**  
2 Princess Street**Victoria, C.-B. (ANGLAIS)****Date :** Jeudi 21 mars 2019**Time :** Groupe 31 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 32 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **R.A. Malatest & Associates**  
858 avenue Pandora**Halifax, N.-É. (ANGLAIS)****Date :** Lundi 25 mars 2019**Heure :** Groupe 33 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 34 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **CRA Halifax**  
7071 rue Bayers  
bureau 5001 (5<sup>e</sup> étage)**Laval, QC (FRANÇAIS)****Date :** Lundi 25 mars 2019**Heure :** Groupe 35 : 17h30 – difficulté à payer/arrivez tout juste  
Groupe 36 : 20h00 – réussissez/à l'aise financièrement**Endroit :** **AdHoc Research**  
400 de Maisonneuve Ouest  
bureau 1200**SOMMAIRE DES EXIGENCES**

- Pour Barrie, Halifax, Kingston, Winnipeg, Victoria et Laval, un groupe avec ceux qui ont de la difficulté à payer et qui arrive tout juste financièrement et un groupe avec ceux qui réussissent à mettre un peu d'argent de côté ou qui êtes à l'aise financièrement
- Tous sont des citoyens canadiens entre 18 et 74 ans (mélange d'âges selon les quotas)
- Tous habitent dans leur marché respectif depuis au moins 2 ans
- Mélange de parents d'enfants de 18 ans ou moins à la maison et de non-parents (4-6 avec enfants et 4-6 sans enfants).
- Ne doit pas personnellement, ou avoir quelqu'un du foyer qui travaille ou est à la retraite d'une industrie identifiée.
- Mélange d'occupation, d'éducation et de revenu du ménage.
- Max 6 personnes par groupe qui ont déjà participé à des groupes de discussion.
- Ne doivent pas avoir pris part à un groupe de discussion au cours des six derniers mois.
- Ne doit pas avoir pris part à 5 groupes de discussion ou plus au cours des 5 dernières années.
- Capacité à participer à des exercices écrits ou visuels en anglais ou en français (selon l'endroit)
- Recruter 12 personnes par groupe
- Récompense : 100 \$

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_ et je travaille pour Corporate Research Associates, une société d'étude de marché, et je vous appelle aujourd'hui au nom du gouvernement du Canada. Nous menons actuellement une série de discussions en petits groupes et nous sommes à la recherche de personnes âgées d'au moins 18 ans ou plus qui désireraient y participer. Seriez-vous intéressé ou y a-t-il quelqu'un d'autre à qui je pourrais parler? **RÉPÉTER L'INTRODUCTION SI NÉCESSAIRE**

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? Would you prefer that I continue in English or in French? **[SI ANGLAIS, POURSUIVEZ EN ANGLAIS OU ORGANISEZ UN RAPPEL AVEC UN INTERVIEWEUR ANGLOPHONE : We will call you back in order to give this interview in English. Thank you. Goodbye.]**

L'objectif des petits groupes de discussion est d'explorer diverses questions importantes pour l'ensemble du pays. Ces groupes de discussion auront lieu le **<DATE>**, seront d'une durée de deux heures, et les participants recevront 100 \$ en guise de remerciement pour leur temps. Puis-je vous poser quelques petites questions maintenant pour vérifier si vous êtes admissible à participer à cette étude? Cela devrait prendre 6 ou 7 minutes.

Les renseignements que vous nous fournissez demeureront strictement confidentiels et vous avez toute liberté de refuser de participer en tout temps. Ceci n'est pas un appel de sollicitation. Merci.

**SI UNE RÉFÉRENCE EST REQUISE AFIN D'AUTHENTIFIER L'ÉTUDE, DONNER L'INFORMATION SUIVANTE : Isabelle Côté, Bureau du Conseil privé – Tél : 960-4031 / Courriel : Isabelle.Cote@pco-bcp.gc.ca**

**REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE AU MOMENT REQUIS DU QUESTIONNAIRE DE RECRUTEMENT : Malheureusement, nous ne serons pas en mesure de vous inclure dans cette étude. Nous avons déjà un nombre suffisant de participants possédant un profil semblable au vôtre. Je vous remercie du temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.**

### QUESTIONS DE QUALIFICATION

1. Est-ce que vous ou un membre de votre foyer travaillez présentement ou êtes à la retraite dans l'un des secteurs suivants : **LIRE LES RÉPONSES**

Marketing ou études de marché ..... 1  
 Relations publiques, communications, design graphique ou agence de création ..... 2  
 Publicité ou médias (télévision, radio, journaux) ..... 3  
 Parti politique ..... 4  
 Gouvernement fédéral ou provincial ..... 5

**SI LA RÉPONSE À L'UNE DES OPTIONS CI-DESSUS EST « OUI », REMERCIER LA PERSONNE ET TERMINER L'ENTREVUE**

2. Êtes-vous un citoyen canadien âgé d'au moins 18 ans qui habite habituellement dans la région de **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

Oui ..... 1 **CONTINUER**  
 Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

3. Depuis combien de temps vivez-vous à **[SPÉCIFIEZ LA COMMUNAUTÉ]**?

**RÉPONSE : \_\_\_\_\_ TERMINER SI MOINS DE 2 ANS**

4. Avez-vous déjà participé à une discussion de groupe ou à une entrevue approfondie pour laquelle vous avez été rémunéré?

Oui ..... 1 **CONTINUER – MAX 6 PARTICIPANTS PAR GROUPE**  
 Non ..... 2 **PASSEZ AUX QUESTIONS DE PROFILAGE**

5. Quand avez-vous participé à un groupe de discussion ou à une entrevue pour la dernière fois? \_\_\_\_\_

**SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À UN GROUPE DE DISCUSSION/UNE ENTREVUE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, LE REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE.**

6. À combien de groupes de discussion ou entrevues avez-vous participé au cours des cinq dernières années? \_\_\_\_\_

**SI LE RÉPONDANT A PARTICIPÉ À CINQ GROUPES DE DISCUSSION OU PLUS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LE REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE.**

### QUESTIONS DE PROFILAGE

7. Êtes-vous...

Une femme; ou ..... 1 **RECRUTER 6 PAR GROUPE**

Un homme ..... 2 **RECRUTER 6 PAR GROUPE**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Autre/refuse de répondre ..... 3 **DEMANDER AVEC QUEL GROUPE ILS S'ASSOCIENT**

8. Dans laquelle des catégories d'âge suivantes vous situez-vous? Arrêtez-moi lorsque j'arrive à votre âge. Avez-vous **[LIRE]**?

Moins de 18 ans ..... 1 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

De 18 à 24 ans ..... 2

De 25 à 34 ans ..... 3

De 35 à 44 ans ..... 4

De 45 à 54 ans ..... 5

De 55 à 64 ans ..... 6

De 65 à 74 ans ..... 7

75 ans ou plus ..... 8 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

Refuse de répondre ..... 9 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

**VOIR LES QUOTAS CI-DESSOUS**

### **QUOTAS PAR ÂGE:**

Groupes 25-36 : Recruter un minimum de 3 participants qui ont entre 18 et 34 ans; minimum 3 participants entre 35 et 54 ans et un maximum de 4 participants entre 55 et 74 ans

9. Avez-vous actuellement des enfants âgés de moins de 18 ans qui habitent avec vous?

- Oui ..... 1 **RECRUTER 4-6**  
 Non ..... 2 **RECRUTER 4-6**

10. Combien d'enfants de plus de 18 ans habitent dans votre maison?

- Un ..... 1  
 Plus d'un ..... 2

11. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

- |   |   |   |
|---|---|---|
| Moins que les études secondaires .....                              | 1 | } <b>VISER UNE COMBINAISON<br/>DANS CHAQUE GROUPE</b> |
| Études secondaires ou formation professionnelle non terminées ..... | 2 |   |
| Études secondaires terminées .....                                  | 3 |   |
| Études collégiales ou formation technique non terminées .....       | 4 |   |
| Études collégiales ou formation technique terminées .....           | 5 |   |
| Études universitaires non terminées.....                            | 6 |   |
| Études universitaires terminées.....                                | 7 |   |
- RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**
- Refus..... 8

12. Êtes-vous actuellement **[LIRE]**?

- |                              |   |                               |
|------------------------------|---|-------------------------------|
| Employé à temps plein .....  | 1 | } <b>MAXIMUM 3 PAR GROUPE</b> |
| Employé à temps partiel..... | 2 |                               |
| Travailleur autonome .....   | 3 |                               |
| Personne au foyer .....      | 4 |                               |
| Sans emploi .....            | 6 |                               |
| Un étudiant.....             | 7 |                               |

13. **[SI LE RÉPONDANT A UN EMPLOI, DEMANDER]** Quelle est votre profession actuelle? \_\_\_\_\_

**[SI LE RÉPONDANT EST À LA RETRAITE, DEMANDER]** Quelle était votre dernière profession? \_\_\_\_\_

**TERMINER L'ENTREVUE S'IL S'AGIT D'UN EMPLOI SEMBLABLE À CEUX DE LA QUESTION 1 -  
RECRUTER DES PERSONNES DE PROFESSIONS DIFFÉRENTES**

14. En ce qui concerne le coût de la vie et votre situation financière personnelle, diriez-vous que ...

- Vous avez de la difficulté à payer vos dépenses mensuelles .....1  
 Vous arrivez tout juste à payer vos dépenses, sans réussir à épargner.....2  
 Vous vous en sortez et vous réussissez à mettre un peu d'argent de côté .....3  
 Vous êtes à l'aise financièrement.....4  
 Ne sait pas/Refus.....5

**GROUPE 25, 27, 29, 31, 33, 35 : considérer ceux ayant répondu le code 1 ou 2**

**GROUPE 26, 28, 30, 32, 34, 36 : Considérer ceux ayant répondu le code 3 ou 4**

15. Parmi les fourchettes suivantes, laquelle représente mieux le revenu total de votre ménage avant impôts? C'est-à-dire, le revenu total combiné de toutes les personnes de votre foyer, avant impôts?

- Moins de 20 000 \$ ..... 1  
 20 000 \$ à un peu moins de 40 000 \$ ..... 2  
 40 000 \$ à un peu moins de 60 000 \$ ..... 3  
 60 000 \$ à un peu moins de 80 000 \$ ..... 4  
 80 000 \$ à un peu moins de 100 000 \$ ..... 5  
 100 000 \$ à un peu moins de 150 000 \$ ..... 6  
 150 000 \$ et plus ..... 7

**Assurer une bonne variété :**

**Recruter 2 personnes de moins de 40 000 \$.**

**Recruter 3 personnes de 40 000 \$ à 80 000 \$.**

**Recruter 5 personnes de plus de 80 000 \$.**

**RÉPONSE DONNÉE SPONTANÉMENT**

- Ne sait pas/refus ..... 8

## INVITATION

Selon vos réponses, votre profil semble correspondre à ce que nous recherchons. J'aimerais vous inviter à participer à un groupe de discussion que nous organisons à **[INSÉRER L'HEURE]** le **[INSÉRER LA DATE]**. Comme vous le savez peut-être, les groupes de discussion servent à recueillir des renseignements sur un sujet précis. Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit de diverses questions importantes pour l'ensemble du pays. Environ 10 personnes participeront à la discussion, qui sera très informelle. Les renseignements qui sont partagés par les participants lors des groupes de discussion demeureront anonymes et confidentiels.

16. La discussion durera deux heures; elle débutera à **[HEURE]** et se terminera à **[HEURE]**. Des rafraîchissements seront servis et vous recevrez 100 \$ en guise de remerciement pour votre temps. Aimeriez-vous y participer?

Oui ..... 1

Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

17. La discussion à laquelle vous participerez sera enregistrée en format audio et vidéo aux fins d'une utilisation par l'équipe de recherche uniquement. Soyez assuré que vos commentaires et réponses demeureront strictement confidentiels. Êtes-vous à l'aise avec le fait que la discussion soit enregistrée?

Oui ..... 1

Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

18. Les participants devront lire des textes et écrire des réponses par eux-mêmes pendant la discussion de groupe. Sera-t-il possible pour vous de prendre part à ces activités en **[français/anglais – selon l'endroit]** sans aide?

Oui ..... 1

Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

19. **[SI UNE SALLE DE GROUPE DE DISCUSSION EST UTILISÉE]** La discussion aura lieu dans une pièce dotée d'un miroir sans tain (qui permet de voir d'un seul côté).

**[SI UNE SALLE DE RÉUNION D'UN HÔTEL EST UTILISÉE]** La discussion aura lieu dans une salle équipée d'une caméra à circuit fermé reliées à un téléviseur dans une salle adjacente.

**[TOUS]** Des employés du gouvernement du Canada pourront ainsi observer la discussion sans la déranger. Votre participation sera anonyme et seul votre prénom sera communiqué à ces personnes. Est-ce que cela vous convient?

Oui ..... 1

Non ..... 2 **REMERCIER ET TERMINER L'ENTREVUE**

Dans le cadre de nos mesures de contrôle de la qualité, nous demandons à tous les participants du groupe de discussion de se munir d'une pièce d'identité, avec photo si possible. Vous devrez peut-être présenter votre pièce d'identité.

Puisqu'il s'agit de petits groupes, l'absence d'une seule personne peut nuire au bon fonctionnement de la discussion. C'est pourquoi je vous demande, si vous avez décidé de participer, de faire tout votre possible pour y assister. Si jamais vous étiez dans l'impossibilité de participer, veuillez communiquer avec \_\_\_\_\_ (appel à frais virés) au \_\_\_\_\_ dès que possible afin que nous puissions trouver un autre participant pour vous remplacer.

Aussi, nous vous prions d'arriver 15 minutes avant l'heure de début. **La discussion commencera à [HEURE] précises.** Si vous arrivez après **[HEURE]**, vous ne pourrez PAS prendre part à la discussion et vous ne recevrez PAS la récompense de 100 \$.

N'oubliez pas vos lunettes de lecture ainsi que tout ce dont vous pourriez avoir besoin pour lire ou pour participer à la discussion.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous témoignez à notre étude. Nous avons hâte de vous rencontrer et de connaître vos pensées et votre opinion.

#### **AVIS AUX RECRUTEURS**

1. Recruter **12** participants par groupe.
2. **VÉRIFIER LES QUOTAS.**
3. S'assurer que chaque participant a de bonnes habiletés d'expression orale et écrite (dans le doute, **NE PAS INVITER**).
4. Ne pas inscrire les noms sur la feuille de profils à moins d'avoir obtenu un engagement ferme.
5. Confirmer la date, l'heure et l'endroit avant de raccrocher.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants l'heure de début et de fin de la discussion.

#### **CONFIRMATION**

1. Confirmer en début de journée, la veille de la discussion.
2. Vérifier les questions d'admissibilité
3. Confirmer en personne – ne pas laisser de message.
4. Confirmer l'heure et l'endroit (demander aux participants s'ils connaissent l'endroit).
5. Rappeler aux participants d'apporter des lunettes de lecture si nécessaire.
6. Demander aux participants d'arriver 15 minutes à l'avance.
7. Rappeler aux participants d'apporter leurs pièces d'identité.

**Annexe B:**  
**Guide de l'animateur**

## Guide de l'animateur – Mars 2019

Groupes de discussion – Hiver 2019 – Troisième Cycle

### Introduction

10 minutes

- **Accueil** : Présentez-vous, la société d'étude ainsi que votre rôle à titre d'animateur (respectez le temps alloué et le sujet de discussion).
  - **Commanditaires** : Groupes au nom du gouvernement du Canada.
  - **Durée** : La discussion devrait durer environ 2 heures; si nécessaire, vous pouvez sortir pendant la séance.
- Votre rôle** : Faire part de votre opinion en toute honnêteté; aucune préparation n'est requise puisqu'il ne s'agit pas d'une vérification de vos connaissances.
- **Procédé** : Toutes les opinions sont importantes; nous cherchons à comprendre l'opinion des minorités/de la majorité; parlez chacun votre tour; nous désirons obtenir les commentaires de tous.
  - **Logistique** : Enregistrement audio/vidéo en vue des rapports; observation représentant le gouvernement (miroir/transmission vidéo).
  - **Confidentialité** : Les commentaires resteront anonymes; aucun nom ne figurera dans les rapports; vos réponses n'auront aucune incidence sur vos relations avec le gouvernement du Canada; une fois finalisé, le rapport sera accessible dans la Bibliothèque du Parlement ou par Archives Canada.
  - **Présentation des participants** : Prénom, personnes avec qui ils vivent (et leur lien avec elles) et passe-temps favori.

### Nouvelles du gouvernement du Canada (tous les endroits)

5 minutes

Pour commencer...

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dernièrement?

### Environnement

30-40 minutes

(Barrie; Winnipeg)

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'environnement dernièrement?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose à propos d'un enjeu qui touchait à la fois le gouvernement du Canada et l'environnement?

### SEULEMENT À BARRIE :

**Exercice** : J'ai un document à vous distribuer dans lequel on énonce plusieurs choses sur lesquels le gouvernement du Canada travaille ainsi que des mesures qu'il pourrait prendre pour le bien de l'environnement. Je vous demanderais d'encercler les trois points les plus importants selon vous.

Lorsque vous aurez terminé avec votre sélection, veuillez placer un 'X' à côté des choses qui selon vous ne devrait PAS être faites par le gouvernement, ou celles avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord.

- Avant de passer en revue les points que vous avez sélectionnés, y a-t-il dans le document des points dont le gouvernement ne devrait **pas** s'occuper, des points avec lesquels vous n'êtes pas d'accord? Pourquoi?
- Quels sont les plus importants selon vous (ceux que vous avez sélectionnés)? Pourquoi?

- Manque-t-il quelque chose dans cette liste?

#### **DANS TOUS LES LIEUX :**

---

- Avez-vous déjà entendu parler du plan du gouvernement du Canada de fixer un prix à la pollution?  
**VOTE À MAIN LEVÉE**
- **SI OUI :** Qu'avez-vous entendu récemment?

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention de fixer un prix à la pollution à l'échelle du pays. Chaque province devait établir ses propres plans avant la fin 2018.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il fixera un prix à la pollution pour les quatre provinces qui n'ont pas de système en place, à savoir l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick.

Dans le cadre de ce système, les particuliers et les entreprises devront payer un certain montant calculé en fonction des émissions de carbone qu'ils produisent. Tous les revenus ainsi obtenus en Ontario resteront en Ontario : 90 % seront remis directement aux résidents sous la forme de mesures incitatives, ce qui permettra à chaque foyer d'obtenir en moyenne 300 \$. 10 % seront remis aux petites entreprises, aux hôpitaux et aux écoles.

#### **CONTEXTE POUR L'ANIMATEUR :**

- Le système fédéral de fixation de prix à la pollution par le gaz carbonique fixe un prix par tonne d'équivalent de dioxyde de carbone produite. Il est composé de deux parties :
  - un système d'échange pour les grandes industries, le « système de tarification fondé sur le rendement »;
  - une redevance sur les combustibles fossiles.
- Bien que le prix de la pollution ne sera pas directement facturé aux particuliers, le gouvernement s'attend à ce que certains des coûts leur soient transférés de différentes façons, par exemple l'augmentation du prix du chauffage ou de l'électricité.
- Pour la plupart des familles dans ces quatre provinces, l'Incitatif qu'elles recevront sera supérieur au coût qu'elles paient pour la pollution.

- Comprenez-vous bien comment ce système de prix de la pollution fonctionnera? **VOTE À MAIN LEVÉE**
- Comment expliqueriez-vous ce plan?
- Quelles sont les parties du plan que vous comprenez bien?
- Quelles en sont les parties que vous ne comprenez pas?
- Aviez-vous déjà entendu que vous alliez recevoir l'Incitatif à agir pour le climat au début de cette année?
- Huit familles sur 10 vont recevoir un paiement supérieur à ce qu'elles ont payé pour la pollution. En sachant cela, changez-vous d'avis à propos du programme?

#### **SEULEMENT À BARRIE :**

---

- Pensez-vous que le Canada devrait jouer un rôle de chef de file à l'échelle internationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques? **VOTE À MAIN LEVÉE**

- **SI OUI** : À quel point est-il important selon vous que le Canada joue un rôle de chef de file? Pourquoi dites-vous cela?
- **SI NON** : Pourquoi le Canada ne devrait-il pas jouer un rôle de chef de file selon vous?
- Le Canada est un vaste pays qui connaît d'importantes variations causées par le climat et la météo. Parmi vous, y en a-t-il qui ont remarqué récemment ou il y a un certain temps des changements touchant la météo ou le climat à l'échelle locale?
- **SI OUI** : Qu'avez-vous remarqué?
- Ces changements vous ont-ils affecté? Si oui, de quelle façon?
- Quand on parle de pollution produite par personne, à quel rang le Canada se situe-t-il à l'échelle mondiale selon vous? En d'autres mots, pensez-vous que nous sommes l'un des plus grands pollueurs, plutôt dans la moyenne ou l'un des plus faibles pollueurs du monde?

### **CLARIFIER AU BESOIN :**

Puisque nous devons chauffer nos maisons en hiver, que nous avons une grande qualité de vie et que nous sommes nombreux à avoir une voiture, les Canadiens produisent en fait plus de pollution par personne que la plupart des autres peuples.

- Certaines personnes pensent que si le Canada souhaite vraiment réduire les émissions qu'il produit, la population va devoir apporter quelques changements à son mode de vie. Que pensez-vous de cet argument, vous semble-t-il valide? Pourquoi? Pourquoi pas?
- Certains de nos compatriotes sont déjà en train d'apporter des changements à leur mode de vie, tandis que d'autres ne le font pas. Et vous, où vous situez-vous? Avez-vous apporté des changements à votre mode de vie ou n'a-t-il pas changé depuis les 5 dernières années?
- **S'IL A CHANGÉ** : Qu'est-ce qui vous a motivé à y apporter des changements?
- **S'IL N'A PAS CHANGÉ** : Qu'est-ce qui vous décourage d'y apporter des changements?
- Qui influence votre opinion en matière de changements que vous devez apporter à votre mode de vie face aux changements climatiques? De quelle façon? Pourquoi? Pourquoi pas?

**Carrousels d'images de Service Canada  
(Joliette)**

**15 minutes**

Nous vous présentons trois options pour rafraîchir les images utilisées par Service Canada dans les carrousels (bannières). Ces écrans sont affichés dans les Centres Services Canada et les sites temporaires de Service Canada établis dans diverses communautés. Ils sont également affichés lors de foires à l'emploi et d'autres événements semblables partout au pays. Ils indiquent au public où se trouvent les représentants de Service Canada, afin qu'ils puissent répondre aux questions qui concernent les programmes et services du gouvernement du Canada et offrir leur aide.

**Remarque : Les trois options seront présentées en même temps afin de maximiser l'efficacité (15 minutes environ) et de permettre une analyse comparative.**

- Quelles sont vos premières impressions devant ces trois options? Y en a-t-il une que vous préférez? Pourquoi? **VOTE À MAIN LEVÉE**

**Poser les questions suivantes après avoir accordé 1 à 2 minutes aux participants pour examiner davantage les options.**

- Après avoir examiné les options d'un peu plus près, laquelle préférez-vous? **VOTE À MAIN LEVÉE**  
Passée la première impression, choisiriez-vous autre chose? Pourquoi?
- D'après vous, quelle option reflète le mieux les valeurs de Service Canada? **VOTE À MAIN LEVÉE**  
Laquelle associez-vous le plus à Service Canada? Pourquoi?
- Y a-t-il quelque chose en particulier qui vous déplaît dans ces options? Pourquoi?
- Pensez-vous que l'utilisation d'icônes dans la deuxième et la troisième option convienne?
  - Y a-t-il des icônes qui vous plaisent tout particulièrement?
  - Y a-t-il des icônes qui vous semblent inappropriées?
- Quelle formulation préférez-vous : « Au service des gens », « Ici pour vous » ou rien du tout? Pourquoi?
- Quelle adresse URL préférez-vous voir sur les images : Canada.ca ou Canada.ca/servicecanada?  
Pourquoi?

**Enjeux locaux  
(Victoria; Joliette)**

**30 minutes**

- Quels sont les enjeux locaux les plus importants à (**INSÉRER LA VILLE**)? **INSCRIVEZ LES RÉPONSES AU TABLEAU BLANC**
  - **POUR CHAQUE ENJEUX** : Pourquoi est-ce important? Qu'est-ce qui doit être fait à ce sujet?  
**QUESTIONNEZ AFIN DE SAVOIR SI LES AUTRES PENSENT QUE C'EST IMPORTANT**
- De quoi **VILLE** a-t-elle besoin en matière d'infrastructures?
  - Quels sont les principaux problèmes et préoccupations? Y a-t-il quoi que ce soit qui doit être fait?
- Lorsque vous songez à tout ce que le gouvernement fédéral a réalisé au cours de la dernière année, qu'est-ce qui aura selon vous l'effet le plus positif sur **VILLE**, s'il y a lieu?
- À votre avis, le gouvernement fédéral a-t-il fait quoi que ce soit qui aura eu un effet négatif sur **VILLE**?
- Quelle industrie est la plus importante pour l'économie de votre région?
  - Et pensez-vous que le gouvernement fédéral a appuyé cette industrie récemment? Pourquoi?

**Exercice** : Voici une feuille sur laquelle figurent divers éléments. Je vous invite à cocher tous ceux qui, selon vous, constituent une préoccupation majeure dans votre collectivité. Maintenant, encerclez les 2 ou 3 qui vous préoccupent le plus.

- Manquait-il quoi que ce soit dans cette liste?

**DISCUTER DE QUELQUES ENJEUX QUI ONT ÉTÉ ENCERCLÉS :**

- Quel est le problème exactement? Pourquoi est-ce un problème?
- S'agit-il d'une situation qui s'est détériorée au cours des dernières années ou d'un problème qui a toujours existé?

- Si vous songez à tous les enjeux et défis dont nous avons parlé aujourd'hui, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour générer les retombées les plus positives pour votre ville?
- Quelle action aurait l'effet le plus positif sur vous personnellement?

### Tourisme

10 minutes

(Barrie; Winnipeg; Joliette)

- Quelqu'un est-il familier avec la location d'hébergement temporaire ou de vacance faite par le biais de plateforme en ligne? **QUESTIONNEZ AU BESOIN** : AirBNB, VRBO, Home Away **VOTE À MAIN LEVÉE**
- Expliquez-le-moi comme si j'étais quelqu'un qui n'en avait jamais entendu parler.
- L'avez-vous utilisé? Que pensez-vous de ce service?
- **QUESTIONNEZ** : Certaines personnes craignent que ce genre de logement locatif représente un défi pour les entreprises d'hébergement comme les hôtels. Est-ce une préoccupation que vous partagez?
- À l'heure actuelle, la TPS-TVH ne s'applique pas aux hébergements locatifs effectués sur des plateformes en ligne telles que AirBNB, de la même façon que cela se fait pour le secteur des hôtels traditionnels / BnB. Pensez-vous qu'ils devraient être obligés de le faire?
- **QUESTIONNEZ** : Pourquoi? Pourquoi pas?

### Formation professionnelle

25 minutes

(Barrie; Winnipeg; Joliette)

Je veux parler des gens qui suivent une formation pour augmenter leurs compétences lorsqu'ils sont sur le marché du travail. Je pense à une personne qui détient déjà un diplôme ou un certificat dans son domaine, mais continue de suivre des cours ou de la formation.

- Comment appelle-t-on cela ? Quelle est l'expression qu'on utilise ?
- **EXPLORER** : L'éducation permanente ? L'éducation continue? Le développement de compétences ? Le développement professionnel ? L'augmentation des compétences?
- Dans quelle mesure estimez-vous que les travailleurs canadiens doivent augmenter leurs compétences davantage qu'auparavant ?
- Pensez-vous pouvoir « augmenter vos compétences » autant que vous voulez ou que de besoin ou y a-t-il des obstacles – au travail ou à la maison – qui vous en empêchent ?
- Quels sont les obstacles ? **EXPLORER** : manque de temps/d'adaptabilité, obstacles financiers, etc.
- Si vous décidiez de suivre une formation, que penseriez-vous d'un programme du gouvernement fédéral dans lequel, si vous dépensiez 200 \$ en formation, le gouvernement fournirait également 200 \$ pour couvrir les coûts de formation globaux de 400 \$?
- Et si le gouvernement fournissait également un moyen, peut-être par le biais du système d'assurance-emploi, de vous fournir un financement pour couvrir vos frais de subsistance pendant les jours où vous prendriez congé du travail pour poursuivre une formation et que votre travail serait protégé?
- Et si le programme du gouvernement était conçu de manière « ouverte », c'est-à-dire que vous pourriez choisir le type de formation que vous voulez (non pas le gouvernement ni l'employeur, mais vous). Vous pourriez même acquérir les compétences nécessaires pour changer de carrière – qu'en pensez-vous ?

**Exercice** : Je vais vous distribuer une feuille de travail avec six noms potentiels pour identifier un programme comme celui-ci. Évidemment vous ne connaissez pas tous les détails, mais j'aimerais que vous encercliez le nom qui vous incite le plus à vouloir en apprendre davantage à propos de ce programme.

- **POUR CHACUN** : Combien d'entre vous avez choisi ce nom?
- **SI SÉLECTIONNÉ** : Pourquoi; qu'aimez-vous de celui-ci?
- **S'IL N'EST PAS CHOISI** : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisi? **QUESTIONNEZ**: Ne l'aime pas ou il porte à confusion
- Avez-vous d'autres suggestions de nom qui ne sont pas inclus ici? Ou des variations de ces noms qui ferait plus de sens pour vous (c'est-à-dire mélanger la première partie et la dernière partie de deux différents noms sur la feuille)?

### Logement

20 minutes

(Barrie; Winnipeg; Joliette)

Passons à la question du logement.

- Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus par rapport au logement dans cette ville ?
- **EXPLORER** : Logement abordable ? Pouvoir vivre dans un quartier sûr près de votre travail ?
- Est-il important d'être propriétaire plutôt que de louer votre logement ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?
- Si vous cherchiez maintenant à acheter votre première maison, seriez-vous disposé à contracter un prêt hypothécaire et à effectuer les paiements dans l'environnement actuel ?
- Pensez-vous que le gouvernement devrait soutenir les particuliers qui veulent acheter une maison, peut-être par un financement supplémentaire ou le financement d'un acompte ?
- Que penseriez-vous d'un plan dans lequel ceux qui achètent leur première maison pourraient demander à un organisme gouvernemental de partager une petite partie des capitaux de leur maison afin de réduire le coût d'un versement initial?

**Exercice** : Je vais vous donner une feuille de travail avec 5 noms possibles pour savoir comment un programme comme celui-ci pourrait être appelé. Évidemment, vous ne connaissez pas tous les détails, mais je veux que vous entouriez le nom qui vous inciterait à en savoir plus sur ce programme.

- **POUR CHACUN** : Combien d'entre vous avez choisi ce nom?
- **SI SÉLECTIONNÉ** : Pourquoi; qu'aimez-vous de celui-ci?
- **S'IL N'EST PAS CHOISI** : Pourquoi ne l'avez-vous pas choisi? **QUESTIONNEZ**: Ne l'aime pas ou il porte à confusion
- Avez-vous d'autres suggestions de nom qui ne sont pas inclus ici? Ou des variations de ces noms qui ferait plus de sens pour vous?

**Budget****45 minutes****(Kingston; Victoria; Halifax; Laval)**

- Quelqu'un a-t-il entendu parler du budget fédéral?
  - Si OUI, APPROFONDIR :
    - Qu'avez-vous entendu?
    - Où en avez-vous entendu parler?
      - DEMANDER AU BESOIN : Téléjournal, journaux, message d'un ami FB, etc.
- Selon vous, quel est le thème ou l'axe général du budget?
- Quelles initiatives particulières contient-il?
- Y a-t-il quelque chose qui vous plait là-dedans?
- Quelque chose qui ne vous plait pas?
  - SI OUI, APPROFONDIR : Qu'en pensent les autres (POINTS MENTIONNÉS)?
- Quelle est votre première impression du budget?

**Exercice :** Je vais vous remettre un document contenant la liste de certaines des initiatives prévues dans le budget. Il ne s'agit que de quelques initiatives, la liste ne couvre pas tout le budget. Nous y reviendrons plus en détail dans un instant, mais j'aimerais avoir votre réaction sur les résumés ci-dessous, même si vous n'en connaissez pas encore les détails.

Lors de cet exercice, je vais vous demander de faire trois choses :

1. Veuillez attribuer à chaque initiative un pouce en l'air ou un pouce en bas.
2. Encerclez ensuite ce que vous considérez comme les deux ou trois meilleures initiatives de cette liste.
3. Enfin, j'aimerais que vous cochiez les initiatives qui, selon vous, auront une incidence personnellement sur vous ou votre famille.

**PASSER EN REVUE CHAQUE ÉLÉMENT INDIVIDUELLEMENT :**

- Ceux qui ont encerclé celui-ci, pourquoi vous plait-il?
  - Ceux à qui il ne plait pas, dites pourquoi? (Si personne n'a dit que cela ne lui plait pas, demander alors les éléments négatifs qu'on pourrait y voir).
  - Donnez-moi quelques exemples de la façon dont ces initiatives pourraient avoir une incidence sur votre vie ou sur celle des gens que vous connaissez.

**ANIMATEUR : PRENEZ UN VOTE À MAIN LEVÉES POUR LES POUCES EN HAUT/EN BAS POUR LES ITEMS 3, 5 ET 11 COMME ILS SERONT DISCUTÉS PLUS EN PROFONDEUR PAR LA SUITE**

	Vous aimez/encerclez	Vous n'aimez pas	Un impact sur vous?
1. Créer 84 000 nouveaux stages d'étudiants pour donner une expérience de travail aux jeunes.			
2. Élaborer la première stratégie nationale au Canada pour affronter la démence afin d'aider les personnes atteintes et leurs soignants.			
3. Créer l'Allocation canadienne pour la formation, qui donne aux gens 1 000 \$ tous les quatre ans pour les aider à couvrir le coût de la formation professionnelle et			

leur permettre de prendre congé pour suivre des cours.			
4. Mettre sur pied l'Agence canadienne des médicaments qui achètera les médicaments en vrac, afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance.			
5. Créer un incitatif pour l'achat d'une première propriété, afin de rendre plus abordable l'acquisition d'une première maison.			
6. Doubler les fonds d'infrastructure versés aux municipalités cette année afin d'améliorer les routes, le transport en commun, les centres communautaires et les projets d'infrastructure.			
7. Assurer l'accès à l'Internet haute vitesse à large bande pour tous les foyers du Canada d'ici 2030.			
8. Mettre en place un régime national d'assurance-médicaments.			
9. Augmenter l'exemption au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui travaillent à temps partiel, de sorte que leurs prestations ne soient pas réduites.			
10. Investir dans des programmes pour garantir la pureté de l'eau et améliorer la santé et l'éducation dans les réserves des Premières nations.			
11. Limiter les avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions pour les personnes les plus fortunées dans les entreprises solidement établies.			
12. Baisser le taux d'intérêt sur les prêts étudiants.			
13. Financer la sécurité des groupes victimes de crimes haineux et la stratégie de lutte contre le racisme			

J'aimerais prendre un peu plus de temps pour discuter de trois des éléments dans cette liste.

## LOGEMENT

Le gouvernement a créé l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. En vertu de ce programme, vous pouvez obtenir un prêt sans intérêt de la SCHL pour couvrir 5 % du coût de votre première maison, ou 10 % s'il s'agit d'une nouvelle construction, afin d'encourager les promoteurs à construire plus de maisons. Cela signifie que les acheteurs d'une première propriété n'auraient pas besoin d'un prêt hypothécaire aussi important, ce qui réduirait leurs paiements. À titre d'exemple, pour une maison de 500 000 \$, les versements hypothécaires mensuels pourraient se trouver réduits de plus de 225 \$ par mois. Lorsque vous vendrez votre maison, la SCHL récupèrera 5 % du prix de vente de la maison, à titre de remboursement de ce prêt.

- Que pensez-vous de ce programme?
- Permettra-t-il aux jeunes d'acheter une première maison plus facilement?

- Si vous ne possédez pas de maison, est-ce une initiative que vous utiliseriez?
  - Si vous êtes déjà propriétaire, est-ce que cela vous concernera?

### COMPÉTENCES

Le gouvernement a mis en place l'Allocation canadienne pour la formation. Elle offre à chaque travailleur canadien âgé de 25 à 64 ans un solde de crédit de 250 \$ par année qu'il peut accumuler et utiliser pour la formation professionnelle ou l'éducation permanente. Le gouvernement exigerait également que les employeurs laissent les employés prendre jusqu'à quatre semaines de congé tous les quatre ans, en percevant l'assurance-emploi, pour profiter de ces programmes s'ils le souhaitent. Considérez cela comme une version du congé parental, mais pour la formation professionnelle.

À titre d'exemple, dans quatre ans, vous pourriez prendre quatre semaines de congé pour suivre un cours afin d'acquérir de nouvelles compétences, et le gouvernement vous verserait des prestations d'assurance-emploi pendant que vous ne travaillez pas, et vous fournirait 1 000 \$ sur le coût de ces cours. Il serait possible de s'en servir pour acquérir des compétences afin mieux faire son travail actuel et d'obtenir une promotion au sein de son entreprise, ou pour acquérir de nouvelles compétences si on estime qu'il faut changer de secteur.

- Que pensez-vous de ce programme?
- Seriez-vous enclins à l'utiliser?
  - Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quel genre de retombées pensez-vous que cela aura sur les propriétaires de petites entreprises?

### OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Comme vous le savez peut-être, les options d'achat d'actions des employés leur donnent le droit d'acquérir les actions de leur entreprise à titre de rémunération. Nombre de petites entreprises en démarrage s'en servent comme moyen d'attirer et de retenir les talents. Les options d'achat d'actions des employés sont imposées à la moitié du taux des autres formes de revenu

Dans le budget, le gouvernement a annoncé une imposition de ces options d'achat d'actions au taux normal. Toutefois, une exemption est prévue pour les entreprises en démarrage et pour les particuliers qui détiennent moins de 200 000 \$ en options d'achat d'actions. Ainsi, la nouvelle retenue d'impôt sur les options d'achat d'actions ne s'appliquerait qu'aux sociétés établies dont les options d'achat annuelles dépassent 200 000 \$. De cette manière, les entreprises en démarrage pourraient encore utiliser des options d'achat d'actions pour attirer des talents, et les sociétés pourraient toujours offrir ces options aux employés dont les salaires sont moins élevés comme un avantage. Mais les grandes options d'achat d'actions pour les PDG seraient imposées au même taux que le salaire.

**INFORMATION CONTEXTUELLE SEULEMENT (NE PAS LIRE SAUF SI NÉCESSAIRE) :** Actuellement, 85 % de la valeur totale des options d'achat d'actions pour les employés au Canada sont versés à des particuliers qui gagnent plus de 500 000 \$ par année.

- Que pensez-vous de ce changement?
  - Qu'est-ce que vous aimez à propos de celui-ci?
  - Quelles sont vos préoccupations?

**Commerce****20 minutes****(Winnipeg; Kingston; Halifax; Laval)**

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du commerce international dernièrement?
  - Avez-vous vu, lu ou entendu récemment quelque chose concernant, à la fois, le gouvernement du Canada et le commerce?
- Avec quels pays le Canada fait-il les échanges commerciaux les plus importants, à votre avis?
- Le Canada a-t-il conclu des accords de libre-échange? Avec quels pays?
- À quoi pensez-vous lorsque vous entendez l'expression « diversification du commerce »?

**CLARIFIER SI NÉCESSAIRE :**

La diversification du commerce passe essentiellement par la signature d'accords commerciaux avec le plus grand nombre possible de pays ou de régions.

- Quels sont, d'après vous, les avantages et les inconvénients de la diversification du commerce?
  - Pensez-vous que la diversification du commerce profite à l'économie canadienne?
    - SI OUI, de quelle façon?
    - SI NON, qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que le gouvernement canadien devrait axer son action sur la diversification du commerce?
  - En matière de priorités du gouvernement fédéral, comment classeriez-vous la diversification du commerce? Pensez-vous qu'il devrait s'agir d'une priorité élevée, moyenne ou faible, ou que ce n'est pas du tout d'une priorité?
  - Que peut faire le gouvernement du Canada pour promouvoir la diversification du commerce?
    - Autrement dit, que peut faire le gouvernement du Canada pour offrir plus de débouchés aux exportateurs canadiens?

**Vision de l'énergie****20 minutes****(Kingston; Victoria; Halifax; Laval)**

Au cours des deux dernières années, le gouvernement du Canada a consulté les citoyens sur l'avenir énergétique qu'ils souhaitent pour notre pays. Aujourd'hui, le gouvernement travaille à l'élaboration d'une vision énergétique qui concorde avec ces commentaires. Elle comprendra cinq grands groupes d'initiatives :

- Amélioration de l'efficacité énergétique, comme les programmes d'incitatifs pour les propriétaires de maisons et la mise à niveau des codes du bâtiment.
- Transition du charbon ou du gaz vers l'énergie solaire/hydroélectrique/éolienne/nucléaire et augmentation du fonctionnement à l'électricité pour les véhicules, les maisons et l'industrie.
- Utilisation de plus de déchets provenant de l'agriculture et de la foresterie pour produire des carburants renouvelables comme le biodiésel.
- Production plus efficace de pétrole et de gaz, augmentation de l'utilisation de l'électricité et adoption des technologies propres comme le captage et le stockage du carbone.
- Attraction des investissements pour accroître la capacité de production d'électricité propre et construire des pipelines pour acheminer nos ressources vers des marchés à l'extérieur des États-Unis, afin de diversifier nos exportations.

**Exercice** : Le gouvernement a tenté de traduire ces idées sous forme graphique, à l'aide de mots et d'images. Nous aimerions connaître votre réaction à ces cinq concepts (l'animateur distribue des copies des cinq concepts à chacun des participants).

En passant en revue les cinq concepts, veuillez faire les choses suivantes :

- Inscrivez un « 1 » pour votre premier choix – celui qui fonctionne le mieux
- Inscrivez un « 2 » pour votre deuxième choix
- Inscrivez un « x » sur celui que vous aimez le moins (votre cinquième choix)
- Inscrivez un « m » sur celui qui est le plus mémorable (cela pourrait être le même que votre premier ou deuxième choix ou un autre choix)
- Encerclez tous ce qui n'est pas clair ou porte à confusion, sur l'un ou l'autre des concepts

- Lequel explique le mieux l'initiative? Lequel est le moins clair?
- Lequel est le plus mémorable?
- Quelles photos vous inspirent de l'espoir pour l'avenir énergétique du Canada?
- Quels mots ont le plus d'écho? Y a-t-il des mots ou des phrases qui ne vous sont pas familiers ou que vous trouvez déroutants?

### **Remerciements et clôture**

Notre discussion est maintenant terminée. Au nom du gouvernement du Canada, je vous remercie de nous avoir accordé votre temps et de nous avoir fait part de vos commentaires.

## Feuille d'exercices

### Exercice – L'environnement

Bâtir plus de 1 000 projets de transport en commun (trains légers sur rail, autobus, stations, gares, métro, etc.) pour aider les Canadiens et Canadiennes dans leurs déplacements

Doubler la quantité de zones naturelles protégées au pays

Encourager les nouvelles occasions d'affaires et créer des emplois dans les industries de demain

Financer de nouvelles bornes pour recharger les véhicules électriques

Aider les collectivités et les familles à s'adapter aux climats extrêmes

Aider les familles et les entreprises à économiser de l'argent grâce à l'efficacité énergétique

Améliorer l'efficacité énergétique dans les nouveaux logements pour personnes à faibles revenus

Introduire un prix à la pollution de sorte que ce ne soit plus gratuit de polluer

Investir dans l'énergie propre et éliminer progressivement le charbon, pour un air plus pur et une meilleure santé

Protéger nos océans, nos lacs et nos rivières contre la pollution plastique

## Exercice – Enjeux locaux

- Rétrécissement de la classe moyenne
- Capacité de réussite des entreprises et des industries locales
- Vieillesse de la population
- Accès à des services de garde abordables
- Accès à Internet haute vitesse
- Accès au service de téléphonie cellulaire
- Accès à des services de soins de santé
- Accès à l'emploi
- Accès au transport en commun
- Accès aux services
- Coût du logement
- Criminalité
- Surdoses
- Violence de gangs
- Contrôle des armes à feu
- Itinérance
- Intégration des immigrants à la communauté
- Montant des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui n'arrivent pas à trouver du travail
- Faibles taux d'obtention de diplômes d'études secondaires
- Pauvreté
- Préservation d'un environnement sain
- État des routes et des ponts
- Sécurité des pensions de retraite
- Congestion routière
- Départ des jeunes à la recherche d'occasions ailleurs

## Exercice – Formation professionnelle

Congé pour perfectionnement professionnel

Compte apprentissage

Compte d'épargne pour nouvelles compétences

Allocation de formation pour un bon emploi

Crédit de soutien à la formation

Passeport pour la formation continue

## **Exercice – Logement**

Hypothèque à mise de fonds partagée

Prestation pour l'achat d'une première maison

Plan de soutien pour des maisons abordables

Programme pour l'achat d'une première maison à prix abordable

Partenariat pour l'achat d'une première maison

## Exercice – Budget

Quelques initiatives du budget 2019	Choisissez le pouce en l'air ou le pouce en bas pour CHACUNE des initiatives sur la liste.		Cochez <u>trois</u> des 13 initiatives qui, d'après vous, sont les meilleures.	Cochez <u>toutes</u> les initiatives qui vous toucheront vous ou votre famille personnellement (cochez toutes celles qui sont pertinentes)
Créer 84 000 nouveaux stages d'étudiants pour donner une expérience de travail aux jeunes.				
Élaborer la première stratégie nationale au Canada pour affronter la démence afin d'aider les personnes atteintes et leurs soignants.				
Créer l'Allocation canadienne pour la formation, qui donne aux gens 1 000 \$ tous les quatre ans pour les aider à couvrir le coût de la formation professionnelle et leur permettre de prendre congé pour suivre des cours.				
Mettre sur pied l'Agence canadienne des médicaments qui achètera les médicaments en vrac, afin de réduire le coût des médicaments d'ordonnance.				
Créer un incitatif pour l'achat d'une première propriété, afin de rendre plus abordable l'acquisition d'une première maison.				
Doublent les fonds d'infrastructure versés aux municipalités cette année afin d'améliorer les routes, le transport en commun, les centres communautaires et les projets d'infrastructure.				
Assurer l'accès à l'Internet haute vitesse à large bande pour tous les foyers du Canada d'ici 2030.				
Mettre en place un régime national d'assurance-médicaments.				
Augmenter l'exemption au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui travaillent à temps partiel, de sorte que leurs prestations ne soient pas récupérées.				

Quelques initiatives du budget 2019	Choisissez le pouce en l'air ou le pouce en bas pour CHACUNE des initiatives sur la liste.		Cochez <u>trois</u> des 13 initiatives qui, d'après vous, sont les meilleures.	Cochez <u>toutes</u> les initiatives qui vous toucheront vous ou votre famille personnellement (cochez toutes celles qui sont pertinentes)
Investir dans des programmes pour garantir la pureté de l'eau et améliorer la santé et l'éducation dans les réserves des Premières nations.				
Limiter les avantages fiscaux liés aux options d'achat d'actions pour les personnes les plus fortunées dans les entreprises solidement établies.				
Baisser le taux d'intérêt sur les prêts étudiants.				
Financer la sécurité des groupes victimes de crimes haineux et la stratégie de lutte contre le racisme				

**Annexe C:**  
**Concepts de vision de l'énergie mis à  
l'essai**

# Mon énergie dynamise l'avenir du Canada

[avenirenergetiquecanada.ca](http://avenirenergetiquecanada.ca)

Utilisation  
intelligente  
de l'énergie

Électricité  
propre

Pétrole et  
gaz propres

Carburants  
faibles en  
carbone

Marchés et  
investissements

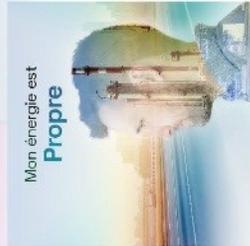
Mon énergie est  
**Efficace**

Mon énergie est  
**Électrique**

Mon énergie est  
**Propre**

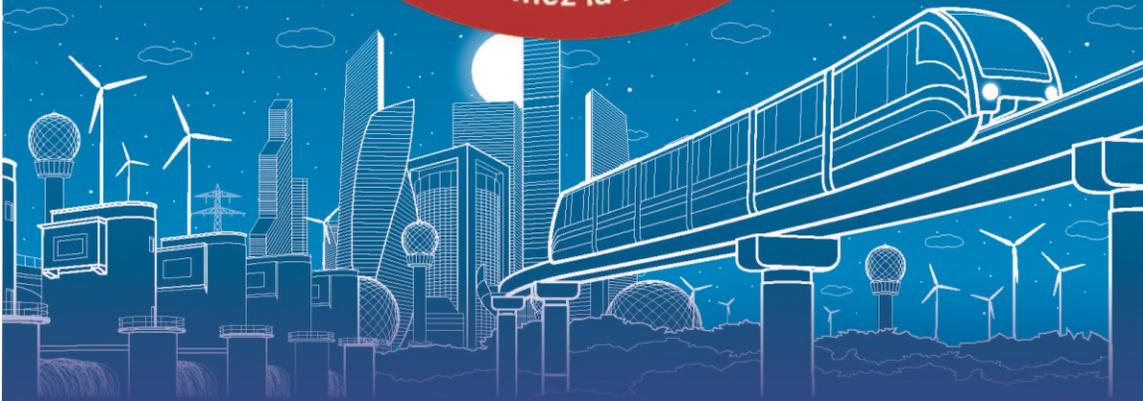
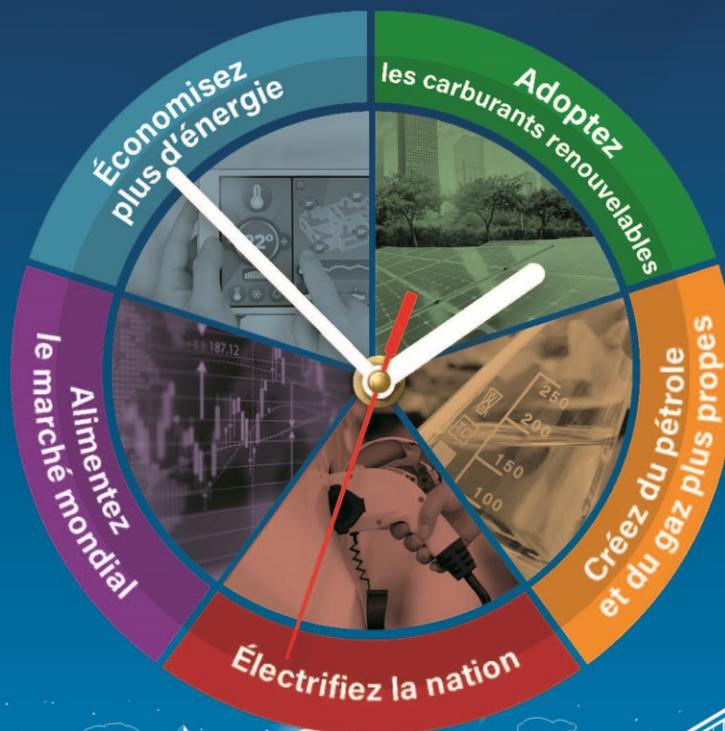
Mon énergie est  
**Renouvelable**

Mon énergie est  
**Mondiale**



# L'avenir de l'énergie au CANADA

commence AUJOURD'HUI



[avenir-energetique.ca](http://avenir-energetique.ca)

# L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE DU CANADA



**FIABLE • ABORDABLE • DURABLE**



**Énergie  
intelligente**



**Électrifications  
la nation!**



**Pétrole et gaz  
Service complet**



**Carburant  
de l'avenir**



**Nouveaux marchés  
et au-delà**

**AVENIR-ENERGETIQUE-CANADA.CA**

## « Quel rôle jouerez-vous? »

Le robot représente la situation actuelle en matière d'énergie au Canada.

Actuellement, il joue bien son rôle, mais il fonctionnerait beaucoup mieux muni de nouvelles composantes. Chaque nouvelle composante représente 1 des 5 solutions énergétiques.



## 5 solutions énergétiques

1. Moins de pertes d'énergie  
ABDOMEN : Avez-vous la capacité d'aider les autres à moins gaspiller?



2. Choisir une énergie plus propre  
PANNEAU SOLAIRE : Serez-vous l'énergie derrière la transition?



3. Plus de carburants renouvelables  
RÉSERVOIR DE CARBURANT : inspirez-vous la notion de durabilité auprès des Canadiens?



4. Pétrole et gaz plus propres  
ÉQUIPEMENT INTERNE : Aurez-vous des idées novatrices pour assainir nos émissions?



5. Accès aux marchés et investissements  
ROUES : Serez-vous guider les marchés sur la bonne voie?





[VoiesàSuivre-Canada.ca](http://VoiesàSuivre-Canada.ca)